

DK NEWS



Horaires des prières

Fajr: 05h46 Dohr: 13h00
Asr: 16h13 Maghreb: 18h42 Isha: 20h05

MÉTÉO

Alger : 16° 09°
Oran : 19° 08°
Annaba : 14° 10°
Béjaïa : 11° 10°
Tamanrasset : 27° 16°

www.dknews-dz.com

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 29 février 2024 / 19 chaabane 1445 - N° 3496 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

HISTOIRE

Les manifestations du 27 février 1962 ont mis en échec le projet de la France coloniale visant à diviser l'Algérie (Rebiga) P.3

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie dénonce la politique de l'occupant sioniste visant à affamer les Palestiniens à Ghaza P.24

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha supervise un exercice tactique avec munitions réelles en 6^e Région militaire P.24

MÉDIAS ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le robot conversationnel aura-t-il raison du journaliste ?

Par S. Oulebsir

Apparues depuis peu, les applications de ChatGPT dans le domaine des médias ne cessent de faire reculer les limites dans la pratique des médias. Elles sont d'une utilité indiscutable pour accompagner le travail intellectuel du journaliste dans son effort de recherche, de collecte, de vérification et de présentation et de l'information. De nombreux organes d'information y ont déjà recours avec le secret espoir de réduire les coûts de production de l'information. Les géants de l'internet comme Google sont aussi à l'affut et proposent déjà des outils aux médias pour leur faciliter l'accomplissement de certaines tâches. Pour autant, mes robots conversationnels finiront un jour par prendre la place des journalistes ? Une hypothèse que d'aucuns n'excluent pas, tandis que pour d'autres, cette nouvelle "invasion technologique" servira plutôt à rendre le journaliste, plus que jamais indispensable. P.17



APN

Faid présente le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021 P.6

INTRODUCTION DU CPA EN BOURSE

Le délai de souscription prolongé jusqu'au 14 mars (DG) P.6

SOCIÉTÉ

"Tajmaât", une organisation sociale qui a prouvé son efficacité à travers le temps (Rencontre) P.8

SANTÉ

PUNAISES DE LIT

Que faire ? Comment s'en débarrasser ? Pp.12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS (19^e)

Le leader en péril à Sétif, duel à "six points" entre relégables P.21



SÉTIF

Les mosaïques archéologiques d'Algérie, une ressource pour le développement touristique (rencontre) P.16

MÉTÉO

Poursuite des chutes de neige sur les reliefs dépassant les 1000 mètres d'altitude (BMS) P.2

MÉTÉO

Poursuite des chutes de neige sur les reliefs dépassant les 1000 mètres d'altitude (BMS)



Des chutes de neige continueront d'affecter, mardi, et jusqu'à jeudi, les reliefs dépassant les 1000 et 1100 mètres d'altitude dans plusieurs wilayas du Nord et de l'intérieur du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda, Nord d'El Bayadh, Tiaret, Nord de Laghouat et le Nord de Djelfa sont ainsi placées en vigilance «Orange» du mardi à 18h00 au mercredi à 09h00, souligne le BMS, précisant que l'épaisseur de la neige est estimée entre 5 et 10 cm. Les wilayas de Tissemsilt, Sud de Ain Defla, Médéa, Blida, Tizi Ouzou, Bouira, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Bejaïa, Jijel, Mila, Constantine, Oum El Bouaghi, Souk Ahras, Batna, Khenchela et Tébessa sont, quant à elles, placées en vigilance «Orange» du mardi à 21h00 au jeudi à 09h00. L'épaisseur de la neige est estimée pour ces wilayas entre 10 et 20 cm, pouvant atteindre ou dépasser localement 25 à 30 cm sur le Djurdjura et les Babors, ajoute le bulletin.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'ANPDP reçoit des représentants des secteurs de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de la Pêche

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) accueillera, mercredi, des représentants des secteurs de l'Agriculture et du développement rural, de l'Hydraulique, ainsi que de la Pêche et des productions halieutiques, et ce dans le cadre de la série de tables rondes qu'elle organise, indique un communiqué de l'ANPDP. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de «l'approche participative empruntée par l'ANPDP, visant à accompagner les instances publiques concernées par le traitement des données à caractère personnel, en conformité avec les dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques en matière de traitement des données à caractère personnel, dans l'objectif de protéger les droits des personnes, lors du traitement de leurs données et accélérer la cadence de dépôt des déclarations et des demandes d'autorisation des traitements, via le portail numérique dédié à cet effet», précise le communiqué.

BISKRA

Premier salon féminin local des arts plastiques



La première édition du salon féminin local des arts plastiques s'est ouverte mardi à la maison de la culture Ahmed Redha Houhou de Biskra dans une initiative d'encouragement des talents artistiques et d'animation culturelle. Placée sous le slogan «espoir inspiré du malheur», la manifestation de trois jours regroupe des toiles d'artistes dames et jeunes filles appartenant aux diverses écoles expressive, expressionniste, réaliste et symboliste, a indiqué, Mme. Souhila Bernaoui, coordinatrice du salon. Les thèmes peints abordent des scènes de vie sociale, des paysages naturels, des monuments urbains et des ruelles de vieilles villes mettant l'accent sur la présence de la femme et ses activités.

CAMEROUN

Saisie de 15 kg de cocaïne à l'aéroport international de Douala

Les éléments de la subdivision commerciale des douanes de l'aéroport de Douala, au Cameroun, ont annoncé mardi la saisie de 15 kg de cocaïne, dont la valeur est estimée à 1 million de dol-

lars, a rapporté le média d'Etat CRTV. Selon la CRTV, la cargaison était destinée au Sri Lanka via un vol de la compagnie Turkish Airlines. Les douanes ont découvert la cocaïne dissimulée dans des

boîtes et flacons de produits cosmétiques, contenus dans huit cartons d'un poids brut total de 130 kg, a précisé la CRTV.

APS



KHENCHELA

Le Moudjahid Messaoud Boudjezza inhumé au cimetière de Yabous



Le Moudjahid Messaoud Boudjezza, décédé mardi à l'aube à l'âge de 95 ans en son domicile à Yabous (Khenchela), a été inhumé, dans l'après-midi, au cimetière de sa ville natale. Le secrétaire général de la wilaya, Ali Rabah, le directeur local des Moudjahidine, Ali Abdeslam, des représentants de la famille révolutionnaire et plusieurs compagnons d'armes du défunt étaient présents à la cérémonie d'inhumation. Le directeur de wilaya des Moudjahidine a rappelé, dans une oraison funèbre, le parcours de lutte et les qualités du regretté Moudjahid Messaoud Boudjezza, connu pour son courage face à l'ennemi. Natif de la localité de Yabous le 19 février 1929, le défunt avait rejoint en 1955 les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la wilaya 1 historique.

BLIDA

Perturbation dans la distribution d'eau dans quatre communes (entreprise)



Une perturbation dans la distribution d'eau potable est intervenue dans quatre (4) communes de la région-Est de la wilaya de Blida, en raison des mauvaises conditions météorologiques, a annoncé, mardi, l'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE) dans un communiqué. Selon le communiqué, la perturbation dans la distribution d'eau potable est intervenue à partir d'aujourd'hui mardi, dans plusieurs quartiers des communes de Bougara, Hammam Melouane, du haut de la commune d'Ouled Slama et des cités AADL de Sidi Sarhane, commune de Bouinane. Elle est due à un arrêt forcé au niveau de la Station de captage des eaux de Magtaa Lazreg, en raison du taux de turbidité élevé des eaux, du aux mauvaises conditions météorologiques», est-il expliqué dans le même document. L'ADE de Blida a rassuré ses clients quant au retour progressif de la distribution d'eau à la normale, dès la reprise d'activité au niveau de cette Station.

INTEMPÉRIES À SIDI BEL ABBES Circulation difficile sur les RN 95 et 13

La circulation automobile à travers les axes routiers des routes nationales (RN) 95 et 13 de la wilaya de Sidi Bel Abbès a été rendue difficile, ces dernières 24 heures, en raison des perturbations météorologiques enregistrées, a-t-on appris mardi auprès des services de la Protection civile. La RN 95 enregistre, indique la cellule d'information et de communication de la Protection civile, des difficultés dans le trafic routier entre les communes de Sidi Bel Abbès et Boukhanifis, au niveau du carrefour de Sidi Khaled, en raison des grandes quantités de pluie enregistrées. La RN 13, sur son tronçon reliant les communes de Telagh et Daya, enregistre également des perturbations dans la circulation automobile, en raison de quantités de neiges accumulées.

BOUIRA

Plus d'un millier de cas d'agressions sur les réseaux énergétiques depuis 2021 (Sonelgaz)

Plus d'un millier d'agressions sur les réseaux énergétiques ont été recensés depuis 2021 à ce jour à travers plusieurs régions de la wilaya de Bouira, selon un bilan communiqué mardi par la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). «Le nombre de cas d'agressions sur les réseaux énergétiques enregistrés depuis 2021 à ce jour est de 1357 cas recensés à travers plusieurs régions de la wilaya de Bouira», a expliqué le directeur de distribution, Mohamed Taïbi, lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'entreprise. M. Taïbi a précisé que le réseau électrique a subi 728 agressions durant cette période et le réseau du gaz en a subi 629 agressions, ajoutant que 85 autres cas d'agressions ont été commis sur les réseaux énergétiques (électricité et gaz) suite à des travaux de fouilles souterraines.

M'SILA

Le directeur et un chef de service de la CCLS placés sous mandat de dépôt



Le juge d'instruction du Tribunal de M'sila a ordonné la mise en détention provisoire du directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de M'sila, ainsi que du chef du service exploitation de cette même structure, tandis que deux autres employés ont été placés sous contrôle judiciaire, a annoncé mardi la Gendarmerie nationale dans un communiqué. Le communiqué précise que des éléments de la section de recherche, munis d'informations faisant état de l'existence d'un déficit de l'ordre de 1,550,1 quintaux au niveau du stock d'orge importée et subventionnée, ont diligenté une enquête approfondie.

ETATS-UNIS

Etat d'urgence dans le Texas en raison d'incendies de forêt



Les autorités de l'Etat américain du Texas ont déclaré, mardi, l'état d'urgence en raison des incendies dans le Panhandle, où environ 240.000 acres de terres ont été touchées. Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a annoncé dans son communiqué avoir déclaré l'état d'urgence en raison des incendies de forêt qui durent depuis le 26 février. Selon les autorités, près de 5.000 habitants ont été évacués et environ 240.000 acres de terres ont été touchées depuis le début de l'incendie. Les autorités ont déclaré que les incendies se sont propagés rapidement dans toute la région en raison de vents soufflant entre 64 et 96 kilomètres par heure et que de nombreuses routes de la région étaient fermées à la circulation en raison de la fumée qui réduisait la visibilité.

HISTOIRE DE L'ALGERIE

L'Emir Abdelkader, symbole de la conscience révolutionnaire et modèle de la mise en pratique des concepts civilisationnels (séminaire)

Les participants à un forum national intitulé "L'Emir Abdelkader El Djazaïri et l'éclosion intellectuelle et littéraire", ouvert mardi à Constantine, ont souligné que ce leader politico-militaire, fondateur de l'Etat algérien moderne, est "un symbole de la conscience révolutionnaire et un modèle pour la mise en pratique des concepts civilisationnels".

Au cours de cette rencontre, organisée à l'université des sciences islamiques Emir-Abdelkader, les différents intervenants ont mis en exergue "le discours de tolérance et de dialogue civilisé de l'Emir, en son temps, alors que nous subissons, aujourd'hui, une nouvelle guerre contre les valeurs et les composantes civilisationnelles".

Au cours d'une allocution prononcée à l'ouverture de la rencontre, le recteur de l'université hôte, le Dr Saïd Derradji, a souligné que la nation algérienne est "immortelle grâce à ses érudits et ses dirigeants qui ont transcendé les frontières de leurs pays avec fermeté, sagesse, clarté de leurs positions et excellence dans leur créativité, leurs idées et leurs convictions, à l'image de l'Emir Abdelkader qui a contribué à dessiner les traits de ce pays et a établi les vrais principes de la conscience révolutionnaire et de la lutte pour la liberté, incarnant, en fait, les concepts d'humanité et de civilisation".

Souad Basnassi, de l'université d'Oran, a abordé, dans



une communication sur "Les positions humanitaires de l'Emir Abdelkader dans une perspective moderniste" la question des "prisonnières françaises qu'il avait fait libérer", et souligné, à ce propos, que ce "leader politique et militaire était profondément pénétré de justice et avait pour souci d'humaniser la guerre, de préserver la dignité, la vie, en respectant la religion et les croyances des prisonniers".

Pour sa part, le romancier

Azzedine Djellaoudji, lauréat du prix Katara du roman arabe pour son livre "T'étreinte des vipères" (qui traitait du personnage de l'Emir), a déclaré que "nous vivions aujourd'hui à une époque où de nombreux ennemis se battent contre nous, militairement et culturellement, en s'appuyant principalement sur la falsification, et en remettant en question les symboles de notre souveraineté nationale". Il a ajouté que nous

"bénéficiions encore beaucoup de l'Emir Abdelkader, longtemps après sa mort, car il représente un héritage de pensée, de lutte et de politique".

Pour sa part, le Dr. Fatima Ghezal, présidente du Comité scientifique du séminaire, a précisé que cette rencontre avait pour but de "clarifier les aspects religieux, cognitif et militant de la personnalité de l'Emir Abdelkader" et "mettre en évidence l'écho de sa présence et son impact sur l'inspiration des chercheurs et des historiens", en plus "d'enquêter sur l'image de l'Emir dans l'imaginaire poétique et narratif".

Ce séminaire national, qui voit la participation d'enseignants des universités d'Oran, de Biskra, de Constantine, d'El Tarf, de Tizi Ouzou et de Sétif, débatta pendant deux jours de la personnalité de l'Emir Abdelkader El Djazaïri dans ses dimensions nationale, internationale, politique, humanitaire et intellectuelle pour révéler sa spécificité et ses effets que reflètent ses contributions intellectuelles, littéraires et religieuses.

Commémoration de la libération de la ville d'Oran: l'importance d'intensifier les études historiques et littéraires sur l'occupation espagnole soulignée (chercheurs)

Des chercheurs ayant pris part à une rencontre organisée, mardi au Musée national "Ahmed Zabana" d'Oran, à l'occasion du 232^e anniversaire de la libération de la ville d'Oran de l'occupation espagnole, ont mis l'accent sur la nécessité d'intensifier les études historiques et littéraires en lien avec la période de l'occupation espagnole de la ville d'Oran, dans le but d'enrichir la documentation relative à cette séquence de l'histoire du pays. Dans ce cadre, Hanifi Hellaili, enseignant à l'université de Sidi Bel Abbes, a indiqué lors de cette rencontre ayant pour thème "l'occupation espagnole en Algérie (1505-1792) dans les écrits littéraires et historiques", que "les études historiographiques relatives à l'occupation d'Oran par les Espagnols sont peu nombreuses, d'où la nécessité d'intensifier les recherches et les études en rapport avec cette période de l'histoire nationale et celle de la ville d'Oran, dont la libération de l'occupation espagnole est intervenue le 27 février 1792".

Dans ce contexte, M. Hellaili a fait observer que l'historien et membre de l'Association des Ulémas algériens, Toufik El Madani, est le premier historien, après l'indépendance du pays, à avoir consacré une étude sur l'occupation de la ville d'Oran et de Mers El Kebir dans un ouvrage intitulé "La Guerre des trois-cents ans entre l'Algérie et l'Espagne".

L'académicien, spécialiste de l'histoire moderne et contemporaine, a rappelé que "durant la colonisation française, plusieurs études consacrées au thème de l'occupation espagnole de la ville d'Oran et de Mers El Kebir ont été éditées dans la Revue africaine et dans les publications de la Société de géographie de la ville d'Oran".

Il a également cité d'autres écrits à l'initiative d'auteurs arabes qui ont documenté cette période de l'histoire de la ville, à travers des manuscrits rapportées par le défunt historien Abou El Kacem Saadallah.

De son côté, la chercheuse Leïla Kouaki, du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) a axé son intervention sur les sources littéraires, estimant qu'elles constituent des documents historiques à la base de l'historiographie de l'occupation espagnole de la ville d'Oran, jusqu'à sa libération.

Elle a cité dans ce cadre l'ouvrage "Toulou Saïd Essououd" de Benaouda El-Mazari, qui a fortement contribué à documenter cette période et celle de la présence ottomane.

Par ailleurs, d'autres thèmes ont été abordés, lors de cette rencontre, organisée par le CRASC en collaboration avec le Musée national Ahmed-Zabana, notamment "le rôle des taleb dans la libération d'Oran" et "Oran dans les écrits de Cervantès".

Il est à souligner que cette rencontre scientifique s'inscrit dans le cadre de deux projets de recherche axés sur le thème des écrits relatifs à l'occupation de l'Algérie et de la ville d'Oran entre les 16^{ème} et le 18^{ème} siècle.

A l'occasion de la célébration de la libération de la ville d'Oran de l'occupation espagnole, une exposition de peintures de l'artiste plasticien Kalouza Mohamed El Amine a été organisée, mettant en valeur les monuments historiques et archéologiques de la capitale de l'Ouest du pays, en plus d'honorer une femme, qui a fait un don au musée "Ahmed Zabana" d'un ancien costume traditionnel, "caftan", pour enrichir la collection exposée au département d'ethnographie.

Les manifestations du 27 février 1962 ont mis en échec le projet de la France coloniale visant à diviser l'Algérie (Rebiga)

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebiga a affirmé, mardi à Alger, que les manifestations des habitants de la région de Ouargla, le 27 février 1962 "ont mis en échec" le projet de la France coloniale visant à séparer le Sahara Algérien du reste du territoire national.

Dans son allocution lors d'une conférence commémorant cet anniversaire, le ministre a précisé que les habitants de Ouargla "se sont soulevés, en réponse à l'appel des dirigeants de la Révolution, à manifester le 27 février 1962, contre l'occupation française et ont mis en échec son projet visant à diviser l'Algérie en séparant le Sahara du reste du territoire national pour en piller les richesses". Les manifestations ont contribué "à mettre à

nu la propagande coloniale" et représentaient "une réponse claire quant à la question du Sahara qui a provoqué l'arrêt des négociations entre le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et l'administration coloniale", a ajouté le ministre.

Cet événement historique se voulait "un référendum populaire pour la fidélité à l'union nationale visant à étouffer définitivement le projet séparatiste colonial", a ajouté le ministre, estimant que la réaction des manifestants avait "balisé le terrain à la partie algérienne lors des négociations d'Evian pour camper sur leur position immuable concernant l'intégrité territoriale".

Ces manifestations étaient également une réponse à la France coloniale affir-

mant que le FLN était le seul représentant du peuple algérien comme prévu dans la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954, a souligné M. Rebiga.

Le ministre des Moudjahidine a insisté, dans ce sillage, sur la nécessité de s'en tenir aux valeurs de l'unité et de la cohésion du peuple algérien pendant la Glorieuse guerre de libération afin d'ancrer l'appartenance nationale, barrer la route à ceux qui tentent de porter atteinte à la sécurité du pays et poursuivre le processus d'édification dans le cadre de l'Algérie nouvelle.

A cette occasion, deux conférences ont été données. La première sur les manifestations du 27 février 1962 et une autre sur le rôle de l'Algérie dans la consécration de la dimension africaine.

Le soulèvement populaire du 27 février 1962 d'Ouargla a mis en échec les desseins du colonisateur visant la partition du pays (chercheurs)

Les manifestations populaires du 27 février 1962 dans la région d'Ouargla font partie des épopées menées dans le Sud algérien contre le colonialisme français, pour déjouer tous les desseins du colonisateur visant la séparation du Sahara du reste du territoire national, ont indiqué des chercheurs et historiens spécialistes de la Guerre de libération nationale.

Intervenant lors d'une conférence organisée à l'occasion de la commémoration du 62^e anniversaire de ces manifestations, le chercheur en histoire, Slimane Hakoum, a souligné que cette halte historique est commémorée pour rappeler "un acte de bravoure" du peuple algérien pour débarrasser le colonisateur qui tentait d'étendre sa mainmise sur, aussi bien, les richesses naturelles du pays que sur la région sud qui constitue une partie intégrante du territoire national.

"Pour assouvir ses fins, le colonisateur français, a opté pour des formes différentes de répressions et d'horreur contre le paisible peuple. Toutefois, ses ignobles visées ont été mises en échec par le peuple algérien et sa volonté ardente d'arracher sa liberté et sa souveraineté, à travers ces manifestations", a-t-il expliqué.

Le chercheur Lezhari Abbaz, a affirmé, de son côté, que dans sa quête de préserver son occupation du sud, le colonialisme a versé dans le complot, afin de "séparer cette partie du territoire du reste du pays, à travers une série de mesures, dont le lancement en 1957 de son projet malveillant de création de ministères spéciaux pour le Sahara".

"Les objectifs du plan du colonisateur ne pouvaient être matérialisés, face au haut niveau de conscience du peuple et les intenses activités menées par le Front de libé-

ration nationale dans la région, notamment à travers les passages d'acheminement d'armes, étant la base-arrière de la Révolution", a encore estimé l'intervenant.

Le Moudjahid Abdelkader Touahir, ayant pris part à ces manifestations historiques, a fait savoir, pour sa part, que "les soulèvements du 27 février 1962 ont été l'expression du rejet catégorique de la propagande fallacieuse du colonialisme français et une réponse explicite et décisive aux allégations colportées à l'encontre de la population locale".

A rappeler que les manifestations avaient commencé au lieu dit "Souk El-H'tab" (marché aux bois), situé au centre-ville d'Ouargla, et ce, en réponse au mot d'ordre lancé par un des officiers de l'Armée de libération nationale (ALN) appelant les notables, les Chouyoukh de la région, et les responsables d'une quinzaine de conseils activant sous les

ordres du Commandement de l'ALN, de sortir dans la rue et d'organiser des marches appelant à l'indépendance du pays. Les manifestants ont entamé leur marche de protestation et de refus de la politique coloniale, en scandant des slogans hostiles à la colonisation.

Ils ont crié à la gloire de l'Algérie, contre la division et la séparation de la région Sud du reste du pays.

Le colonialisme n'avait pas hésité à utiliser la force militaire, en initiant une répression féroce ayant provoqué la mort de cinq manifestants, en plus de nombreux blessés, selon les animateurs de cette conférence.

L'impact et l'écho de ces manifestations d'Ouargla se sont répandus dans d'autres régions du Sud du pays où des actions anticoloniales similaires ont éclaté les 07 et 13 mars dans les régions de Touggourt et Menaguar.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE Création d'une direction du sport scolaire

Une direction du sport scolaire, chargée de mettre en œuvre la stratégie nationale de développement du sport scolaire, a été créée, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette direction a pour mission de veiller à l'élaboration d'un programme de détection de talents sportifs en milieu scolaire et les accompagner, en coordination avec les secteurs concernés, selon le décret exécutif portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale publié dans le dernier numéro du Journal officiel. Elle est aussi chargée de veiller à l'organisation des différentes compétitions sportives scolaires, d'assurer la participation aux compétitions sportives scolaires internationales et d'initier toute étude relative au développement du sport scolaire en impliquant les différents acteurs du domaine sportif.

Cette direction comprend, selon le texte, deux sous-directions, à savoir la sous-direction des activités sportives scolaires et la sous-direction des talents sportifs. La sous-direction des activités sportives scolaires est chargée de promouvoir, généraliser, et développer la pratique de l'activité sportive en milieu scolaire et de suivre la mise en place des clubs sportifs scolaires dans les établissements d'éducation et d'enseignement.

Il s'agit aussi d'élaborer un plan de développement des infrastructures sportives scolaires et de leur équipement, d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de développement du sport au profit des élèves ayant des besoins spécifiques en coordination avec les secteurs et les structures concernés et de superviser l'organisation et le suivi des compétitions nationales du sport scolaire, en coordination avec la fédération algérienne du sport scolaire.

Cette sous-direction a aussi pour mission de veiller à la participation aux compétitions arabes, régionales et internationales, en coordination avec les secteurs et instances concernés. Quant à la sous-direction des talents sportifs scolaires, elle est chargée de détecter les talents sportifs en milieu scolaire, en coordination avec les secteurs et les instances spécialisées concernés, d'organiser et de soutenir les talents sportifs scolaires et de les accompagner, en coordination avec les secteurs concernés. Il s'agit aussi, selon le même décret, de contribuer à la sélection et au suivi des élèves pour l'accès au lycée sportif.

JEUNESSE

Une délégation algérienne prend part au Festival mondial de la jeunesse du 1er au 7 mars en Russie

Une délégation algérienne prendra part au Festival mondial de la jeunesse, prévu du 1er au 7 mars à Sochi (Russie), sous le slogan «Rôle de la diplomatie de la jeunesse dans les transformations numériques». Lors d'une rencontre organisée mardi au siège de la wilaya d'Alger à l'honneur de la délégation algérienne participant à cette manifestation mondiale, la présidente de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) d'Alger, Nadjiba Djilali a mis en exergue «l'accompagnement et l'intérêt accordés à ces jeunes, en reconnaissance à leurs efficacité et innovations», soulignant que cette délégation regroupait «l'élite de la jeunesse algérienne». «Cette participation s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations avec les pays amis et pour hisser les couleurs nationales dans les différents fora internationaux», a-t-elle souligné, appelant les membres de cette délégation à «honorer l'Algérie lors de cet événement». Pour sa part, le chef de la délégation, Ishak Ibn Al-Qayim Kenouna, a fait savoir que ce Festival serait l'occasion pour la délégation algérienne, qui regroupe 126 jeunes issus des différentes wilayas du pays, de découvrir les cultures des pays participant.

APN

Le groupe parlementaire d'amitié «Algérie-Sénégal» se réunit en visioconférence

Les membres du groupe parlementaire d'amitié «Algérie-Sénégal» présidé par le président du Groupe, Ahmed Boubekeur, ont tenu, mardi par visioconférence, une réunion avec leurs homologues de l'Assemblée nationale sénégalaise, chapotés par le président du Groupe, Abdou Mbow, indique un communiqué de l'Assemblée nationale populaire (APN).

A l'entame de cette réunion, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur sénégalais à Alger, Serigne Dieye et de l'ambassadeur d'Algérie au Sénégal, Khaled Zohret Bouhalouan, M. Boubekeur a invité les membres du groupe parlementaire à «insuffler une forte impulsion à la diplomatie parlementaire pour permettre à cette dernière de contribuer efficacement au renforcement des relations entre les deux pays dans les différents domaines politique, économique, social et culturel».

Il a, dans ce cadre, appelé les membres à «la coopération en matière d'échange d'expertises et d'informations entre les deux instances parlementaires, mais aussi à l'échange de vues entre les deux pays concernant les situations actuelles et les données liées à la vie parlementaire et au domaine de la législation et de la loi, à la lumière des développements régionaux et internationaux». Le président du Groupe a, par là même, souligné que les présidents algérien et sénégalais «s'attèlent sans relâche au développement des relations bilatérales dans les différents domaines», ajoutant que ces efforts ont été traduits par l'ouverture d'une succursale bancaire au Sénégal et le lancement d'expositions



conjointes, outre le renforcement des lignes aériennes directes et du transport maritime en vue de faciliter la mobilité et insuffler une impulsion forte et multidimensionnelle». M. Boubekeur a, également, affirmé que les relations entre les deux pays ont imprimé un nouvel élan en contribuant à la consécration de la diplomatie spirituelle, à savoir la Tariqa Tidjania et Kadiriya. De son côté, l'ambassadeur du Sénégal à Alger, M. Dieye s'est félicité du «bon niveau des relations entre les deux pays», soulignant «la nécessité de faciliter les échanges commerciaux, d'établir des relations économiques mutuellement bénéfiques et d'échanger les

expertises». Il a en outre salué «la position constante de l'Algérie à l'égard des causes justes en tête desquelles les causes palestinienne et sahraouie». Pour sa part, le président du groupe d'amitié parlementaire «Algérie-Sénégal», M. Mbow a salué «le niveau de fraternité et d'amitié unissant les deux pays», soulignant leur importance dans le domaine diplomatique.

Relevant que les deux pays partagent des «liens culturels et spirituels», le responsable sénégalais a loué en même temps la position de l'Algérie à l'égard de la cause palestinienne».

Dans son allocution lors de la rencontre, ajoute la même source, l'ambassadeur d'Algé-

rie au Sénégal, M. Bouhalouan a mis en avant «l'importance de consolider les relations bilatérales à travers la mise en place d'une feuille de route en vue de renforcer l'action bilatérale». Il a estimé dans ce cadre, que «le Sénégal est un pays important qui a accéléré l'ouverture de lignes aériennes et du transport maritime, en sus de l'ouverture d'une succursale bancaire qui constitue un mécanisme de financement et de soutien important pour les acteurs économiques sur le marché sénégalais, de même qu'il se veut un outil d'accélération de la cadence des échanges commerciaux et des partenariats entre les entreprises algériennes et sénégalaises».

ALGÉRIE-FRANCE

Tenue de la 11^{ème} session des consultations politiques algéro-françaises

La 11^{ème} session des consultations politiques algéro-françaises s'est tenue mardi à Alger, sous la coprésidence du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounès Magramane, et de la Secrétaire générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, Mme Anne-Marie Descotes, a indiqué

un communiqué du ministère. Cette session, qui s'est tenue au siège du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, «a permis de procéder à une évaluation globale de l'état des relations au plan politique et de la coopération bilatérale dans l'ensemble des domaines, y compris en matière économique et de circulation des personnes», précise le

communiqué. «Les questions internationales et régionales d'intérêt commun ont également été au menu des discussions entre les deux hauts responsables, notamment, la situation au Sahel, au Mali et au Proche-Orient, principalement, la situation en Palestine et la crise humanitaire à Gaza, ainsi que la question du Sahara Occidental», ajoute la même source.

FÔRETS

Installation de la Commission nationale de protection des forêts pour 2024

La Commission nationale de protection des forêts (CNPF) pour l'année 2024 a été installée mardi à Alger dans le cadre de la préparation préventive contre les incendies.

La cérémonie d'installation a été co-présidée par les ministres de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Chorfa, et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, en présence du Directeur général des forêts, du Directeur général de la Protection civile, ainsi que des représentants des instances nationales et des institutions concernées. Dans son allocution à l'occasion, M. Chorfa a indiqué que l'installation de la CNPF se voulait une mesure «exceptionnelle» qui consacre une nouvelle méthode de travail à même d'assurer une bonne préparation pour faire



face aux feux de forêts. Il s'agit, en effet, de la première fois que cette commission soit installée avant plus de 3 mois du début de la saison de lutte contre les incendies, soulignant que l'intervention précoce est un facteur clé pour contrer les risques et éviter les pertes humaines et matérielles. Le ministre a, en outre, insisté sur l'adoption d'une approche proactive dans la prise de décisions tout en tirant les leçons des précédentes expériences, indiquant que

l'installation de cette commission intervient suite à la promulgation de la loi relative aux forêts et aux richesses forestières en décembre 2023.

M. Chorfa a également mis en avant l'importance de la sensibilisation de la population locale en particulier, et de l'association de la société civile à toutes les étapes de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies, insistant sur la participation de tous les acteurs pour le succès de cette

saison. Installée au siège du ministère de l'Agriculture, cette commission est composée de représentants de treize (13) ministères et de onze (11) institutions nationales concernées par la protection des forêts. Lors de la cérémonie d'installation, de nombreux exposés ont été présentés par différentes instances concernées, à l'instar de la présentation de la Direction générale des forêts (DGF) relative au plan de gestion des forêts pour la campagne de prévention et de lutte contre les incendies 2024, dans laquelle elle évoqué les ressources matérielles et humaines mobilisées à cet effet, outre l'utilisation de la numérisation à travers l'actualisation et la modernisation du système de suivi des incendies, en sus de l'acquisition d'équipements de surveillance de et de suivi.

ORAN

Visite guidée à l'École des sous-officiers du matériel au profit des organes de presse

Une visite guidée a été organisée, mardi, à l'École des sous-officiers du matériel «chahid Bendraoua Abdelkader» relevant de la deuxième Région militaire, au profit des organes de presse.

Le commandant de l'École, le colonel Boularak Rabah a souligné, dans une allocution d'ouverture, que «la visite renforçant le travail de proximité s'inscrit dans le cadre du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) pour l'année 2023/2024, à travers lequel le Haut commandement de l'ANP vise à faire connaître les établissements de formation militaire et à renforcer la communication avec les citoyens dans le cadre du lien Armée-citoyen».

«Cette manifestation constitue une occasion de s'imprégner des missions de l'École et de connaître ses différentes activités, notamment celle liée à la formation», a-t-il déclaré, soulignant que «le système de formation de l'ANP ne se limite pas seulement aux aspects de qualification et de l'acquisition de la connaissance et des sciences militaires. Elle vise aussi à former un militaire imprégné des valeurs nationales qui sacralisent le travail et fait preuve d'intégrité et de dévouement au service de la chère patrie et nous sommes conscients des défis et des menaces qui visent notre pays de tous les côtés».

«Pour s'adapter à l'évolution et bien maîtriser les équipements et divers systèmes, le Haut commandement de l'Armée nationale populaire a œuvré à fournir un système de formation et d'instruction complémentaires pour forger des compétences hautement qualifiées à des niveaux en adéquation avec l'évolution de l'arme d'équipement et au



développement de l'ANP en général».

Cette initiative d'information a donné lieu à une visite des différentes structures, équipements et moyens pédagogiques utilisés dans la formation au niveau de l'École et à un aperçu sur les différents parcours et étapes de formation, entre autres, ceux des «armes électro-optiques», des «munitions et missiles», des «systèmes d'armes» et des «véhicules de combat», en plus de prendre connaissance des ateliers de travaux pratiques liés à l'industrie mécanique.

L'École des sous-officiers du matériel «chahid Bendraoua Abdelkader» se charge aussi de la formation de cinq catégories d'étudiants et stagiaires dont «élèves sous-officiers du service national», «élèves sous-officiers actifs», «élèves sous-officiers contractuels», «soldats contractuels» dans treize spécialités, notamment le tir par radar d'armes de petits et moyens calibres et

la mécanique des blindés. L'École dispense également une formation périodique dans diverses spécialités, notamment un stage pour relever le niveau de combat, un autre pour la gestion des archives et une formation en bibliothéconomie. Elle renferme aussi un département d'enseignement militaire avec des salles avec simulateurs de tir à balles réelles et un département d'enseignement général qui regroupe un nombre de laboratoires tels ceux de l'électromécanique, de l'électronique, de l'informatique et la chimie. Pour rappel, après sa création en 1975, l'École était connue sous le nom de «Centre d'instruction en ravitaillement, reconverti en 1980 en centre d'instruction technique de ravitaillement. Le 23 mars 1983 elle a été reconvertie en École des sous-officiers du matériel et baptisée le 18 février 2015 au nom du Chahid Bendraoua Abdelkader».

Près d'un milliard DA pour l'aménagement de plusieurs quartiers et axes routiers dans la commune de Bir El-Djir (wali)

La commune de Bir El-Djir, dans la wilaya d'Oran, a bénéficié, récemment, de plusieurs projets d'aménagement urbain au profit de plusieurs quartiers et axes routiers, pour près d'un milliard DA, permettant d'éliminer les points noirs en matière d'environnement, et partant améliorer les conditions de vie des citoyens, a déclaré, mardi, le wali d'Oran, Saïd Sayoud.

M. Sayoud a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection des projets de développement urbain dans la commune de Bir El-Djir, que cette dernière a bénéficié d'importants projets dans le domaine des travaux publics, d'eau et d'assainissement, financés par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, du budget de la wilaya et celui de la commune, avec une enveloppe financière de 951 millions, qui

bénéficiera à leur achèvement, à l'amélioration des conditions de vie des citoyens de cette commune, qui, avec les communes d'Oran et d'Es-Senia constituent le «Grand Groupement d'Oran».

Le même responsable a inspecté trois grands projets dans la commune de Bir El-Djir, qui ont mobilisé une enveloppe financière de 710 millions DA, notamment les grands axes routiers, la route du Nord, la route des Platanes et la route du 1er Novembre, qui comprennent, selon les explications fournies sur place, la réhabilitation du réseau d'évacuation des eaux usées, la séparation du réseau d'évacuation des eaux pluviales du réseau des eaux usées et le renouvellement du réseau d'eau potable, en plus de la réhabilitation du bitume.

Selon les explications fournies, les trois projets visent à résoudre le problème de l'accumulation des eaux

pluviales et la remontée des eaux usées, ainsi que l'amélioration de la circulation dans les quartiers résidentiels et les conditions de vie des citoyens. Le wali d'Oran a également inspecté le projet de réhabilitation urbaine du village de Belgaid pour un montant de 44 millions de dinars, où le taux d'avancement des travaux a atteint 80% et qui devrait être achevé, dans les prochains mois.

Le «nouveau boulevard», dans la commune de «Sidi El Bachir», au niveau de la même commune, a bénéficié pour sa part d'un projet de renouvellement des conduites d'évacuation des eaux usées, avec une enveloppe financière de 40 millions DA, dont les travaux sont actuellement en cours.

Un autre projet relatif à l'achèvement d'une nouvelle station de relevage des eaux usées, pour une enveloppe financière de 70 millions DA, a

été approuvé au cours de cette visite.

Cette station permettra d'éviter le problème de l'écoulement des eaux usées dans le village de Sidi El Bachir et au chef-lieu de la commune de Hassi Boufif.

De leur côté, Haï El Yasmine et la rue Frih Benkabou ont bénéficié de deux projets d'aménagement urbain d'une enveloppe financière totale estimée à 87 millions DA, dont les travaux ont débuté, récemment, et devraient s'achever prochainement.

Le wali d'Oran a également inspecté, au cours de sa visite, un ensemble de projets au profit des secteurs de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et des sports dans la commune de Bir El Djir, dont un lycée au quartier «Cosider», un collège au quartier 1.201 logements, des logements publics locatifs et un stade de football à Sidi El Bachir.

MASCARA

4,5 milliards DA réservés au secteur de la jeunesse et des Sports pour l'exercice 2023 (ministre)

Le ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrahmane Hammad a souligné, mardi soir à Mascara, que l'enveloppe financière du programme d'investissement, en cours, réservée au secteur de la Jeunesse et des Sports dont a bénéficié la wilaya, pour l'exercice 2023, est estimée à 4,5 milliards DA. Animant un point de presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, M Hammad a indiqué que «le programme d'investissement dédié au secteur de la jeunesse et des sports, inscrit à l'intitulé de la wilaya de Mascara en 2023, porte sur neuf opérations en cours de réalisation pour un investissement de 4,5 milliards DA».

Le ministre a souligné que son secteur a bénéficié, en 2023 dans la wilaya de Mascara, de l'inscription d'un nouveau programme d'investissement et de réévaluation d'autres opérations en cours de réalisation pour une enveloppe financière de 198,2 millions DA, comporte le réaménagement et l'équipement de cinq auberges de jeunes dans les communes de Tighennif, Sidi Kada, Ghriss, Mascara et Sig, ainsi que l'étude de réaménagement du stade «l'Unité africaine» du chef-lieu de wilaya pour un montant global de 110 millions DA. M. Hammad a fait part, dans ce contexte, de la réévaluation de deux opérations en cours de réalisation pour une enveloppe financière de 88,2 millions DA, portant sur la réalisation et l'équipement du parcours d'athlétisme et l'aménagement externe du pôle sportif «Abdelkrim Kerroum» de Sig.

Il a ajouté que «dans le cadre de l'élaboration de la loi de finances de l'exercice en cours, les services de la Direction générale du budget ont donné leur accord de principe pour l'inscription d'un nouveau programme d'investissement en faveur du secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mascara, pour une enveloppe financière de 74 millions DA».

Ce programme comporte l'étude et le suivi de réalisation de deux complexes sportifs de proximité dans les communes de Ain Farah et Mactaâ Douz. M. Hammad a indiqué que sa rencontre avec les autorités locales, les représentants du mouvement sportif et juvénile de la wilaya de Mascara a constitué «une opportunité pour inciter la coopération conjointe, en vue de créer un environnement encourageant pour développer le sport et la prospérité des jeunes», appelant à «la participation de tous et du travail conjoint en vue de réaliser les aspirations conjointes».

Il a ajouté que son ministère œuvre avec les instances locales de la wilaya et la société civile à «responsabiliser les jeunes dans la vie sportive et sociale, afin d'assurer la réalisation de nos objectifs communs et de fournir des installations permettant à nos enfants et à nos jeunes de pratiquer leurs activités, libérer leurs énergies innovantes et sportives, et découvrir de jeunes talents».

Il a insisté, lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Mascara, sur «le respect des délais de réalisation, les critères requis et veiller à la bonne gouvernance de ces acquis, renforçant la jeunesse et promouvant la pratique sportive et l'activité des jeunes, ainsi que la réhabilitation des structures sportives, en suivant ces projets de près». La visite du ministre de la Jeunesse et des Sports a porté également sur l'inspection du terrain d'athlétisme de Tighennif et deux projets de réalisation d'une salle omnisports dans le quartier de Sidi Moufak et d'une piste cyclable au chef-lieu de wilaya. Il s'est enquis également du stade de «l'Unité africaine» au chef-lieu de wilaya, ainsi que des infrastructures de la jeunesse et des sports mis à la disposition du pôle sportif «Chahid Djebbar Mohamed» à Mascara. M. Hammad a également inspecté les installations du pôle «Abdelkrim Kerroum» à Sig et a écouté un exposé sur l'état du terrain de football de ce même pôle, qui nécessite des travaux d'entretien.

SKIKDA

Campagne de réparation des fuites d'eau permettant d'économiser environ 32.000 m3 (ADE)

Environ 32.000 m3 d'eau ont été récupérés à Skikda suite à la grande campagne de réparation des fuites d'eau et d'éradication des raccordements illicites, lancée début février courant, a-t-on appris mardi du directeur de l'Algérienne des eaux (ADE), unité de Skikda, Abdelhak Baâbouche.

L'entreprise a pu réparer durant cette campagne lancée en le 11 et 21 février, 254 fuites d'eau dans 22 communes gérées par l'entreprise permettant la récupération d'une

quantité «considérable» estimée à environ 32.000 m3 d'eau, ce qui va contribuer à l'amélioration de l'alimentation en eau potable à travers la wilaya de Skikda, a déclaré à l'APS M. Baâbouche. Il a ajouté que la campagne a vu la participation de 16 unités de wilaya relevant de l'Algérienne des eaux dont 4 brigades spécialisées dans la détection des raccordements illicites permettant l'élimination de 270 de ces raccordements à travers les quartiers de Sidi Ahmed, et Boula-kroud au chef-lieu de wilaya et dans

les communes d'El Harouch et d'Ain Bouziane. L'Algérienne des eaux (unité Skikda) avait procédé en 2023 à la réparation de 5.349 fuites d'eaux, selon le même responsable qui a indiqué que les efforts sont en cours pour la réalisation de plusieurs projets de réhabilitation de certains réseaux de distribution dans des quartiers de la commune de Skikda, à l'instar d'Oued El Ouahch, El Adjr, Bouiali, Boula-kroud et Sidi Ahmed ainsi que la ville-ville.

APS

INTRODUCTION DU CPA EN BOURSE

Le délai de souscription prolongé jusqu'au 14 mars (DG)



Le délai de souscription au capital du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) dans le cadre de son introduction en Bourse, initialement fixé au 28 février en cours, a été prolongé jusqu'au 14 mars prochain, a indiqué mardi à Alger le directeur général de la banque, Ali Kadri.

S'exprimant en marge de la cérémonie de signature d'une convention-cadre avec le groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), M. Kadri a affirmé que la première phase de l'ouverture du capital de la banque publique s'étalera jusqu'au 14 mars prochain, soit une prolongation de 15 jours, suite à l'accord favorable de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de la Bourse (COSOB).

Compte tenu de l'engouement constaté chez les investisseurs et les ménages, nous avons introduit une demande auprès de la COSOB pour une prolongation de 15 jours de l'opération", a-t-il déclaré.

L'opération de l'ouverture du capital du CPA a pris effet le 30 janvier dernier, avec la mise en vente de 22 millions d'actions, dans une première phase, au prix de 2,300 DA par action.

La COSOB avait précisé, dans un communiqué, que dans le cadre de cette première phase de l'ouverture du capital de la banque, le CPA procédera à une offre publique de vente (OPV) de 22 millions d'actions, susceptible d'être augmentée au maximum à 60 millions d'actions (la limite des 30% du capital social) au cas où les demandes de souscription dépasseraient le nombre d'actions mises en vente initialement.

Les intermédiaires en opération de Bourse (IOB) chargés de la vente sont les banques CPA, BADR, BDL, BEA, BNA, CNEP-Banque et Société Générale Algérie.

Cette OPV concerne les personnes physiques de nationalité algérienne résidentes, les personnes physiques salariées du CPA, les investisseurs institutionnels ainsi que les personnes morales de droit algérien.

ENTREPRENARIAT

Accord de partenariat entre le ministère de l'Enseignement supérieur et le CREA

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Conseil du nouveau économique algérien (CREA) ont signé, mardi à Alger, un accord en vue de renforcer le partenariat entre les universités, les centres de recherche et les entreprises économiques. Cet accord a été signé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et le président du CREA, Kamel Moula. A cette occasion, M. Baddari a indiqué que la signature de cet accord était à même "d'ouvrir la voie au partenariat entre le secteur de l'Enseignement supérieur et les entreprises économiques représentées par le CREA", mettant en avant le rôle de l'Université dans la formation des ressources humaines qui constituent, selon le ministre, le capital des entreprises dans la réalisation des objectifs de développement national.

"Cet accord est axé sur la mise de tous les moyens de recherche à la disposition du CREA, afin de parvenir à l'innovation au mieux de l'intérêt de l'économie nationale et pouvant répondre aux exigences de la société", a soutenu le ministre.

M. Baddari a, en outre, souligné que cet accord favorisait la réalisation de "la transition technologique permettant d'exploiter les innovations des chercheurs et d'ouvrir la voie aux jeunes, en particulier les étudiants". M. Moula a, de son côté, mis l'accent sur l'importance de cet accord dans le rapprochement entre le monde du travail et l'Université, insistant sur l'impératif pour les entreprises économiques nationales de s'adapter à la dynamique technologique que connaît le monde, et ce à travers l'exploitation de la recherche scientifique, une des principales missions de l'Université.

APN

Faid présente le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présenté, mardi devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021, lequel a enregistré des recettes ayant dépassé le montant prévu de plus de 10%.

Lors d'une plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, M. Faid a affirmé que le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé une hausse des recettes budgétaires de 10,67% comparé aux prévisions de la loi de finances complémentaire (LFC) de la même année.

Selon les chiffres présentés par le ministre, les recettes budgétaires se sont élevées à 5.900,63 milliards (mds) de DA à fin décembre 2021, dont 3.973,58 mds de DA liées aux ressources ordinaires et 1.927,05 mds de DA à la fiscalité pétrolière.

S'agissant des dépenses budgétaires, elles avaient atteint "7.925,23 mds de DA, dont 5.450,44 mds de DA pour les dépenses de fonctionnement et 2.474,78 mds de DA pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69 % par rapport aux estimations de la LFC".

Selon le ministre, les dépenses budgétaires ont connu une hausse par rapport à l'année 2020 afin de prendre en charge les dépenses supplémentaires liées à l'impact de la pandémie de Covid-19, à la



demande d'investissement des secteurs, à la réorganisation territoriale, ainsi qu'au programme de rattrapage spécifique à certaines wilayas, et au soutien financier des élections législatives.

"Mis à part le montant de la fiscalité pétrolière et des prélèvements de la sécurité sociale, le taux de pression fiscale a atteint 23,15 % en 2021 contre 23,82 en 2020, soit une légère baisse de 0,67 point", a-t-il indiqué.

La commission des finances et du budget de l'APN a affirmé dans son rapport préliminaire "la régularité de l'ensemble des situations budgétaires présentées par les services du ministère des Finances au titre du projet de la loi de Finances pour l'exercice 2021, soit en matière de

dépenses et de recettes budgétaires, soit en matière de la situation des comptes du Trésor, ses crédits financiers et ses opérations, ce qui a été confirmé également par la Cour des comptes dans son rapport d'évaluation". Parmi les principales recommandations présentées par la Commission, la mise en place d'un système dédié à la prévision des recettes budgétaires, l'appui sur des données "réelles" et sur une politique "efficace" d'estimation, permettant de mener des études techniques et économiques à travers une vision prospective pour déterminer les prévisions budgétaires selon les besoins factuels, ainsi que l'organisation des programmes d'équipement selon la priorité, en veillant sur l'efficacité des plans de

développement de la commune en vue de réaliser un développement durable au niveau local.

La Commission a recommandé d'accorder l'intérêt nécessaire au recensement fiscal, avec l'activation des mécanismes de contrôle au niveau de l'administration fiscale et douanière, et de poursuivre les démarches de la numérisation du secteur des Finances, et d'adopter la gestion basée sur l'efficacité de la performance selon le secteur, à travers la mise en place d'un système d'informations "plus crédible" au niveau des services publics.

Les députés ont évoqué, dans leurs interventions, la nécessité d'adopter les recommandations de la Cour des comptes, ainsi que l'intensification des efforts pour lutter contre le phénomène d'évasion fiscale à travers l'accélération de la concrétisation du programme de numérisation, relevant d'autre part, la nécessité de revoir les procédures de réévaluation des projets.

Les députés ont mis en avant également l'impératif d'accélérer les opérations d'équipement, notamment ceux qui revêtent "une importance majeure", et de prendre en compte la situation financière des communes lors de la distribution des crédits et des aides entre les communes.

GECF

La coopération commune pour la stabilité des marchés mondiaux du gaz au centre "du sommet des grands défis" (Arkab)

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé que le 7e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu en fin semaine à Alger, qualifié de "Sommet des grands défis", se penchera sur les dossiers de la coopération commune entre les principaux pays producteurs en vue de garantir la stabilité des marchés mondiaux du gaz et relever les défis relatifs à la demande sur cette ressource énergétique propre pour la prochaine période.

Dans un entretien accordé à l'Agence de presse qatarie (QNA) M. Arkab a indiqué que "la coopération commune entre les pays producteurs sera parmi les principaux dossiers inscrits à l'ordre du jour du sommet", précisant que "les discussions porteront sur l'examen des mécanismes de cette coopération afin de garantir la sécurité énergétique mondiale tout en soulignant l'importance de sécuriser l'offre et la demande et de servir l'intérêt commun à travers des contrats commerciaux à long terme, en sus de renforcer l'effort commun en matière d'investissement et de financement des projets à l'avenir".

Prévu du 29 février au 2 mars, le sommet d'Alger examinera les moyens devant permettre aux pays producteurs de s'adapter à la mutation mon-

diale vers des ressources énergétiques durables, en soulignant le rôle positif du gaz naturel dans la transition énergétique, a affirmé le ministre.

Il s'agit, aussi, de "la nécessité de prémunir les marchés mondiaux du gaz contre toute intervention ou cadre réglementaire qui pourrait favoriser l'intérêt d'une partie au détriment de l'autre, ce qui pourrait nuire à moyen et à long termes à la stabilité, à l'équilibre et à la sécurité des marchés".

Pour M. Arkab, il sera question lors de ce sommet, "de rapprocher les vues des pays membres concernant les défis et les multiples opportunités auxquels est confrontée l'industrie gazière, notamment la gestion de l'offre et de la demande".

Ce sommet est celui "des grands défis" compte tenu des circonstances et des changements importants aux niveaux régional et international.

Outre les changements et les crises en Europe et au Moyen-Orient, M. Arkab a cité les défis internationaux comme les répercussions de la crise sanitaire Covid-19 et l'adaptation aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, dans le contexte d'une montée de la pression pour accélérer le dialogue autour des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l'utilisation de l'énergie fossile.

Le ministre a également mis en avant l'importance croissante du gaz

mondial dans le mix énergétique mondial d'où la nécessité de tenir des débats exhaustifs et de soutenir la coopération entre les pays exportateurs de gaz pour concourir au succès de la transition énergétique.

La tenue du sommet à Alger "est un événement stratégique extrêmement important dans le domaine de l'énergie, en ce sens que l'Algérie s'emploiera à renforcer le partenariat entre pays, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et partant promouvoir la place et le rôle qu'elle aura à jouer dans le cadre des solutions durables pour l'énergie future".

Le ministre a également mis en exergue "le nombre croissant" de pays producteurs de gaz naturel qui aspirent à adhérer au forum en qualité "d'observateur", au moment où d'autres ont formulé les demandes d'adhésion en tant que membres à part entière, ce qui traduit, selon lui, "la volonté de ces pays de bénéficier des opportunités et avantages que le forum assure à ses membres".

S'agissant des préparatifs pour le Sommet d'Alger, M. Arkab a affirmé que les autorités publiques avaient mobilisé tous les moyens et réuni les conditions nécessaires pour accueillir les délégations, les organisations et instances officielles, prévoyant "le succès de cette session à tous les niveaux".

PÉTROLE

Le Brent clôture à 83,65 dollars

Les cours du pétrole ont enregistré une seconde séance de hausse significative, mardi.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, s'est apprécié de 1,35%, pour terminer à 83,65 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance a, lui, pris 1,66%, à 78,87 dollars.



JAPON

La Bourse de Tokyo ouvre en léger retrait

La Bourse de Tokyo démarrait mercredi en petite baisse, après une séance sans relief et en ordre dispersé de Wall Street la veille, en attendant un nouvel indicateur de l'inflation américaine jeudi.

L'indice vedette Nikkei, qui a dépassé

la semaine dernière ses précédents sommets historiques qui remontaient à fin 1989, reculait de 0,19% à 39.166,79 points vers 01H30 GMT et l'indice élargi Topix perdait 0,26% à 2.671,52 points.

Le yen était quasi stable face au dollar,

qui valait 150,44 yens vers 01H30 GMT contre 150,51 yens mardi à 21H00 GMT.

L'euro se négociait pour 163,09 yens contre 163,22 yens la veille, et s'échangeait pour 1,0840 dollar contre 1,0844 dollar mercredi à 21H00 GMT.

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

La croissance des crédits au secteur privé s'affaiblit en janvier

Les crédits accordés aux ménages et entreprises en zone euro ont peu augmenté en janvier, toujours freinés par les taux d'intérêt maintenus au plus haut pour juguler l'inflation, a indiqué mardi la Banque centrale européenne.

Les prêts, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 0,4% sur un an, soit un dixième de point de moins qu'en décembre et la même valeur qu'en novembre, selon un communiqué.

Le renchérissement du coût du crédit mené par la

Banque centrale européenne dans le but de freiner l'inflation en zone euro continue de peser sur l'économie et la demande de prêts.

Dans le détail, les prêts aux entreprises ont progressé de 0,2%, tirés vers le bas par les prêts de trésorerie à court terme (-5,8%), dans un contexte de conjoncture affaiblie.

Les prêts à plus long terme, visant à financer les investissements, progressent de 0,8% et restent ainsi bien loin des valeurs autour de 6% connues avant la crise en Ukraine.

Les prêts aux ménages sont eux en timide hausse, de 0,3% sur un an, la valeur la plus faible depuis mars 2015.

En cause : une baisse de 3,3% des crédits pour l'achat d'un logement, la plus faible valeur de la série depuis 2011.

La BCE se réunit début mars et devrait selon toute attente maintenir ses taux inchangés, le principal d'entre eux sur les dépôts campant désormais à son plus haut historique à 4%.

Le processus de désinflation en zone euro "devrait se poursuivre", mais le Conseil

des gouverneurs de l'institution voudra "être sûr qu'il nous permettra d'atteindre durablement notre objectif de 2%" avant de se lancer dans des baisses de taux, a affirmé lundi la présidente de la BCE, Christine Lagarde, devant le Parlement européen.

Utilisée par la BCE comme indicateur avancé de l'inflation, la masse monétaire M3 est quasi-étale (+0,1%).

selon cet agrégat qui comprend les espèces en circulation, les crédits à plus de deux ans ainsi que les dépôts des ménages et des entreprises.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Adhésion des Iles Comores

L'Union des Comores est devenue lundi le 165e membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après la signature du Protocole d'accession des Comores à l'OMC lors de la 13e Conférence ministérielle de l'OMC à Abu Dhabi, aux Emirats arabes unis.

Selon le directeur général adjoint de l'OMC, Zhang Xiangchen, l'adhésion des Comores à l'OMC permettrait à ce pays d'avoir une croissance économique accélérée, de meilleures conditions de vie, des

emplois de qualité ainsi que la stabilité et la paix à long terme. Le président comorien, Azali Assoumani, a pour sa part exprimé sa fierté pour cette réalisation majeure, qualifiant cette adhésion de "partenariat prometteur" et s'engageant à poursuivre la collaboration avec l'OMC pour concrétiser les résultats de ces négociations. Selon un communiqué de la présidence comorienne, avec l'adhésion à l'OMC, l'Union des Comores poursuivra ses objectifs de développement durable et

d'éradication de la pauvreté, notamment en accélérant les investissements dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, le tourisme, l'environnement, le secteur maritime et l'économie numérique.

Initiée en octobre 2007, la demande d'accession des Comores à l'OMC a abouti après des années de préparation et de progrès constants, jusqu'à la 10e réunion du groupe de travail en charge du dossier en janvier dernier.

ETATS UNIS

Hausse de plus de 1% des ventes de logements neufs en janvier

Les ventes de maisons et appartements neufs ont progressé de 1,5% en janvier aux Etats-Unis, une hausse qui est cependant moins forte qu'attendu, selon les données publiées lundi par le département américain du commerce.

En janvier, 661.000 logements neufs ont été vendus en rythme annualisé - chiffre projeté sur un an à ce rythme des ventes.

Les analystes cependant tablaient sur 690.000 ventes, selon le consensus de Briefing.com.

Les chiffres de décembre ont par ailleurs été révisés à la baisse, avec 651.000 ventes, au lieu de 664.000 initialement annoncées.

Les prix sont repartis à la hausse en janvier, le prix médian s'établissant à

420.700 dollars contre 413.100 dollars en décembre. Le prix moyen grimpe à 534.300 dollars, contre 493.400 dollars le mois précédent.

A la fin du mois, 456.000 logements neufs étaient à vendre, ce qui représente 8,3 mois de ventes au rythme actuel, sensiblement identique à décembre.

"La faiblesse de l'offre de logements existants pourrait apporter un soutien aux ventes de logements neufs au cours des prochains mois", selon des analystes, qui révèlent néanmoins que "les coûts d'emprunt élevés restent une contrainte pour les acheteurs".

Les taux d'intérêt sur les crédits immobiliers, après

avoir reculé en janvier, sont repartis à la hausse en février, de nouveau supérieurs à 7% pour un prêt à

taux fixe sur 30 ans. En 2023, les ventes de logements neufs ont progressé de 4,2% par rapport à 2022.

CUBA

Hausse spectaculaire (+31%) des exportations de cigares

Les ventes internationales de cigares cubains, un des principaux produits d'exportation de l'île, ont très fortement augmenté de 31% en 2023, a annoncé lundi l'entreprise Habanos S.A., qui explique ce bond spectaculaire par une forte demande mondiale pour les produits de luxe.

"Habanos S.A. a réalisé en 2023 un chiffre d'affaires de 721 millions de dollars, ce qui représente une augmentation en valeur de 31% par rapport à 2022", a déclaré en conférence de presse Jorge Pérez Martell, vice-président commercial de l'entreprise qui

assure l'exportation des fameux "habanos". En 2022, les ventes n'avaient que légèrement augmenté, de 2%, avec un chiffre d'affaires de 545 millions de dollars. En 2021, la hausse avait déjà été très importante, de 15% par rapport à l'année précédente malgré la pandémie de coronavirus.

"Avec la fin de la pandémie, le marché du luxe en général et la consommation de cigares haut de gamme en particulier ont connu une très forte croissance de la demande dans toutes les régions", a déclaré José María López Inchaurre, vice-président en charge du

développement, au premier jour du 24e Festival international du cigare de La Havane.

Par pays, la Chine "reste le plus grand marché mondial" en valeur, suivi par l'Espagne, la Suisse, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

En volume, l'Espagne, la France et la Chine sont les trois premiers consommateurs. Par régions et en valeur, l'Europe reste le principal marché des cigares cubains (56%), suivie par l'Asie-Pacifique (21%), les Amériques (13%) et l'Afrique et le Moyen-Orient (10%).

APB

MONNAIES

L'euro au plus haut depuis près de trois mois face au franc suisse

L'euro évoluait lundi à son plus haut niveau depuis près de trois mois face au franc suisse, les opérateurs attribuant une probabilité importante à une baisse de taux de la Banque nationale suisse (BNS) dès sa prochaine réunion.

A 22H00 GMT, au fixing, la monnaie unique prenait 0,17% face à la devise helvétique, à 0,9549 franc suisse pour un euro. Plus tôt, elle était montée jusqu'à 0,9556 franc suisse, une première depuis fin novembre.

Le taux interbancaire en francs suisses à trois mois s'est sensiblement détendu depuis décembre et s'affiche actuellement à 1,59%, alors que le taux directeur de la Banque nationale suisse se situe à 1,75%, ce qui signifie que les opérateurs intègrent une possible baisse de taux prochaine.

Cours de lundi 22H00 GMT

	Cours de lundi 22H00 GMT	Cours de vendredi 22H00 GMT
EUR/USD	1,0851	1,0821
EUR/JPY	163,53	162,87
EUR/CHF	0,9549	0,9532
EUR/GBP	0,8554	0,8539
USD/JPY	150,70	150,51
USD/CHF	0,8800	0,8809
GBP/USD	1,2685	1,2672

BRÉSIL

Les débats financiers du G20 porteront sur la fiscalité, les inégalités et le développement durable (coordinatrice)

Les inégalités, la fiscalité internationale et le financement du développement durable seront au centre des débats entre les ministres des Finances et les présidents des banques centrales du Groupe des 20 (G20) dont les travaux sont prévus mercredi et jeudi à Sao Paulo, a déclaré lundi une responsable brésilienne.

"Nous espérons que ces débats, qui auront lieu au niveau ministériel, nous donneront l'occasion d'échanger des idées, mais aussi de réaliser des progrès concrets dans la formation d'un consensus qui permettra la mobilisation massive de ressources nationales et internationales pour parvenir à un développement durable et équilibré avec une croissance inclusive", a déclaré Tatiana Rosito, coordinatrice du volet financier du G20, lors d'une conférence de presse. Le Brésil, qui assure la présidence tournante du G20, accueillera également le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du bloc en novembre dans la ville de Rio de Janeiro.

"Nous voulons travailler avec tous les pays membres, les invités et les organisations internationales pour promouvoir un consensus sur les principaux défis auxquels l'économie mondiale et l'humanité sont confrontées", a affirmé Mme Rosito.

Selon elle, le calendrier des finances proposé par le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva met en évidence plusieurs questions clés, notamment l'imposition des citoyens en fonction de leurs revenus, la dette extérieure des pays, le financement du développement durable et le diagnostic de l'économie mondiale. "Le G20 est crucial pour garantir le financement au niveau international des actions liées aux Objectifs de développement durable des Nations Unies et à l'Accord de Paris sur le changement climatique", a-t-elle conclu.

SOCIÉTÉ

«Tajmaât», une organisation sociale qui a prouvé son efficacité à travers le temps (Rencontre)

L'organisation sociale appelée Tajmaât (assemblée de village) qui encadre la vie au sein des villages de la région de Kabylie est un modèle social de gestion locale qui a prouvé son efficacité à travers le temps et sa capacité d'adaptation aux conjonctures et de s'actualiser, ont souligné mardi à Tizi-Ouzou, des universitaires.

Intervenant lors d'une journée d'étude sur «Les structures sociales dans l'œuvre de Mammeri : le cas de Tajmaât», organisée par la direction de la culture et des arts, des enseignants de l'université de Tizi-Ouzou ont observé que cette structure sociale traditionnelle et séculaire a géré «efficacement» la vie communautaire au sein des villages de la Kabylie aux plans social et économique et «continue de le faire de nos jours, prouvant l'efficacité de ce mode de gestion». Citant quelques exemples où Tajmaât, une assemblée au sein de laquelle les décisions sont adoptées «par consensus et non pas par vote à la majorité», a eu à jouer «un rôle importants», Pr Mohamed Dahmani a rappelé la résistance populaire contre le colonisateur français, dont l'insurrection de Cheikh El Mokrani en 1871, décidée par cette structure sociale.

De son côté, Mohamed Achir a cité la «réactivité» de cette organisation sociale, spécifique à l'Algérie, à la crise sanitaire de la Covid-19, quand elle a montré sa «capacité d'adaptation» à la situation en adoptant des règlements intérieurs d'urgence pour gérer la crise. «Tajmaât a la capacité de réagir rapidement, de s'adapter et d'être résiliente», a-t-il dit.



Ce même intervenant a aussi souligné le rôle de l'organisation villageoise de Tajmaât dans la préservation de l'environnement, relevant que les lauréats du concours Rabah Aissat du village le plus propre, organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), sont «ceux qui ont une organisation sociale forte». De son côté, Azzedine Kinzi s'est intéressée au rôle de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri dans la transmission de ce patrimoine à travers son travail de chercheur et ses œuvres anthropologiques, notamment dans sa réflexion sur «La société berbère».

Il a considéré Mammeri comme «précurseur de l'anthropologie amazighe de l'intérieur (dite aussi anthropologie de soi ou de proximité) car il a apporté un regard interne sur sa société et son organisation, dont Tajmaât». «Avant lui, on a forgé un regard anthropologique exogène sur notre société par les auteurs étrangers», a-t-il noté. Cette journée d'étude abritée par la Maison de la culture Mouloud Mammeri est organisée à l'occasion de la commémoration du 35e anniversaire du décès de l'écrivain, anthropologue, linguiste et traducteur, Mouloud Mammeri (1917/1989).

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Mme Mesrati insiste sur le rôle de la société civile

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Mme Salima Mesrati, a souligné, mardi à Nâama, le rôle «important et efficace» de la société civile dans le renforcement des valeurs de citoyenneté comme support pour faire face au fléau de la corruption et contribuer à la performance dans la gestion des affaires publiques.

Intervenant à l'occasion de la tenue du Colloque national sur «La déclaration de soupçon et les moyens de protection des dénonciateurs: entre devoir légal et civisme», au centre universitaire «Salhi Ahmed» de Nâama, Mme Mesrati a mis l'accent sur l'importance d'impliquer la société civile, unifier et promouvoir ses activités dans le domaine de la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption et relever le

degré de conscience des procédures de protection des dénonciateurs, incitant à activer et renforcer le rôle du citoyen et sa participation à faire face à ce fléau.

Elle a également souligné l'importance du diagnostic scientifique, de l'élaboration d'études prospectives et de la proposition de solutions et alternatives efficaces pour prévenir la corruption. Mme Mesrati a affirmé, dans ce cadre, que la dénonciation de la corruption et la motivation de la société civile à jouer ce rôle font partie des mécanismes qui doivent être organisés en coordination avec la Haute autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte contre la Corruption en tant qu'organe de contrôle qui ouvre un large champ de concertation et d'analyse dans le domaine de la prévention de la corruption avec di-

verses parties de la société algérienne, à travers son réseau interactif «Narakoum». Pour sa part, le directeur de la coopération de cette instance, Benabba Abdellatif, a évoqué les missions et prérogatives accordées à cet organe, notamment le suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, l'élargissement de l'adoption de l'indice d'efficacité «Nazaha», l'activation de la plateforme numérique de déclaration de biens, le suivi de la plateforme «Balaghni», l'activation de la structure spécialisée dans l'enquête administrative et financière sur les manifestations d'activités illicites de richesse et l'élaboration des programmes sectoriels pour mettre en œuvre la stratégie nationale dans la perspective des objectifs de développement durable».

Les universitaires parti-

cipant à cette rencontre, organisée par l'Institut de droit et des sciences politiques du Centre universitaire de Nâama, en collaboration avec la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la Corruption, ont présenté un ensemble d'interventions sur «Les dispositions et le cadre juridique régissant la protection des dénonciateurs sur les crimes de corruption et la dénonciation comme mécanisme pour prévenir ce fléau et la protection des dénonciateurs de la corruption entre réalité et enjeux». La rencontre s'est déroulée en présence du wali de Nâama, Lounes Bouzegza, des responsables des collectivités locales de la wilaya, des élus, des représentants de l'exécutif, des différentes instances sécuritaires et judiciaires, ainsi que des membres de la société civile.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Mesures proactives pour éviter les feux de forêts (Merad)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, mardi à Alger, qu'il a été procédé à l'élaboration d'une feuille de route comprenant des mesures proactives et préventives contre les feux de forêts durant la prochaine saison estivale. S'exprimant à l'occasion de l'installation de la commission nationale de protection des forêts pour l'année 2024, en compagnie du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, le ministre a précisé que l'Etat s'emploie à travers toutes ses institutions à «mobiliser tous les moyens matériels et humains afin d'éviter la répétition des catastrophes causées par les feux de forêts, et de sauvegarder les vies et les biens et ce dans le cadre d'une feuille de route élaborée en collaboration avec les différents secteurs ministériels, les services concernées, la société civile et la population locale». Selon M. Merad, cette feuille de route comprend «des mesures anticipatives et préventives conformes aux normes internationales visant à améliorer l'intervention préliminaire, améliorer la connaissance des risques des feux de forêts, renforcer la sensibilisation, l'éducation environnementale et former tous les intervenants selon une stratégie de communication appropriée». Il a rappelé que les walis de la République ont été invités, en début janvier, à «se mobiliser pour préparer la campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêts, en sus de l'élaboration du plan de wilaya de prévention et de lutte contre les feux de forêts susceptibles de survenir au cours de la prochaine saison estivale». Ces mesures ont concerné «l'aménagement de bassins d'eau et de pistes d'atterrissage et de décollage pour les hélicoptères mobilisés pour l'extinction des feux, avec l'ouverture de sentiers forestiers et de pare-feu et la mobilisation de tous les moyens matériels et humains disponibles dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêts», et ce de par des exercices de simulation pour l'extinction des incendies de forêts, effectués en coordination avec les différents services compétents», a-t-il précisé. Concernant la mobilisation des moyens d'intervention aériens, le ministre de l'Intérieur a souligné «qu'en plus du canadien d'une capacité de 12 000 litres, acquis l'année dernière par le ministère de la Défense nationale, des mesures ont été engagées, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'acquisition de 6 avions canadiens avant la fin du 1 semestre 2024 et la location de 7 autres». A cette occasion, M. Merad s'est félicité de la coopération et la contribution du commandement de la Gendarmerie nationale qui «a fait part de son disponibilité cette année, comme à son accoutumé, à accompagner et à soutenir nos efforts, à travers la mobilisation d'un hélicoptère pour mener les opérations de reconnaissance et de contrôle».

DJELFA

Projet de raccordement de 250 foyers à l'électricité rurale à Hed Shari

Un projet de raccordement de 250 foyers au réseau électrique a été destiné à la région rurale «Chareb» de la commune de Hed Shari, à 90 km au Nord de Djelfa. Le chantier de ce projet, affecté d'une enveloppe de plus de 465 millions de DA pour sa réalisation dans un délai n'excédant pas six (6) mois, a été lancé, mardi, par le wali de Djelfa, Ammar Ali Bensaad, dans le cadre de la prise en charge des besoins des zones reculées de la wilaya. Selon la fiche technique de ce projet inscrit au titre du Programme des zones d'ombre, son chantier englobe la réalisation d'un réseau électrique de moyenne et basse tension de plus de 118 km, en plus de l'installation de 40 transformateurs électriques. Sur place, le wali a écouté les préoccupations des habitants de cette région de Chareb, avant d'instruire de la nécessité de réaliser un recensement des habitations «éventuellement omises» par les responsables en charge de ce projet, doté d'un impact socioéconomique certain sur la région, parallèlement à sa contribution dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens», a-t-il assuré. M. Bensaad a, par ailleurs, fait état de l'affectation d'une enveloppe de plus de 5,5 milliards de DA pour le Programme de raccordement des zones d'ombre à l'énergie, dont 4,4 milliards de DA pour les projets de raccordement de 27 régions à l'électricité et 1,5 milliard de DA pour le raccordement de neuf (9) régions au gaz naturel. Le programme complémentaire affecté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya, a accordé une grande importance aux projets de raccordement à l'énergie électrique et gazière, en leur affectant une dotation financière de huit (8) milliards de DA, a ajouté le wali. Dans leurs déclarations à l'APS, de nombreux habitants de la région de Chareb se sont félicités du lancement de ce projet de raccordement à l'électricité rurale «ayant constitué l'essentiel de leurs doléances depuis plusieurs années». Ils ont, également, exposé nombre de leurs préoccupations visant «la promotion de cette région agropastorale».

CONSTANTINE

Saisie de 180 grammes de cocaïne et des sommes d'argent en monnaie nationale et en devise

La brigade de recherche et d'intervention (BRI) du service de wilaya de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Constantine est parvenue à la saisie de 180 grammes de cocaïne et des sommes d'argent en monnaie nationale et en devise, a indiqué mardi la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.

L'affaire a été réalisée sur la base de renseignements dénonçant un

repris de justice résidant à Constantine et à l'étranger qui s'adonnait au trafic de drogue et de psychotropes qu'il ramenait d'un pays étranger, selon la même source.

Le travail de renseignements a permis l'identification et l'arrestation du suspect, a précisé la même source, ajoutant que de concert avec le procureur de la République compétent territorialement, une perquisition dans le domicile du suspect a

été effectuée donnant lieu à la découverte de 49.000 euros, 1 million et 100 mille DA en plus de 217 comprimés psychotropes.

Après l'achèvement de l'enquête, le suspect a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Constantine pour une affaire «d'importation, de transport en transit et détention de drogue dure».

APS

MALI

31 morts dans l'accident d'un car tombé d'un pont

Trente et une personnes sont mortes et dix ont été blessées, dont certaines grièvement, lorsqu'un car transportant des voyageurs allant au Burkina Faso est tombé d'un pont mardi dans le sud-est du Mali, a indiqué le ministère des Transports.

«Un car (...) transportant des Maliens et des ressortissants de la sous région, (qui) quittait Kénéba vers le Burkina Faso, s'est renversé du pont. La cause probable est la non maîtrise du véhicule par le conducteur», dit un communiqué.

L'accident s'est produit aux environs de 17h00 (locales et GMT) sur le pont traversant



le fleuve Bagoé de la route nationale n 7, précisé sur la section Niéna-Koumantou, précise le ministère. La prise en charge des victimes est en cours, poursuit-il, invitant «les chauffeurs et conducteurs routiers à faire preuve de vigilance et de prudence en adoptant un comportement responsable et citoyen».

JAPON

Entame du 4e cycle de déversement des eaux usées contaminées par le nucléaire de Fukushima

Le Japon a entamé mercredi le quatrième cycle de déversement dans l'océan Pacifique des eaux usées contaminées par le nucléaire provenant de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima Daiichi.

Malgré l'opposition des pêcheurs locaux, des résidents et des réactions vives de la communauté internationale, Tokyo Electric Power Company (TEPCO), l'opérateur de la centrale, a commencé à rejeter les eaux usées radioactives vers 11h30

heure locale. Comme les trois cycles précédents, environ 7.800 tonnes d'eaux usées, qui contiennent encore du tritium, une substance radioactive, seront évacuées sur une période d'environ 17 jours.

ETATS UNIS

Incendies de forêt au Texas : une usine d'armes nucléaires interrompt ses activités

Une usine d'armement nucléaire située au Texas a dû interrompre ses activités mardi soir en raison de la proximité d'incendies de forêt, tandis que des villes voisines étaient évacuées.

«Les opérations à l'usine Pantex ont été interrompues jusqu'à nouvel ordre. Toutes les armes et les matériaux spéciaux sont en sécurité et ne sont pas affectés», a affirmé un message publié sur X (anciennement Twitter) par la centrale nucléaire de Pantex.

Les images satellites du service météorologique national d'Amarillo ont montré que les

incendies se propageaient près de la ville d'Amarillo, dans le nord de l'Etat, sous l'effet de vents violents et de températures anormalement élevées pour la saison. Le Texas A&M Forest Service a signalé 31 incendies dans l'Etat, dont le plus important a ravagé plus de 1.200 km² et n'était toujours pas maîtrisé en fin de la soirée mardi. L'usine, située à 34 kilomètres d'Amarillo, avait indiqué dans un message précédemment qu'il n'y avait pas d'incendie sur le site de l'usine. «Tous les employés ont été localisés et le personnel non essentiel n'est

plus sur le site», a ajouté l'entreprise. L'usine de Pantex, au Texas, assemble l'arsenal nucléaire américain, effectuée des essais sur des matières nucléaires spéciales et fabrique des explosifs puissants. Le service météorologique de la ville a conseillé aux habitants de rester chez eux. «La qualité de l'air reste médiocre dans la région d'Amarillo... alors que la fumée continue de se répandre en direction du sud», a indiqué le service météorologique dans un message publié sur X. Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a fait une déclaration de catastrophe

pour 60 comtés plus tôt dans la journée de mardi, débloquent des ressources pour lutter contre les incendies.

«Les Texans sont invités à limiter leurs activités susceptibles de provoquer des départs de feu et à prendre des précautions pour protéger leurs proches», a déclaré M. Abbott dans un communiqué. Plusieurs villes, dont certaines se trouvent à 160 kilomètres d'Amarillo, ont émis des ordres d'évacuation, fermé des routes et ordonné aux citoyens de s'abriter chez eux ou dans des bâtiments publics.

MEXIQUE

Une vingtaine de vols annulés à cause du volcan Popocatépetl

Le volcan Popocatépetl a émis mardi au Mexique un épais panache de cendres qui a atteint une hauteur de 2.000 mètres, provoquant l'annulation d'une vingtaine de vols à l'aéroport de Mexico, situé à environ 72 kilomètres, selon les autorités. «Vingt-deux vols de différentes compagnies aériennes nationales et internationales ont été annulés en raison des contrôles de sécurité effectués sur les avions à la suite de cendres rencontrées en vol», a indiqué l'Aéroport international de la ville de Mexico (AICM) sur le réseau social X. L'AICM a assuré qu'il n'avait pas été nécessaire de suspendre les opérations et qu'il restait attentif à la trajectoire des cendres, qui se dirigent vers le golfe du Mexique (est). Les autorités fédérales ont maintenu mardi l'alerte deux crans au-dessous du niveau de danger maximum, et mis en garde contre les chutes de cendres dans les trois Etats du centre du pays qui entourent la crête du volcan : Morelos, Puebla et l'Etat de Mexico. Certains secteurs de la capitale pourraient également être touchés. La dernière phase éruptive intense remontait à mai 2023. La ville de Mexico est entourée d'une chaîne de montagnes qui réduit les possibilités d'itinéraires aériens, lesquels offrent généralement aux voyageurs des vues sur le Popocatépetl, qui culmine à 5.452 mètres, et sur son voisin, l'Iztaccihuatl, qui s'élève à 5.230 mètres.

Au cours des dernières 24 heures, le volcan a enregistré 77 émanations, 952 minutes de secousses et un tremblement de terre, indique un rapport de la protection civile émis mardi en fin d'après-midi. Ces chiffres sont similaires à l'activité quotidienne du colosse, d'après les archives. Le volcan Popocatépetl («la montagne qui fume» en nahuatl) s'est réveillé en 1994 après près de 70 ans et a connu depuis plusieurs poussées d'activité. En 1997, ses cendres avaient recouvert Mexico et sa région. Pendant les périodes d'activité maximale, il a été nécessaire d'évacuer les habitants des communautés rurales voisines. Quelque 25 millions de personnes vivent dans un rayon de 100 km autour du volcan.

ALLEMAGNE

Nouvelle grève du personnel au sol de Lufthansa de mercredi à vendredi (syndicat)

Le personnel au sol du premier groupe européen de transport aérien Lufthansa est appelé à une nouvelle grève de mercredi à vendredi dans les principaux aéroports allemands par le syndicat Verdi, qui se dit insatisfait de l'état de négociations salariales.

L'offre salariale de Lufthansa lors du dernier cycle de négociations «manque de compromis», ce qui signifie qu'un accord n'a pas été conclu, a déclaré le syndicat

Verdi. Verdi appelle à des débrayages entre mercredi à 06h00 (heure locale) et vendredi à 23h59 au niveau national, a-t-il annoncé mardi dans un communiqué.

Cette grève ne concerne que certaines catégories du personnel au sol: les employés et stagiaires chargés de la technique et de la formation. Les passagers «ne sont pas affectés», a déclaré aux médias Marvin Reschinsky, principal négociateur de Verdi.

«Si le comportement irresponsable de Lufthansa se poursuit, les passagers pourraient être bientôt à nouveau touchés par des grèves», a ajouté Reschinsky.

«Lufthansa peut empêcher cela», a-t-il encore indiqué. Verdi demande des augmentations de salaire de 12,5% pour les travailleurs qu'il représente, soit un minimum de 500 euros de plus par mois. La dernière offre de Lufthansa comprenait

une augmentation de salaire plus importante sur une période plus longue, mais ne répondait pas aux exigences du syndicat, selon ce dernier. Le prochain cycle de négociations aura lieu les 13 et 14 mars.

Début février, une grève d'une journée du personnel au sol de Lufthansa, menée par Verdi, a entraîné de nombreuses perturbations dans le programme de la compagnie aérienne.

CORÉE DU SUD

Le nombre de nouveau-nés au plus bas

Le nombre de nouveau-nés en Corée du Sud a atteint en 2023 son plus bas niveau depuis les premières statistiques sur le sujet en 1970, a annoncé Séoul mercredi, malgré les milliards d'euros dépensés par le gouvernement pour encourager les naissances. «Le nombre de nouveau-nés en 2023 était de 230.000», soit 7,7% de moins par rapport à 2022, a déclaré mercredi à des journalistes Lim Young-il du bureau du recensement au sein de l'organisme public des statistiques sud-coréennes. En 2023, le taux brut de natalité, c'est-à-dire le nombre de nouveau-nés pour 1.000 habitants, était, lui, de 4,5, contre 4,9 en 2022, selon ces données prélimi-

naires. «Le nombre de nouveau-nés (...) et le taux brut de natalité se situent tous à leur point le plus bas depuis 1970», année du début du recensement de ces données, a décrit Lim Young-il. Pour maintenir la population à son niveau actuel (51 millions d'individus), il faudrait que les femmes donnent naissance à 2,1 enfants en moyenne durant leur vie. Mais en 2023, le taux de fécondité a continué de chuter, atteignant 0,72.

A ce rythme, la population sud-coréenne va quasiment se réduire de moitié pour atteindre 26,8 millions d'habitants en 2100, selon l'Institut pour les mesures et l'évaluation de santé à l'université de Washington à Seattle (Etats-Unis).

Séoul a dépensé des centaines de milliards d'euros pour tenter d'encourager les naissances, à travers des versements d'allocations, des services de garde d'enfant et une aide pour les traitements de l'infertilité.

Selon les experts, le faible nombre de naissance découle notamment des prix de l'immobilier et des coûts élevés liés au fait d'élever des enfants, dans une société compétitive rendant par ailleurs difficile l'obtention d'emplois bien rémunérés. La double journée de travail des femmes, qui, rentrées du travail, assument souvent la responsabilité des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, constitue aussi un facteur clé, expliquent-ils.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Une opération européenne démantèle un important réseau

Une opération conjointe des polices de trois pays européens a permis l'arrestation des cerveaux présumés d'un réseau de blanchiment d'argent qui aurait blanchi jusqu'à deux milliards d'euros d'argent criminel, a annoncé mardi Eurojust. Les polices italienne, lettone et lituanienne ont perquisitionné 55 lieux et arrêté 18 personnes, dont les trois principaux organisateurs présumés du réseau. «Depuis 2017, environ deux milliards d'euros ont été blanchis par les deux principaux suspects via un réseau mondial de sociétés écrans», a déclaré l'agence de coopération judiciaire européenne basée à La Haye. «Un troisième suspect, dirigeant un autre groupe criminel, a été arrêté dans la même opération pour avoir détourné en Italie quinze millions d'euros d'argent public», a-t-elle précisé dans un communiqué. Fondé en 2016 en Lituanie par un gang criminel basé en Italie, le réseau a permis le blanchiment de fonds provenant d'une «gamme d'activités criminelles», a précisé Eurojust. Il s'agissait de sommes provenant de fraude fiscale, de cybercriminalité, de fausses factures et de trafic de drogue. Une partie des profits a été injectée dans les économies lettone et lituanienne par le biais de l'achat de biens immobiliers et de véhicules de luxe. «L'argent blanchi comprenait également quinze millions d'euros provenant de primes illégalement obtenues, versées par les autorités italiennes», ajoute le communiqué. Ces primes étaient accordées pour des travaux de rénovation et d'isolation, ainsi que d'autres mesures d'économie d'énergie pour des bâtiments, alors qu'en réalité rien n'était fait ou que «les bâtiments n'existaient même pas», précise Eurojust. La police italienne a entamé son enquête en 2021, avant d'être rejointe un an plus tard par les polices lettone et lituanienne, avec le soutien d'Eurojust et de son homologue policier Europol.

APS

HYGIÈNE BUCCO-DENTAIRE

La prévention demeure le «meilleur moyen» de préserver la dentition (spécialiste)

La prévention, à travers une hygiène régulière, demeure le «meilleur moyen» pour préserver sa dentition, a souligné, mardi à Alger, le spécialiste en endodontie, Pr Abderrahmane Laiz, lors d'une rencontre sur «l'Endodontie moderne».

«La prévention, qui consiste à se laver régulièrement les dents et à consulter le dentiste dès l'apparition d'une carie, demeure le meilleur moyen pour chacun de préserver sa dentition», a indiqué Pr Laiz, qui est chef de service d'endodontie du CHU «Issad Hassani» de Beni-Messous. Il a expliqué que l'Endodontie, ou «l'Endodontologie conservatrice», consiste à «conserver la dent au niveau de l'arcade, en évitant de l'extraire même si elle est atteinte, ou tout au moins en préserver la racine grâce à un traitement adéquat», précisant que l'objectif de cette rencontre est de présenter aux étudiants et praticiens concernés «les nouvelles techniques et nouveautés» dans ce domaine.

Le Pr Laiz a souligné «l'importance que revêt de plus en plus, la médecine dentaire», relevant que «l'état de la dentition d'un sujet peut être révélateur de son état de santé général et de l'existence d'éventuelles maladies comme le diabète ou les cardiopathies».

Il a indiqué en outre, que cette spécialité (endodontie), parmi les plus importantes de la médecine dentaire, fait appel à «une panoplie de matériels, produits consommables et autres, dont les plus récents ont été mis à jour il y a quelques semaines seulement à l'étranger», notant que «même s'ils sont très coûteux, ils ont donné d'excellents résultats». Le spécialiste a assuré, à ce titre, que les différents services des CHU au niveau national «sont en train d'acquiescer régulièrement quelques matériels», et ce, parallèlement aux sessions de formations dispensées aux futurs dentistes au niveau de ces établissements de santé. L'enjeu étant, de «prendre en charge les patients selon les normes de la médecine dentaire moderne», a-t-il expliqué. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du cycle de Formation médicale continue (FMC), organisée régulièrement par le CHU de Beni-Messous au profit de la communauté scientifique estudiantine.

BOUIRA

Lancement d'une caravane médicale de solidarité au profit des zones d'ombre (DSP)

Une caravane médicale de solidarité a été lancée mardi matin par les autorités locales de la wilaya de Bouira en direction de plusieurs zones d'ombre des daïras de Kadiria, Sour El Ghouzlane et Bir Ghbalou, a-t-on appris auprès de la direction de la santé. Initiée par le bureau local de la coordination nationale de la société civile (CNSC), en collaboration avec les directions de l'action sociale (DAS), et de la santé, cette caravane de solidarité sillonnait plusieurs zones d'ombres relevant des trois daïras pour mener des consultations et des contrôles médicaux gratuits au profit des populations locales.

«Les catégories ciblées par cette caravane sont les enfants et les personnes âgées de ces régions enclavées», a précisé le docteur Arezki Malki, responsable à la direction de la santé. A cet effet, un staff médical, formé d'une dizaine de médecins généralistes, de psychologues, ainsi que d'infirmières et de sages-femmes, a été mobilisé pour prendre part à cette caravane qui se poursuivra jusqu'à jeudi, selon les détails fournis par M. Malki. Sur place, des opérations de dépistage de maladies chroniques, du cancer du sein ainsi que du cancer de l'utérus, seront également menées par les équipes médicales qui auront aussi à sensibiliser les citoyens et les malades sur les différentes méthodes et régimes alimentaires afin de préserver leur santé notamment à l'approche du mois de Ramadan. A Bouira, certaines zones d'ombre restent dépourvues de centres de santé, ce qui obligent les populations locales de faire de longs déplacements jusqu'au chef-lieu de la wilaya ou dans d'autres grandes villes pour se faire soigner ou suivre leur traitement pour certains patients souffrant de maladies cancéreuses.

RAMADHAN 2024

Coup d'envoi de la campagne de sensibilisation: «Ramadhan et la santé»

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a présidé, mardi à Alger, le lancement de la campagne de sensibilisation: «Ramadhan et la santé» en présence de représentants du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ainsi que des experts.

Rappelant les vertus du mois sacré pour la santé humaine, M. Saihi a fait savoir que Ramadhan était «une occasion de régénérer le corps comme indiquent de nombreuses études scientifiques».

Le ministre a expliqué en outre que «le jeûne pourrait nuire à la santé des malades chroniques notamment les diabétiques et les hypertendus, d'où la nécessité de consulter le médecin traitant avant de décider de jeûner ou pas».

Le ministère a lancé «une campagne de sensibilisation qui prévoit des spots et des conseils adressés aux citoyens notamment aux malades chroniques via une plateforme créée à cet effet sur le site officiel du ministère», a



fait savoir M. Saihi. Organisée en coordination avec le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, la campagne prévoit égale-

ment «des prêches de sensibilisation dans les mosquées aux risques du jeûne pour les malades chroniques d'un point de vue

religieux», explique le ministre, ajoutant que «les médias y seront impliqués pour atteindre un plus grand nombre de citoyens».

GUELMA

Alerte sur les risques liés à la cigarette électronique comme alternative au tabagisme (rencontre)

Des médecins spécialistes ont mis en garde, mardi à Guelma, lors de la 1ère rencontre régionale sur «l'impact de l'environnement sur la santé respiratoire», contre «les nombreux risques pour la santé résultant de l'utilisation de la cigarette électronique comme alternative au tabagisme traditionnel».

Le Pr Tarek Djenfi, de l'hôpital des maladies respiratoires de la wilaya de Batna, a expliqué, dans une intervention intitulée «Tabagisme et santé respiratoire», présentée lors de cette première rencontre organisée dans un hôtel de Guelma, par la Société algérienne des maladies respiratoires en coordination avec l'Etablissement public hospitalier Ibn Zohr de Guelma, que «beaucoup de personnes, notamment les jeunes, ont recours à la cigarette électronique en étant convaincus, à tort, que c'est moins dangereux qu'une cigarette ordinaire». Ce praticien a précisé que la cigarette électronique, «devenue aisément accessible, contient de la nicotine, qui donne de l'activité à l'organisme, mais dont les effets n'ap-

paraissent pas immédiatement, les complications de santé pouvant apparaître plus tard et mettre à mal le système respiratoire». Insistant sur le fait que ce type de cigarette «ne peut être éventuellement utilisé que comme une aide pour arrêter de fumer», le même intervenant a déclaré que la possibilité de contracter un asthme, ou d'autres affections létales, est présente lors de l'utilisation de cigarettes électroniques, qu'elles soient à consommation unique ou rechargeables. «Même s'il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'informations suffisantes permettant d'affirmer, ou d'infirmer, la possibilité d'apparition d'un cancer du fait de la cigarette électronique, il faut savoir que cette dernière contient des liquides à composants aromatisés qui ne sont pas exempts de nicotine», a-t-il souligné. Le Dr Amina Djebaïli, spécialiste des maladies respiratoires au sein de l'Etablissement public hospitalier de Boucheouf (Guelma), a présenté une communication sur «l'évolution des maladies asthmatiques», dans laquelle elle a abordé les causes de cette maladie, en

particulier le tabagisme sous toutes ses formes, et souligné les efforts mondiaux pour réduire la prévalence de ce type de maladie.

De son côté, le Dr Fahd Berriche, chef du service de la prévention à la direction de la santé de la wilaya de Guelma, a indiqué à l'APS, en marge de la rencontre, que l'objectif visé à travers cette initiative est «d'échanger des idées et des expériences autour des maladies respiratoires, leur gravité et la manière de les contrôler» et ce, a-t-il ajouté, «à la faveur de la participation de spécialistes des établissements hospitaliers de Guelma, d'Annaba et de Batna, en plus des représentants de la Société algérienne des maladies respiratoires».

La rencontre a donné lieu à plusieurs interventions sur différentes affections respiratoires, en présence de médecins généralistes et de spécialistes des structures hospitalières publiques de la wilaya de Guelma, en plus de l'organisation de deux ateliers, le premier sur les maladies respiratoires et le second sur la radiographie du thorax.

ORAN

Le cancer des voies aérodigestives au centre du 10^{ème} Congrès national d'ORL

Le cancer des voies aérodigestives sera au centre du 10^{ème} Congrès national d'oto-rhinolaryngologie (ORL) de la Société Algérienne d'oto-neurochirurgie ORL (SAONORL), prévu mercredi et jeudi, a-t-on appris, mardi du président de cette société.

Le cancer des voies aérodigestives est une tumeur maligne située dans la partie haute des organes respiratoires et/ou digestifs (fosses nasales, sinus, bouche, pharynx et larynx), a expliqué le Pr. Ali Saheb, président de la SAONORL. Il sera aussi question, lors de cette manifestation, de discuter de la surdité de l'enfant, de la polyposse nasosinusienne et des technologies innovantes en ORL, a-t-il précisé. «Le choix de ces thèmes n'est pas fortuit, car ces pathologies sont de plus en plus fréquentes, ac-



tuellement, et posent énormément de problèmes de santé», a-t-il ajouté. Un peu plus de 200 participants de tous les centres

hospitaliers du pays, des établissements de santé de proximité (EPS), mais aussi du secteur privé, prendront part à ce ren-

dez-vous, qui s'inscrit dans le cadre de la formation médicale continue des jeunes spécialistes, a-t-il souligné.

Des experts étrangers, de France, de Suisse, de Belgique et autres, seront également au rendez-vous et partageront avec leurs collègues spécialistes algériens leurs expériences et expertises, dans des conférences, tables rondes et ateliers prévus, a-t-il fait savoir. Un riche programme de conférences est prévu pour l'occasion, principalement sur l'otologie, les cancers des voies aérodigestives et la chirurgie de la thyroïde, entre autres. Plusieurs ateliers et tables rondes autour de la rhinologie, la surdité de l'enfant et les implants cochléaires, entre autres, seront aussi au menu de cette manifestation médicale.

PALESTINE

Ghaza : deux nourrissons tombent en martyrs à cause de la déshydratation et de la malnutrition

Le ministère palestinien de la Santé a annoncé, mardi, que deux nourrissons sont tombés en martyrs des suites de déshydratation et de malnutrition dans le nord de l'enclave.

Le ministère a déclaré, dans un communiqué, que «deux nourrissons sont tombés en martyrs des suites de déshydratation et de malnutrition à l'hôpital Kamal Adwan, dans le nord de la bande de Ghaza». La même source a affirmé que la déshydratation et la malnutrition «menacent la vie de milliers d'enfants et de femmes enceintes dans la bande de Ghaza». Le ministère a appelé les institutions internationales à «mener une enquête médicale complète dans les refuges, à surveiller et traiter ceux qui souffrent de déshydratation et de malnutrition, et à prévenir une catastrophe humanitaire».

Il a souligné que «les institutions de l'ONU ont la responsabilité morale et fonctionnelle de protéger les enfants et les femmes, et



de fournir tous les moyens de survie face à la famine qui frappe la bande de Ghaza». Le ministère a appelé la communauté internationale à «mettre fin aux crimes de génocide commis par l'occupation sioniste dans la bande de Ghaza».

Le 19 février, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a averti que la forte augmentation de la malnutrition chez les enfants et les femmes en-

ceintes et allaitantes dans la bande de Ghaza constituait une «menace sérieuse» pour leur santé, en particulier avec l'agression sioniste barbare qui se poursuit.

Ted Chaiban, directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, a déclaré que Ghaza était sur le point de connaître une «explosion du nombre de décès d'enfants», qui «doublerait le niveau déjà insupportable de mortalité infantile».

Il a rappelé que l'UNICEF avait prévenu que le secteur était «au bord d'une crise nutritionnelle». Le 17 novembre, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a annoncé que les habitants du nord de la bande de Ghaza sont «au bord de la famine et n'ont nulle part où aller» à cause de l'agression sioniste qui fait rage. Depuis le 7 octobre 2023, l'entité sioniste mène une agression dévastatrice dans la bande de Ghaza, qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures et des dizaines de milliers de martyrs, pour la plupart des enfants et des femmes, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent, selon des sources palestiniennes et onusiennes.

Ghaza : 120 patients évacués de l'hôpital Nasser de Khan Younès (autorité sanitaire)

Au moins 120 patients ont dû être évacués du complexe médical Nasser de la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse palestinienne (Wafa) mardi citant l'autorité sanitaire de l'en-

clave. «Nous devons évacuer plus de 120 patients du complexe médical Nasser vers d'autres hôpitaux pour qu'ils reçoivent des soins médicaux», a déclaré l'autorité sanitaire, évoquant la fermeture de divers équipements médi-

caux en raison des frappes sionistes. L'hôpital Nasser, deuxième grand hôpital de la bande de Ghaza, a cessé de fonctionner après une opération militaire sioniste le 14 février, selon la même source.

YÉMEN

Campagne de vaccination contre la polio pour protéger 1,3 million d'enfants

Environ 1,3 million d'enfants seront vaccinés contre la polio dans le cadre d'une campagne de vaccination lancée dimanche au Yémen avec le soutien de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La campagne de vaccination vise à protéger 1,3 million d'enfants de moins de 5 ans dans 12 gouvernorats du Yémen, précisent les agences de

l'ONU. Cette campagne de vaccination fait suite à une épidémie de poliovirus variant de type 2, qui a jusqu'à présent paralysé 237 enfants à travers le Yémen, selon l'ONU. «Pour les enfants du Yémen, la vaccination offre une protection indispensable dans l'un des contextes les plus difficiles au monde. Les équipes ont travaillé 24 heures sur 24 pour former les vaccinateurs et s'assurer que les chambres froides, les réfrigérateurs solaires fonctionnent et que les gla-

cières sont en place pour garder le vaccin au frais depuis son arrivée au Yémen jusqu'à ce qu'il atteigne toutes les filles et tous les garçons de moins de 5 ans», a déclaré le représentant de l'UNICEF au Yémen, Peter Hawkins. «Au Yémen, où les parents sont confrontés à un conflit, à une crise économique et à des infrastructures et services de santé publique extrêmement limités, nous devons améliorer l'accès à la vaccination. Nous devons rendre les

choses plus faciles. Dans cette campagne, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Santé (yémenite) pour garantir que le vaccin soit apporté aux portes de chaque maison de chaque communauté de ces 12 gouvernorats», a ajouté le représentant de l'OMS au Yémen, Arturo Pesigan. Une deuxième série de campagnes de vaccination contre la polio aura lieu au Yémen après le Ramadhan, selon la source.

ZIMBABWE

Le gouvernement signale une diminution des cas suspects de choléra

Les nouveaux cas suspects de choléra sont en baisse au Zimbabwe, grâce à des stratégies d'intervention pour lutter contre l'épidémie, a déclaré mardi un ministre. Quelque 1.025 nouveaux cas suspects de choléra ont été signalés au cours de la semaine se terminant le 20 février 2024, en baisse par rapport aux 1.286 cas de la semaine précédente, a déclaré le ministre de l'Information, de la Publicité et des Services de radiodiffusion, Jenfan Muswere, lors d'une conférence de presse.

«La campagne de vaccination donne des résultats visibles dans les zones à risque connues du choléra, tandis que le dépistage du choléra et d'autres maladies infectieuses se poursuit à tous les points d'entrée», a déclaré M. Muswere. Selon le ministère de la Santé et de la Protection de l'enfance, le Zimbabwe a enregistré un total de 26.189 cas suspects de choléra, 25.448 guérisons et 71 décès confirmés depuis le début de l'épidémie il y a un an jusqu'à lundi dernier.

PÉROU

Etat d'urgence en raison d'une augmentation des cas de dengue

Le Pérou a décrété l'état d'urgence à la suite d'une augmentation du nombre de cas de dengue au cours des 7 semaines de cette année. Soulignant que le nombre de cas dans le pays a dépassé 31 000 en 2024, le ministère de la Santé péruvien a déclaré que 32 personnes sont décédées jusqu'à présent cette année.

Les experts de la santé ont souligné que l'état d'urgence déclaré «permettra au gouvernement de transférer plus facilement son soutien financier et d'envoyer du personnel médical dans les zones touchées». L'urgence couvrira la capitale Lima. «C'est un gros problème qui devient incontrôlable», a déclaré la semaine dernière le ministre de la Santé Cesar Vasquez.

NIGERIA

Au moins 72 morts depuis le début de l'année dans une épidémie de fièvre de Lassa

Au moins 72 cas mortels de fièvre de Lassa ont été signalés au Nigeria, depuis le début de cette année, ont annoncé jeudi les autorités de santé publique locales. Selon le dernier rapport du Centre nigérian de contrôle et de prévention des maladies (NCDC), ces 72 décès font partie d'un total de 411 cas confirmés jusqu'à présent suite à l'épidémie de fièvre hémorragique virale enregistrée dans 21 Etats du pays depuis janvier. Le NCDC a également précisé que 65% du total des cas confirmés ont été signalés dans les trois Etats d'Ondo, Edo et Bauchi, tandis que 35% ont été recensés dans 18 autres Etats. Par ailleurs, a indiqué l'agence nationale de contrôle des maladies, un total de 2.122 cas suspects ont été enregistrés jusqu'à présent cette année, marquant une diminution significative par rapport aux 8.280 cas suspects enregistrés au cours de la même période en 2023. Selon le rapport du NCDC, deux agents de santé ont également été touchés jusqu'à présent par l'épidémie de fièvre de Lassa dans le pays, tandis que la tranche d'âge prédominante des victimes s'étend entre 21 et 30 ans.

APS

ETATS UNIS

Un médicament efficace pour prévenir des allergies alimentaires, selon une étude

Le Xolair, un médicament déjà connu et utilisé pour le traitement de l'asthme, est efficace pour prévenir des réactions allergiques liées à plusieurs aliments, révèle une étude publiée

dimanche. L'agence américaine du médicament (FDA) a autorisé le 16 février ce traitement pour cet usage spécifique et pour les adultes et les enfants de plus d'un an, à l'heure où les allergies alimentaires préoccupent de plus en plus dans le pays. Les patients impliqués dans l'étude qui ont bénéficié du traitement, tous des enfants allergiques, ont pu constater une croissance importante de leur tolérance à des produits alimentaires comme les cacahuètes, noix, œufs, lait et blé, révèle la publication dans le New England Journal of Medicine. Ces résultats montrent qu'un tel traitement «peut faire baisser de manière importante l'apparition de réactions allergiques sur plusieurs aliments en cas

d'exposition accidentelle», a déclaré Robert Wood, le principal auteur de l'étude, dans un communiqué diffusé par Roche. Le géant pharmaceutique suisse possède le laboratoire californien Genentech, à qui la FDA a donné l'autorisation, et co-distribue le Xolair avec Novartis aux Etats-Unis. L'omalizumab, le nom scientifique du Xolair, est un anticorps monoclonal qui permet de bloquer l'action des anticorps à l'origine des réactions allergiques. A l'issue d'une période d'injections régulières sur 16 à 20 semaines, 67% des patients ayant effectivement reçu l'omalizumab ont par exemple toléré une dose de 600 mg de cacahuètes, contre seulement 7% des patients ayant reçu le placebo. L'étude, financée par le ministère américain de la Santé, a porté sur quelque 177 enfants âgés de 1 à 17 ans. Si ces résultats sont encourageants, ils ne doivent pas laisser penser que les bénéficiaires pourraient

reprandre la consommation des allergènes, insiste la FDA, le but étant uniquement de réduire la réaction en cas d'ingestion accidentelle. Le Xolair est considéré comme sûr, les principaux effets secondaires associés étant de la fièvre et une réaction au point d'injection, note-t-elle encore. Autorisé en 2003 contre l'asthme, le Xolair l'a depuis été aussi pour le traitement de l'urticaire chronique spontanée. «Les allergies alimentaires sont un sujet croissant de préoccupation pour la sécurité alimentaire et la santé publique» aux Etats-Unis, peut-on lire sur le site internet de Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC). Elles concernent quelque 2% des adultes et «entre 4 et 8%» des enfants aux Etats-Unis. Ces allergies alimentaires sont à l'origine de quelque 30.000 entrées aux urgences et 150 morts chaque année dans le pays, selon les autorités.

PUNAISES DE LIT Que faire ? comment s'en débarrasser ?

Les interventions de professionnels pour débarrasser les logements des punaises de lit ont augmenté de 76% sur l'ensemble du territoire en 2020. Retrouvez les conseils du Dr Pascal Delaunay, parasitologue au Centre hospitalier de Nice, pour les identifier et vous en débarrasser.

Comment savoir si l'on a des punaises de lit ?

Invasion de punaises de lit est en nette recrudescence en France: les interventions des spécialistes avaient déjà augmenté de 30% entre 2018 et 2019 et ont fait un bond de 76% entre 2019 et 2020. Et aucune région n'est épargnée, même si les zones touristiques sont les plus touchées en raison de l'important turn-over des personnes hébergées, ce qui accroît le risque d'en ramener dans sa valise ou son pyjama.

Les amateurs de brocantes ont aussi intérêt à se méfier, car ces bestioles – qui peuvent rester à jeun plus d'un an et demi – se réfugient dans les meubles en bois comme dans les vêtements. Les punaises de lit peuvent rester des mois sans se nourrir donc quand tout ouvrira une fois la crise sanitaire passée, il faudra s'attendre à un pic d'infestations, prévient Stéphane Bris, porte-parole du syndicat des désinsectiseurs.

Vrai fléau, les punaises de lit ne piquent que la nuit et se cachent le reste du jour. "Inutile de s'affoler pour autant, tempère le Dr Pascal Delaunay, parasitologue-entomologiste au CHU de Nice. Si vous n'êtes pas piqués la nuit, c'est que vous n'avez pas de punaises de lit chez vous ! Et si vous l'êtes, il y a bien d'autres explications : les moustiques, mais aussi les puces."

En revanche, si ce dure, si le nombre de piqûres sur les parties découvertes augmente sans raison apparente, il est temps de se transformer en détective.

COMMENT IDENTIFIER LES PUNAISES DE LIT ?

Les punaises de lit sont visibles à l'œil nu et sont généralement brunes, elles ne sautent pas et ne volent pas. « Dans l'idéal, préconise notre spécialiste, il faudrait arriver à en attraper au moins une pour la faire identifier par un spécialiste, un entomologiste de préférence. Le cas échéant par un pharmacien ou un généraliste, s'ils s'y connaissent. Le problème, c'est qu'elles sont surtout actives la nuit et qu'elles fuient la lumière. Ce qui explique que leurs caches soient difficiles à trouver. »

Toutefois, certains signes peuvent indiquer la zone où elles se dissimulent. En particulier, la présence de taches noires plus ou moins pâteuses correspondant à leurs déjections, parfois accompagnées de taches de sang sur les draps. Si un seul dormeur est piqué, ou si une personne est piquée sur un seul bras, les recherches seront menées de préférence à proximité.

La chambre est leur pièce préférée, elle s'y cache préférentiellement :

• dans les matelas et sommiers dans les raccords de papier peint, sous les meubles, dans les plinthes, sous les prises électriques...

• dans les fissures et les fentes du parquet dans les canapés, sous les tapis

QUEL INSECTICIDE CONTRE LES PUNAISES DE LIT ?

Plus l'infestation est importante, plus les



punaises de lit se déplacent dans les autres pièces de la maison et dans d'autres logements. Elles peuvent s'introduire partout, y compris si votre logement est propre. Il est possible de mener la lutte seul. Mais inutile de partir bille en tête, armé d'une bombe insecticide : cela ne servirait à rien. Il faut savoir où pulvériser le produit. Le mieux est de se faire conseiller par un spécialiste. De rares entomologistes se déplacent à domicile.

Tout d'abord, il faut mettre l'insecticide au bon endroit. Idéalement là où elles se cachent et, de toute façon, sur certains lieux stratégiques : cadre et pieds de lit, plinthes, pourtour des fenêtres et des portes... Si elles ne sont pas tuées directement, elles le seront au cours des nuits suivantes si elles entrent en contact avec le produit.

Il faut utiliser une formule contre les insectes rampants (type anticafard), qui adhère aux supports et qui reste active plusieurs jours. L'application doit être renouvelée deux fois par semaine, pendant trois semaines d'affilée. Les insecticides type fumigènes, à disperser dans toute la pièce, ne servent à rien. Quant aux appareils de nettoyage à vapeur d'eau, ils sont efficaces s'ils touchent les punaises. Ce qui est loin d'être évident.

COMMENT S'EN DÉBARRASSER AVEC UN DÉSINSECTEUR ?

Si les entreprises de désinsectisation n'étant pas toujours au fait de la conduite à tenir il y a dix ans, ce n'est plus le cas aujourd'hui, souligne le Dr Delaunay. Elles interviennent deux fois à quinze jours

supportent pas la chaleur, on les porte au pressing. Enfin, recouverts de matelas et des tissus d'ameublement peuvent être décontaminés avec un nettoyeur à vapeur.

Pour vous débarrasser vous-même des punaises de lit, appliquez ces conseils :

Lavage en machine à plus de 60°C pour éliminer les adultes et les œufs. Les vêtements ainsi lavés doivent être conservés dans des sacs plastiques scellés jusqu'à la fin de l'infestation.

Séchage au sèche-linge (en chaud au moins 30 minutes).

Nettoyage vapeur à haute température, à 120°C, afin de détruire tous les stades de punaises de lits au niveau des recouverts et des tissus d'ameublement.

Congélation du linge ou de petits objets à -20°C, 72 h au minimum.

Aspiration (avec l'embout fin de l'aspirateur) des œufs, jeunes et adultes mis en évidence. Attention, l'aspirateur ne tue pas l'insecte. Il peut donc ressortir. Aussi, il faut l'emballer dans un sac plastique et le jeter dans une poubelle extérieure. Enfin, il ne faut pas oublier de nettoyer le conduit de l'aspirateur à l'eau savonneuse ou avec un produit de nettoyage domestique.

Suppression de l'ameublement infesté : elle n'est pas obligatoire mais elle permet de ne pas contaminer d'autres sites. Les matelas ou meubles contaminés ne doivent bien sûr pas être vendus, ni déposés dans la rue, mais les amener en déchèterie.

COMMENT SOIGNER LES PIQÛRES DE PUNAISES DE LIT ?

D'une durée de vie de 5 à 6 mois, les punaises de lit se nourrissent de sang humain et peuvent piquer jusqu'à 90 fois en une seule nuit, provoquant des démangeaisons parfois insupportables. Il est donc important d'intervenir rapidement, afin d'éviter au maximum l'étendue de l'infestation.

Les piqûres ressemblent à des piqûres de moustique et surviennent la nuit, quand les punaises de lit sont actives. Ces piqûres peuvent se regrouper par 3 ou 4 sur la peau, parfois en ligne, et sont généralement situées sur les parties découvertes du corps (visage, mains, bras, dos, jambes).

Elles ne transmettent pas de maladie mais peuvent causer des démangeaisons importantes voire des réactions allergiques (urticaire). Les démangeaisons peuvent durer de quelques jours à deux semaines, mais il n'y a aucun risque infectieux. Le fait d'être piqué chaque nuit par un insecte invisible peut simplement être très anxiogène et provoquer des troubles du sommeil voire de la dépression.

Que traiter pour les piqûres ? Pas d'inquiétude, il n'y a pas de risques pour votre santé : les piqûres de punaises de lits disparaissent naturellement sous les dix jours et ne nécessitent pas de soins particuliers. Nettoyez-vous la peau et essayez de ne pas vous gratter pour éviter toute sur-infection. Néanmoins, si vous souffrez de démangeaisons persistantes, consultez votre médecin qui pourra vous prescrire une crème pour vous soulager.

Les punaises de lit aiment le linge sale...

Une nouvelle étude de l'Université de Sheffield au Royaume-Uni a montré que les punaises de lit sont attirées par la lessive sale, qui pourrait être leur méthode d'« auto-stop » entre les pays.

Les punaises de lit aiment se relaxer dans le linge sale et utilisent les valises comme moyen de transport pour voyager entre les pays, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Scientific Reports. Bien qu'elles ne soient pas connues pour transmettre des maladies, les punaises (Cimex lectularius) peuvent provoquer des picotements et causer des réactions allergiques. Contrairement aux tiques ou aux poux, les punaises ne sont pas des voyageurs. Alors, comment se déplacent-elles et comment ont-elles envahi les États-Unis et une partie de l'Europe ?

LES VALISES POUR FAIRE DE L'AUTO-STOP
"Pour moi, l'auto-stop semblait être la meilleure explication", explique William Hentley, un entomologiste de l'Université de Sheffield au Royaume-Uni, auteur de l'étude. "Cela m'a conduit à comprendre comment elles sont attirées par nos vêtements et l'odeur des humains et comment elles voyagent".

Les chercheurs ont mené des expériences dans deux salles identiques et à des températures contrôlées dans lesquelles quatre sacs ont été placés en présence de punaises de lit. Deux contenaient des vêtements souillés et les autres étaient propres. Dans chaque test, une pièce a reçu une augmentation de la concentration de CO₂ pour simuler la respiration humaine.

Les résultats de l'étude ont montré qu'en l'absence d'un hôte humain, les punaises étaient deux fois plus susceptibles de se loger dans les sacs contenant des vêtements souillés que dans les propres. Les résultats suggèrent que les insectes sont attirés par l'odeur corporelle résiduelle dans un linge sale, de sorte que les vêtements usés laissés dans une valise ouverte ou au sol d'une pièce infestée peuvent les attirer.

« Nous avons établi qu'en l'absence de leur hôte humain, les punaises de lit quittent leur refuge et se rassemblent dans les sacs contenant des vêtements souillés », a expliqué William Hentley de l'Université de Sheffield au Royaume-Uni, co-auteur de l'étude.

ÉVITER DE LAISSER DES VÊTEMENTS SALES DANS UNE CHAMBRE

Les punaises de lit constituent un énorme problème pour les hôtels, en particulier certaines des villes les plus fréquentées du monde. Une fois que les chambres sont infestées, elles sont très difficiles à nettoyer. "Notre étude suggère que le fait de garder un linge sale dans un sac scellé, en particulier dans un hôtel, pourrait réduire les chances que les gens transportent des punaises et permettrait de réduire la propagation des infestations", a conseillé le Dr William Hentley,

Dr Hentley, Dr

PUNAISES DE LIT Bientôt un piège ?

Des chercheurs canadiens ont mis au point un piège à punaises de lit, un insecte peu apprécié par ses hôtes !

Les punaises de lit auraient dû se méfier des bras accueillants de Régine Gries ! Cette biologiste canadienne de l'Université Simon Fraser les a sacrifiées afin de trouver un mode d'éradication de ces nuisibles. Après 5 ans de piqûres, elle a enfin mis en place un piège à punaises. Le monde entier se réjouit de cette nouvelle. Petites, noires, vilaines et bouillonnantes, elles logent dans les tapis, les vêtements et les lits. Anglo-saxonne par excellence, les punaises de lit semblent indestructibles et font des ravages à coup de piqûres urticantes. Heureusement la science semble avoir trouvé le piège parfait pour les chigner de leurs victimes potentielle.

Les chercheurs de l'Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique (Canada) ont mené une étude de grande ampleur pour comprendre le fonctionnement des punaises de lit et surtout mieux les détruire. Pendant 5 ans, les scientifiques ont offert leurs bras à la science. Régine Gries biologiste a nourri des milliers de punaises de lit pour mettre en place le piège parfait pour les exterminer. Pour la cause, la chercheuse s'est tout de même fait piquer 800 000 fois ! Les scientifiques ont analysé la manière de vivre de ces insectes et



choisisaient leurs victimes. Ils ont constaté que 3 phéromones étaient impliquées dans les attaques de punaises. Ils ont créé un piège qui diffusait ces phéromones. Les punaises de lit, petites, adultes, repues ou affamées se sont toutes précipitées dans la zone à risque. Une fois attirée, le piège diffusait

une substance chimique qui les « emprisonnait » loin des victimes.

PRÉVENIR PLUTÔT QU'ÉVITER

Ce piège permet plutôt de prévenir l'infestation de punaises de lit que de traiter la zone une fois qu'il est trop tard. « Ce piège va aider des milliers

d'hôteliers et de propriétaires à savoir s'ils ont des problèmes de punaises de lit pour les traiter le plus tôt possible, écrit l'un des chercheurs sur le site de l'Université. Il permet aussi de tester l'efficacité des traitements. » A noter que ce piège ne fonctionne pas sur les œufs.

CHAUFFER SES BAGAGES POUR ÉLIMINER LES PUNAISES DE LIT

Exposer ses valises à des températures élevées permettrait d'éliminer les punaises de lit, pour ne pas risquer de les ramener chez soi au retour des vacances. Les punaises de lit ne se cachent pas que dans les lits...

Elles peuvent s'immiscer dans vos valises lorsque vous les déposez dans les transports en commun ou dans votre chambre d'hôtel. Comment s'assurer alors de rentrer de vacances sans invités surprises dans vos bagages ? En les chauffant, selon une étude du docteur Catherine Loudon, spécialiste en écologie et en biologie évolutive de l'Université de Californie (États-Unis), publiée dans la revue Pest Management Science.

CHAUFFER LES VALISES PLUTÔT QU'ÉVITER LES ASPERGER D'INSECTICIDES

La biologiste a exposé 250 punaises de lit placées sur des bagages à un environnement dont la température oscillait entre 70 et 73°C. En seulement six minutes, tous ces petits insectes étaient tués, même ceux qui s'étaient cachés dans les recouverts des valises. Autre observation : pendant l'expérience de chauffage, seule une punaise de lit sur les 250 présentes a réussi à s'introduire dans la valise, contre 3% d'entre elles à température ambiante (soit 3 punaises sur un total de 170).

"La chaleur constitue une réelle méthode de contrôle des punaises de lit car c'est efficace et sans danger pour l'environnement, mais la chaleur peut mettre du temps à pénétrer une meuble ou une valise" explique le docteur Loudon dans un communiqué de l'édition scientifique Wiley-Blackwell. "Les punaises de lit localisées à l'extérieur des bagages sont contraintes à la périphérie et sont donc plus



Dr Hentley, Dr

GARE AUX BOUTONS ET AUX DÉMANGEAISONS

Les punaises de lit mesurent quelques

vulnérables à une exposition rapide à la chaleur" poursuit-elle. Le chauffage pourrait donc dans cette situation représenter une bonne alternative aux insecticides, nocifs pour l'environnement et auxquels certaines punaises de lit sont devenues résistantes.

Pire, la difficulté de les éradiquer et la peur de se faire grignoter toute la nuit peut vite tourner au cauchemar. En avril dernier, une étude préconisait d'utiliser des draps jaunes ou verts plutôt que rouges ou noirs pour faire fuir ce petit parasite.

GUINÉE

Le président de la transition nomme Amadou Oury Bah au poste de Premier ministre

Le président guinéen de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya a nommé mardi Amadou Oury Bah au poste de Premier mi-

nistre, a annoncé le ministre secrétaire général de la présidence, Amara Camara "Monsieur Amadou Oury Bah, économiste, est nommé

Premier ministre, chef du gouvernement", a déclaré sur la RTG le ministre secrétaire général de la présidence.

TCHAD

Plusieurs morts dans une attaque contre une agence des services de renseignement (gouvernement)

Plusieurs personnes ont été tuées dans une attaque ayant visé, dans la nuit de mardi à mercredi à N'Djamena, des bureaux de l'Agence nationale de sécu-

rité de l'Etat (services de renseignement intérieur), a annoncé le gouvernement tchadien.

"La situation est désormais totalement sous

contrôle", a assuré le gouvernement tchadien dans un communiqué mercredi, annonçant que "les auteurs de cet acte ont été arrêtés ou sont recherchés et seront

poursuivis". Le gouvernement accuse des militants du Parti socialiste sans frontières, menés par l'opposant Yaya Dillo d'être à l'origine de cette attaque.

Présidentielle : le premier tour fixé au 6 mai

L'élection présidentielle au Tchad se tiendra le 6 mai, a annoncé mardi l'Agence nationale de gestion des élections (ANGE), un scrutin qui mettra fin à une période de transition qui aura duré trois ans. Mahamat Idriss Déby Itno avait été proclamé président de la transition, à la tête d'une junte de 15 généraux, après la mort de son père Idriss Déby Itno, mortellement blessé par des rebelles au front en 2021. Il avait immédiatement promis de rendre le pouvoir

aux civils en organisant des élections 18 mois plus tard, échéance finalement repoussée de deux ans. La fin de la transition au Tchad avait alors été décalée au 10 octobre 2024. "Au-delà de cette date (du 10 octobre), le pays tombera dans un vide juridique, synonyme d'un chaos prévisible. Il est donc impératif de tenir les élections avant", a déclaré le président de l'ANGE, Ahmet Bartchiret. L'ANGE a arrêté un chronogramme réaliste et réalisable qui s'articule no-

tamment autour des points ci-après: le 6 mai 2024, tenue du premier tour de l'élection présidentielle", a annoncé M. Bartchiret. Mi-janvier, le Mouvement patriotique du salut, parti majoritaire fondé par son défunt père, a investi Mahamat Déby comme son candidat à l'élection présidentielle. M. Déby s'était engagé auprès de l'Union africaine à ne pas se présenter, mais mi-décembre une nouvelle Constitution adoptée par référendum l'y a finalement autorisé.

LUTTE ANTITERRORISTE AU BURKINA FASO

Prolongation du couvre-feu dans deux départements

Le couvre-feu a été prolongé de trois mois dans les départements burkinabè de Lankoué et de Kiembara, situés dans la région de la Boucle du Mouhoun (nord-ouest), dans le cadre de la

lutte antiterroriste, a indiqué mardi une source officielle. Cette mesure s'étendra jusqu'au 25 mai. Durant cette période, la circulation des personnes et véhicules est interdite de

20h00 à 06h00 du matin, a précisé dans un communiqué le haut-commissaire de la province du Sourou, Salif Traoré. La circulation des ambulances est pour sa part soumise à la présentation

d'un laissez-passer ou d'un ordre de mission. Cette mesure a pour objectif de faciliter les opérations de sécurisation dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, selon des médias.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Coup d'envoi du retrait progressif de la force de l'ONU

La Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco) amorce mercredi son retrait du pays, réclamé par Kinshasa qui la juge inefficace, avec la remise officielle aux autorités congolaises de la première de ses bases du Sud-Kivu (est). Après 25 ans de présence, le départ des Casques bleus a été acté en décembre par le Conseil de sécurité des Nations unies, malgré ses inquiétudes sur l'escalade

de la violence dans l'Est congolais. La Monusco (ex-Monuc), qui compte actuellement environ 15.000 Casques bleus, est encore présente dans les trois provinces les plus touchées de la région, le Sud et le Nord-Kivu, ainsi que l'Ituri. Pour un retrait que l'ONU et Kinshasa disent vouloir "ordonné, responsable et durable", un "plan de désengagement" en trois phases a été adopté. La première planifie le retrait

de la Monusco du Sud-Kivu, d'ici le 30 avril pour ses militaires et policiers, le 30 juin pour sa composante civile. Avant le mois de mai, la force onusienne est donc censée quitter ses 14 bases de la province et les céder aux forces de sécurité congolaises. Celle de Kamanyola, toute proche des frontières burundaise et rwandaise, est la première dont les clés seront remises à la police nationale (PNC).

CENTRAFRIQUE

L'insécurité persiste dans certaines régions (experts)

Un expert de l'ONU a salué, à l'issue d'une visite en République centrafricaine, les efforts déployés par le gouvernement pour étendre la sécurité à d'importantes régions du pays, tout en soulignant les défis qui subsistent au-delà des zones urbaines. "Malgré les progrès réalisés, l'insécurité persiste au quotidien en raison des groupes armés retranchés dans les régions reculées, en particulier les forêts et les

sites miniers", a déclaré mardi Yao Agbete, expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, à l'issue de sa visite qui a duré 10 jours. S'exprimant sur les incidents récents, l'expert a fait référence à l'attaque contre le village de Nzakoundou dans la préfecture de Lim-Pendé, où le groupe des 3R aurait ciblé les points de contrôle des forces armées centrafricaines (FACA), fai-

sant des victimes et des morts parmi les civils. Condamnant les violences, il a souligné l'importance de demander des comptes aux auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. "L'utilisation d'engins explosifs dans diverses préfectures a encore aggravé la situation, faisant des victimes civiles, les enfants étant particulièrement touchés, et perturbant des activités essentielles telles que l'école et les activités agri-

coles", a déclaré l'expert. Tout en reconnaissant les efforts déployés par le gouvernement dans le cadre de la feuille de route de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation et de la Convention de Luanda, l'expert a souligné l'importance de "mettre en œuvre les recommandations du Dialogue républicain pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation afin d'ouvrir la voie à des élections locales".

GRANDE CORNE DE L'AFRIQUE

58,1 millions de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire (FAO)

Quelque 58,1 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë dans la région de la Grande Corne de l'Afrique, ont annoncé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) dans un rapport conjoint publié mardi. Selon la FAO et l'IGAD, sur ce nombre, 30,5 millions sont originaires de six des huit Etats membres de l'IGAD, à savoir Djibouti, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda. Les 27,6

millions de personnes restantes sont originaires du Burundi, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et de la Tanzanie. "Des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë ont persisté dans diverses parties de la région à la suite des fortes pluies et des inondations provoquées par El Nino au cours de la saison des pluies d'octobre à décembre 2023, en particulier dans la Corne de l'Afrique, et ils ont été aggravés par les conflits en cours, des déplacements généralisés et des défis macroécono-

miques persistants", ont souligné les deux institutions. La majeure partie de ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire, soit 23,4 millions de personnes, se trouvent en République démocratique du Congo, suivie du Soudan avec 17,7 millions de personnes et du Soudan du Sud avec 4 millions, selon la FAO et l'IGAD. Outre la crise alimentaire, la région de la Grande Corne de l'Afrique est confrontée à de multiples épidémies, dont le choléra, le paludisme, la dengue et la rougeole, ont ajouté les deux institutions.

BURUNDI

Neuf morts dans une attaque rebelle dans l'ouest

Neuf personnes dont un soldat ont été tuées dimanche dans l'ouest du Burundi lors d'une attaque revendiquée par le groupe terroriste "RED-Tabara", a annoncé lundi le gouvernement. L'attaque a été menée dimanche vers 21h30 à Buringa, à environ 20 km au nord de la capitale économique Bujumbura.

"Des terroristes du groupe RED-Tabara armés de fusils ont attaqué un ménage en plein deuil", a indiqué dans un communiqué la Présidence du Burundi, poursuivant que "cette lâche attaque" a fait 9 morts, dont 6 femmes et "un militaire qui intervenait pour soutenir la population".

Selon les autorités, qui ont condamné un "acte ignoble et barbare", 5 personnes ont également été blessées. La présidence a déploré aussi que la permanence du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, a été "vandalisée". Sur X, le groupe "RED-Tabara" a revendiqué l'attaque et publié des photos montrant un bâtiment aux couleurs du parti au pouvoir visiblement détruit.

MOZAMBIQUE

Plus de 67.000 déplacés après de récentes attaques terroristes

Le gouvernement du Mozambique a confirmé mardi que des dizaines de milliers de personnes ont été chassées de chez elles par une récente vague d'attaques terroristes dans le nord du pays.

"Nous parlons de quelque 67.321 personnes déplacées", a déclaré le porte-parole du gouvernement, Filimao Suaze, lors d'une conférence de presse à Maputo, en évoquant la situation dans la province de Cabo Delgado. Ce chiffre, selon M. Suaze, "correspond à 14.270 familles qui sont donc considérées comme étant arrivées dans la province de Nampula et (...) d'autres endroits". M. Suaze a ajouté que le gouvernement ne "pense pas que les conditions nécessaires pour déclarer un état d'urgence (...) à Cabo Delgado soient réunies pour le moment".

Une nouvelle flambée de violence s'est produite dans le nord du Mozambique, il y a environ deux semaines, selon des sources locales et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), une agence de l'ONU.

L'OIM estime à 71.681 personnes le nombre de déplacés ayant fui des attaques à Mocimboa, Chiure, Mecufi, Mocimboa da Praia et Muimumbo entre le 22 décembre et le 25 février. Entre mercredi et jeudi derniers, l'OIM a enregistré l'arrivée de plus de 30.000 déplacés, en bus, par bateau ou à pied, à Namapa, une ville située au sud de la province de Cabo Delgado.

UNION AFRICAINE

L'UA nomme un chef adjoint pour sa mission en Somalie

L'Union africaine (UA) a consolidé sa direction en Somalie avec l'arrivée à Mogadiscio de Thandikhaya Bam, nouveau représentant spécial adjoint du président de la Commission de l'UA en Somalie. La Mission de transition de l'UA en Somalie (ATMIS) a indiqué, dans un communiqué publié lundi soir dans la capitale somalienne, que M. Bam, de nationalité sud-africaine, apportait avec lui "une grande expérience dans l'analyse et la résolution des conflits".

En effet, de 2008 à 2021, il a occupé la tête de la division des opérations de soutien de la paix de la Commission de l'UA. "A ce poste, il a fourni une direction et un appui stratégiques et opérationnels aux opérations de soutien de la paix de l'UA dans toute l'Afrique, y compris par le développement de la doctrine des opérations de soutien de la paix de l'UA", peut-on lire dans le communiqué de l'ATMIS.

"Ses actions comprenaient la supervision des missions telles que la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM), l'Initiative de coopération régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur et la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA)", ajoute le communiqué. Avant de rejoindre la Commission de l'UA, M. Bam a occupé plusieurs postes stratégiques au sein du ministère sud-africain de la Défense.

PALESTINE

Ghaza: le bilan de l'agression sioniste s'élève à 29954 martyrs

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi mercredi à 29.954 martyrs et 70.325 blessés depuis le 7 octobre dernier, a indiqué le ministère palestinien de la Santé.

Selon la même source, l'armée de l'occupation sioniste a commis 8 massacres au cours des dernières 24 heures dans la bande de Ghaza, faisant 76 martyrs et 110 blessés. Un précédent bilan a fait état de 29.878 martyrs et 70.215 blessés. Le ministè

re palestinien de la Santé a également indiqué qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvent encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces de l'occupation empêchent les ambulances et les équipes de la Protection civile de

leur porter secours. Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

Ghaza: l'acheminement de l'aide a reculé de 50% depuis janvier (UNRWA)

Très peu d'aide humanitaire est entrée dans la bande de Ghaza, ce mois-ci, avec une baisse de 50% par rapport à janvier, a déclaré lundi le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés (UNRWA), Philippe Lazzarini.

M. Lazzarini a indiqué sur la plateforme, X, que "l'aide était censée augmenter et non diminuer" pour répondre aux besoins

énormes des deux millions d'habitants de Ghaza, qui vivent dans des conditions désespérées. Le chef de l'UNRWA, a également déclaré que "la levée du siège pour permettre une aide vitale et des approvisionnements commerciaux significatifs, était attendue depuis longtemps".

En moyenne, près de 98 camions humanitaires sont entrés à Ghaza ce mois-ci, a indiqué l'agence des Nations Unies qui

vient en aide aux réfugiés palestiniens, dans son dernier rapport de situation, publié lundi.

Plus de 75% de la population de Ghaza, soit jusqu'à 1,7 million de personnes, ont été déplacées depuis le début des hostilités à la suite des agressions sionistes depuis le 7 octobre 2023. Les agences des Nations Unies continuent de mettre en garde contre l'aggravation de la crise alimentaire dans l'enclave.

Plus de deux millions de personnes sont confrontées à une crise ou à des niveaux d'insécurité alimentaire encore plus graves, selon le Bureau des affaires humanitaires des Nations Unies, OCHA. En outre 83% des puits ne fonctionnent pas, au même titre que tous les systèmes de traitement des eaux usées, face à l'absence de l'accès à l'eau potable dans les gouvernorats du nord de la bande de Ghaza.

L'ONU s'alarme d'une famine "presque inévitable" à Ghaza

L'ONU s'est alarmée mardi d'une "famine généralisée presque inévitable" dans la bande de Ghaza, particulièrement dans le nord du territoire palestinien assiégé où, sans accès humanitaire et avec un système agricole dévasté, elle est "imminente".

"Si rien ne change, une famine est imminente dans le nord de Ghaza", a déclaré devant le Conseil de sécurité de l'ONU Carl Skau, directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial. Aucun convoi n'a pu se rendre dans le nord de Ghaza depuis le 23 janvier, selon l'ONU, qui dénonce les entraves des autorités sionistes. Et le nord du territoire palestinien n'est pas la seule zone à risque après bientôt cinq mois de l'agression sioniste.

"Si rien n'est fait, nous craignons qu'une famine généralisée à Ghaza soit presque inévitable", a renchéri Ramesh Rajasingham, au nom du chef du bureau humanitaire de l'ONU (OCHA) Martin Griffiths.

"Nous sommes fin février, avec au

moins 576.000 personnes à Ghaza — un quart de la population — à un pas de la famine", et pratiquement la totalité des 2,2 millions d'habitants "dépendant d'une aide humanitaire terriblement inadéquate pour survivre", a-t-il ajouté. "Aussi sinistre que soit le tableau aujourd'hui, il peut encore se détériorer". Cette réunion faisait suite à une note adressée le 22 février au Conseil de sécurité par Martin Griffiths, détaillant les impacts sur la sécurité alimentaire de l'agression sioniste qui a fait près de 30.000 martyrs à Ghaza, en grande majorité des civils, selon le ministère de la Santé.

Dans ce texte, il appelle le Conseil à agir pour "assurer le respect du droit humanitaire, y compris l'interdiction d'utiliser le fait d'affamer la population civile comme méthode de guerre", insiste-t-il.

"Selon le scénario le plus probable, la production agricole se sera écroulée dans le nord d'ici mai", a souligné mardi devant le Conseil

Maurizio Martina, directeur général adjoint de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Au 15 février, 46,2% des terres agricoles avaient été endommagées dans la bande de Ghaza, des bâtiments agricoles "dévastés", plus d'un quart des puits détruits, quelque 70% des vaches et 50% des petits ruminants tués, a-t-il noté.

Et 97% des eaux souterraines ne sont plus utilisables pour la consommation humaine. Malgré tout, l'aide humanitaire continue d'entrer dans le territoire palestinien au comptegoutte.

Lundi, le patron de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) Philippe Lazzarini a ainsi noté sur X que février avait vu une baisse de 50% de l'aide entrant à Ghaza par rapport à janvier. Pourtant, "près de 1.000 camions chargés de 15.000 tonnes de nourriture sont en Egypte, prêts à bouger", a noté mardi le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric.

CRISE HUMANITAIRE EN HAÏTI L'ONU lance un appel aux dons de 674 millions de dollars pour 2024

L'ONU a lancé mardi un appel aux dons de 674 millions de dollars pour aider 3,6 millions de personnes en 2024 en Haïti, pays ravagé par la violence des gangs. "En 2023, la violence perpétrée par les gangs armés contre la population haïtienne, a continué de se propager dans le pays, atteignant des zones rurales isolées à mesure que la présence de l'Etat s'érodait", commente l'ONU dans ce plan humanitaire pour 2024, décrivant la multiplication des attaques des gangs contre les hôpitaux, écoles et lieux de culte. Avec "la détérioration de la situation sécuritaire, le quasi-effondrement des services de base, l'impact d'années de sécheresse et des chocs liés aux désastres naturels", 5,5 millions d'Haïtiens, sur une population totale de plus de dix millions, seront "dans un état de vulnérabilité profonde en 2024", contre 5,2 millions en 2023. Le plan cible 3,6 millions de ces personnes dans le besoin, et requiert pour le faire 673,8 millions de dollars, dans un contexte de sous-financement chronique des opérations humanitaires. Selon le plan, 45% de la population est désormais en situation d'insécurité alimentaire, dont 1,4 million de personnes au niveau 4 de la classification IPC (qui va jusqu'à 5), et 3 millions au niveau 3. Et parmi eux, 250.000 enfants souffrent de malnutrition aiguë. Haïti est ainsi "l'un des pays au monde où la crise alimentaire est la plus grave". Début janvier, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'était dit "consterné" par le "niveau stupéfiant" de la violence des gangs qui ravagent le pays, notant que le nombre d'homicides avait plus que doublé en 2023, avec près de 5.000 personnes tuées, dont 2.700 civils.

ETATS UNIS Washington nomme un nouvel émissaire pour le Soudan

Les Etats-Unis ont annoncé lundi la nomination d'un nouvel émissaire pour le Soudan. "J'annonce aujourd'hui la nomination de Tom Perriello au poste d'envoyé spécial des Etats-Unis pour le Soudan", a déclaré le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken dans un communiqué. "A ce titre, l'envoyé spécial Perriello coordonnera la politique des Etats-Unis à l'égard du Soudan et fera progresser nos efforts pour mettre fin aux hostilités, garantir un accès humanitaire sans entrave et soutenir le peuple soudanais dans ses efforts pour réaliser ses aspirations à la liberté, à la paix et à la justice", a-t-il ajouté. M. Perriello est un ancien élu démocrate à la Chambre des représentants et ancien émissaire spécial des Etats-Unis pour les Grands Lacs et la République démocratique du Congo.

COLOMBIE Reprise des pourparlers entre le gouvernement et la guérilla de l'ELN

Le gouvernement de Colombie et l'Armée de libération nationale (ELN) ont annoncé lundi à La Havane la reprise de leurs pourparlers de paix, quelques jours après l'annonce par la guérilla d'extrême gauche du gel des négociations. "Nous avons analysé les progrès réalisés dans le cadre des accords et les problèmes auxquels est confrontée la Plateforme de dialogue pour la paix, pour lesquels chaque partie a pris des engagements en vue du bon déroulement du processus de paix", ont écrit les deux parties dans un communiqué commun. "Nous poursuivrons les activités prévues dans les accords. Nous procéderons à une évaluation des efforts et des engagements au cours du septième cycle" qui aura lieu au Venezuela en avril, poursuit le texte diffusé à l'issue d'une réunion de deux jours dans la capitale cubaine. Le 20 février, l'ELN avait annoncé le gel des pourparlers de paix et une "crise ouverte" avec le gouvernement, dénonçant des "violations" des règles convenues lors du lancement en 2022 de ces négociations. Elle accusait les autorités de Bogota de ne pas avoir respecté des règles convenues au démarrage des discussions. La guérilla fustigeait notamment la mise en place d'un dialogue avec le gouverneur du département de Narino (sud-ouest), Luis Alfonso Escobar, en parallèle des pourparlers en cours.

Le gouvernement colombien avait assuré que l'exécutif avait "pleinement respecté tous ses engagements". "Il a toujours été disposé à trouver des solutions aux situations critiques et aux difficultés rencontrées par la Plateforme de dialogue", avait-il ajouté.

ROYAUME-UNI

Trois accusations pour préparation d'attaque contre un centre islamique

Trois hommes, soupçonnés de faire partie de la droite radicale, ont été présentés mardi à la justice à Londres et accusés d'avoir préparé une attaque contre un centre d'éducation islamique dans le nord de l'Angleterre. Ces hommes, âgés pour deux d'entre eux de

24 ans et le troisième de 33 ans, ont été arrêtés le 20 février et inculpés lundi pour avoir préparé ou aidé une autre personne à commettre des actes de terrorisme, a indiqué la police anti-terroriste. Ils sont soupçonnés d'avoir voulu attaquer le Centre d'éducation islamique de

Leeds, d'avoir fabriqué une arme à feu semi-automatique et d'avoir rassemblé des instructions pour assembler une arme à feu avec une imprimante 3D.

Ils auraient également rejoint des forums de discussion de la droite radicale et partagé des informations sur les

armes à feu et les munitions. Ils ont été présentés mardi en vidéo devant le tribunal de Westminster à Londres. Ils ont seulement confirmé leur nom et leur âge, et ont été maintenus en détention provisoire jusqu'à leur prochaine comparution prévue le 15 mars.

GRÈCE

10 personnes arrêtées lors d'une opération anti-terroriste

Dix Grecs, soupçonnés d'avoir des liens avec deux groupes de guérilla urbaine nationaux, ont été arrêtés au cours d'une opération anti-terroriste, a indiqué mardi la police grecque.

Ils sont accusés de "participation à une organisation terroriste, de ten-

tative de meurtre, d'attaques à l'aide d'engins explosifs et de possession illégale d'armes", a précisé la police. Selon la police, les dix accusés sont impliqués dans cinq attentats récents, dont une tentative échouée d'enveloppe piégée envoyée au bureau d'un juge à l'intérieur du palais

de justice de la ville de Thessalonique, dans le nord de la Grèce, plus tôt ce mois-ci.

Si la bombe avait explosé, l'explosion aurait pu faire des morts et des dégâts matériels importants, selon des sources policières.

APB

MÉDIAS

7e Sommet du GECF: d'importants moyens logistiques pour faciliter le travail des médias

D'importants moyens logistiques modernes ont été mis en place pour faciliter le travail des médias locaux et étrangers qui couvriront le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu du 29 février au 2 mars prochain au Centre international des conférences (CIC) "Abdelatif Rahal" à Alger.

Lors d'une tournée au niveau du Centre, l'APS a relevé une activité pareille à celle d'une ruche d'abeille, rassemblant de nombreux techniciens de différents médias concernés par la couverture de cet important événement international, et travaillant d'arrache-pied pour mettre la touche finale et effectuer des tests de diffusion en direct. Le Centre international de presse (CIP) veille à assurer l'opérationnalité des salles de rédaction et de montage, ainsi que du matériel de haute technologie mis à la disposition des médias, et à garantir un bon fonctionnement des écrans d'affichage installés dans tout le centre avec l'accès à Internet à haut débit.

D'autres équipes s'emploient à équiper les salles de réunion réservées aux chefs d'Etat et de Gouvernement, les ministres et les experts, en plaçant des tableaux d'art sur l'histoire et le patrimoine algériens, dominés par une toile imposante représentant l'Emir Abdelkader dans le hall menant à la salle de réunion présidentielle.

Dans une déclaration à l'APS, la chargée de la coordination médiatique au CIP, Amel Hadji, a affirmé que le CIP a mis à disposition tous les moyens humains et matériels, notamment les équipements techniques, pour faciliter le travail des journalistes locaux et étrangers.

Deux salles de rédaction équipées de plus de 120 ordinateurs et d'un grand écran ont été aménagées pour assurer



une couverture en temps réel des travaux du Sommet, outre une salle de montage vidéo et de conception graphique, comprenant plus de 15 unités numériques, avec des écrans numériques dans tout l'espace dédié à la couverture médiatique, a-t-elle ajouté.

Dix bureaux ont été aménagés pour les institutions publiques relevant du ministère de la Communication, et des salles de rédaction entièrement équipées seront mis à la disposition de l'APS, l'Etablissement public de télévision (EPTV) et la Radio Algérienne.

Selon Mme Hadji, le CIP a également mis en place trois sites de diffusion en direct pour permettre aux journalistes de réaliser des interviews en direct, en sus de huit plateaux de télévision connectés à un centre de diffusion international et 5 studios de radio.

Le CIP a mobilisé, pour sa part, plus de 80 techniciens et un nombre de journalistes, en assurant la restauration afin que "les journalistes puissent

trouver tout le confort nécessaire à la couverture de cet événement grandiose", a souligné Mme Hadji ajoutant que trois salles ont été dédiées aux réunions du Sommet: une salle présidentielle, une salle ministérielle et une salle pour les experts, chacune étant dotée d'écrans géants.

Pour sa part, l'Etablissement public de radiodiffusion sonore (EPRS) a mis en place des moyens techniques modernes en vue d'assurer une diffusion de haute qualité via le satellite algérien "Alcomsat" ainsi que deux satellites européens, a indiqué à l'APS l'ingénieur principal de l'établissement, Taha Boutekdjiret, ajoutant que "la diffusion en direct se fera à la demande des chaînes".

Il a précisé, à ce propos, que les activités du Sommet seront diffusées à titre gracieux pour toutes les chaînes de télévision du monde, tandis que l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), recevra le signal de l'EPRS pour le redistribuer à tous ses membres.

SÉTIF

Les mosaïques archéologiques d'Algérie, une ressource pour le développement touristique (rencontre)

Les participants aux premières journées sur "les mosaïques africaines, les techniques et les thèmes", ouvertes mardi au musée public national de Sétif, ont affirmé que les mosaïques d'Algérie "représentent une ressource importante pour le développement touristique".

"Les mosaïques archéologiques dont regorge l'Algérie

constituent un facteur vital d'attrait touristique", a assuré, Mesbah Bouhezam, responsable local de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC) dans son intervention durant cette rencontre de trois jours initiée par le musée de Sétif en coordination avec la direc-

tion de la culture et des arts sous l'égide du ministère de tutelle.

Les mosaïques enchantent par leur beauté et finesse le touriste à qui les opérateurs du secteur sont appelés à proposer divers produits et services dont ceux de l'artisanat, a ajouté l'intervenant. De son côté, la directrice du musée de Sétif, Chadia Khelfallah, a affirmé que la mosaïque "est un art ancien conservé à travers les musées algériens que cette rencontre vise à faire connaître ainsi que les études qui lui ont été consacrées, mettant l'accent sur le rôle des institutions muséales dans la préservation et la valorisation de cette collection archéologique de concert avec les uni-

versités et les opérateurs du secteur touristique". Le but de la rencontre est également de favoriser les échanges entre musées et l'actualisation des connaissances sur les données et expériences de restauration et de conservation des mosaïques, a ajouté la même spécialiste.

La rencontre aborde à travers 24 communications les six axes des "écoles africaines des mosaïques", "la conservation et la restauration des mosaïques en musées et sur sites", "les matériaux et techniques de fabrication", "les thèmes des mosaïques", "la valorisation touristique des mosaïques" et "la formation et le partenariat dans la préservation et le trai-

tement des mosaïques".

La manifestation verra également l'organisation de deux ateliers sur "le nettoyage, le renforcement et la restauration de la mosaïque" et "la fabrication de mosaïque moderne" et d'une exposition de 45 mosaïques conservées dans plusieurs musées du pays dont d'Alger et de Constantine. La rencontre a regroupé les autorités locales, des représentants des musées nationaux, des chercheurs du centre de recherche en archéologie, les responsables des sites archéologiques de l'OGEBC, des chercheurs des universités de Constantine, Sétif et de Batna ainsi que des étudiants de l'université de Sétif.

CONSTANTINE

Le patrimoine culturel de la ville thème d'un séminaire national

Un séminaire national sur "le patrimoine culturel à Constantine", a été organisé mardi à Constantine par le centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran avec le concours du laboratoire de l'histoire, du patrimoine et de la société de l'université Abdelhamid Mehri (Constantine 2).

Les participants à la rencontre de deux jours tenue à la maison de la culture Malek Haddad ont mis l'accent sur l'identité culturelle de l'Algérie dans sa diversité résultant d'une longue accumulation culturelle visible à travers les vestiges archéologiques et sur les défis de la classification du patrimoine.

Pr. Amar Manaa, directeur du CRASC, qui a présidé l'ouverture de la rencontre coïncidant avec la célébration de la journée arabe du patrimoine (27 février) a souligné "l'importance du patrimoine pour la consolidation et le développement de la cohésion sociale, du sentiment de l'identité et de l'esprit d'appartenance nationale, mettant en exergue les défis de sa protection et préservation".

L'intervenant a relevé que la wilaya de Constantine qui renferme un patrimoine culturel riche et varié de plusieurs siècles et fut de tout temps un centre culturel et historique "doit retrouver son lustre d'antan, étant donné que c'est l'une des plus importantes cités culturelles au monde".

Il a aussi appelé à valoriser les recherches scientifiques sur le patrimoine matériel et immatériel dans ses aspects linguistiques, historiques et urbanistiques, préconisant l'encouragement des jeunes à adhérer aux actions de sa préservation.

De son côté, Pr. Abdelfetah Dahdouh, enseignant au centre universitaire de Tipaza, a évoqué l'importance de l'économie culturelle pour l'ensemble de l'économie des pays, relevant que certains pays tirent des revenus importants de l'économie culturelle comme le montrent les statistiques de l'organisation mondiale du tourisme.

Il a également plaidé pour la valorisation du patrimoine matériel et immatériel en Algérie et son intégration au cycle économique, appelant à une exploration archéologique globale qui débouche sur une carte archéologique de tout le pays qui compte 7 sites archéologiques classés patrimoine mondiale.

MOSTAGANEM

Participation de 30 photographes au Concours national de la photographie du patrimoine algérien

Pas moins de 30 photographes de 17 wilayas du pays participent au Concours national de la photographie du patrimoine algérien, organisé dans la wilaya de Mostaganem du 27 au 29 février en cours, a-t-on appris, mardi, des organisateurs.

Le président de l'Association "El Amel" des arts (partie organisatrice) Azzouz Bouchahma Bendehiba a indiqué dans son allocution d'ouverture, à l'occasion de cette manifestation culturelle qu'abrite la Maison de la culture "Ouled Abderrahmane Kaki", que 40 tableaux d'arts ont été retenus dans la première phase du Concours national de la photographie, dont 30 tableaux pour la phase finale qui se tient dans la ville de Mostaganem.

Le Concours vise à faire connaître l'importance de la photographie et son rôle dans la valorisation, la promotion et la protection du patrimoine culturel algérien matériel et immatériel, en plus de la découverte de talents parmi les photographes, a expliqué le même intervenant.

En plus des trois prix, le jury composé de Bentami Mustapha, Hamdaoui Mansour et Khedim salah, propose aux photographes participants une visite au site archéologique Bordj El-Turk (Forteresse de l'Est) pour la prise d'une photographie qui sera sélectionnée pour l'obtention du prix du jury.

Cette manifestation culturelle comprend une exposition de photographies participant au Concours et destinée aux amateurs et collectionneurs de matériel photographique traditionnel et moderne et deux ateliers dédiés aux techniques photographiques et de l'art de l'infographie, a jouté M. Bouchahma. Les participants bénéficieront également de cours de formation intensifs pour visionner des films documentaires nationaux et internationaux liés à l'art de la photographie et à l'histoire de la photographie en Algérie, ainsi qu'aux photographes pendant la glorieuse Guerre de libération nationale, afin de nourrir leur sens artistique et améliorer la qualité de leur travail photographique.

Il est attendu que les organisateurs, à savoir le secteur de la Culture et des arts de la wilaya de Mostaganem, la Maison de la culture "Ould Abderrahmane kaki" et l'association des arts "El Amel", récompensent les artistes Zerhouni Sid-Ahmed, Oulhaç Mohamed et Mustapha Abderrahmane pour leur travaux dans les domaines de la photographie et des arts plastiques.

MÉDIAS ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE Le robot conversationnel aura-t-il raison du journaliste ?

Apparus depuis peu, les applications de ChatGPT dans le domaine des médias ne cessent de faire reculer les limites dans la pratique des médias.

Par S. Oulebsir

Elles sont d'une utilité indiscutable pour accompagner le travail intellectuel du journaliste dans son effort de recherche, de collecte, de vérification et de présentation et de l'information.

De nombreux organes d'information y ont déjà recours avec le secret espoir de réduire les coûts de production de l'information.

Les géants de l'internet comme Google sont aussi à l'affut et proposent déjà des outils aux médias pour leur faciliter l'accomplissement de certaines tâches.

Pour autant, mes robots conversationnel finiront un jour par prendre la place des journalistes ? Une hypothèse que d'aucuns n'excluent pas, tandis que pour d'autres, cette nouvelle "intrusion technologique" servira plutôt à rendre le journaliste, plus que jamais indispensable.

L'actualité regorge de faits et situation impliquant cette nouvelle dynamique insufflée par l'intrusion des nouveaux outils de l'intelligence artificielle dans le domaine des médias, et particulièrement dans la pratique du journalisme. Depuis l'apparition, il y a quelques mois des

nouvelles applications de ChatGPT, ce robot conversationnel utilisant l'intelligence artificielle et, selon wikipédia, « capable de répondre à des questions, de tenir des conversations, de générer du code informatique, et d'écrire, traduire ou synthétiser des textes », les questions fusent pour savoir ce que cela aura comme répercussion sur le journaliste et les médias en général.

Il va sans dire que ces outils sont d'une indiscutable pour faire du "journalisme augmenté", soit aider le journaliste à mieux faire son travail.

Une étude du site français la-revuedesmedias.ina.fr, spécialisée dans les médias, publiée le 19 septembre dernier, cernait cinq domaines possibles de recours par les médias aux outils de l'intelligence artificielle.

A commencer par les illustrations d'articles, avec un lot d'exemples concrets puisés dans des journaux français qui ont eu recours à cela : vient ensuite l'écriture d'article, et notamment pour ce qui concerne les informations redondantes, « comme des papiers listant les matchs à venir, avec horaires et chaînes où les regarder », écrit-il. Il faut garer en tête l'expérience, certes pas encore aboumée mais bien réelle du grand groupe de presse allemand

DerSpiegel qui avait annoncé il y a une année qu'il « va supprimer des postes - notamment de journalistes - pour les remplacer par une intelligence artificielle, a fait savoir Mathias Döpfner le patron », rapporte le site <https://www.midilibre.fr>, dans un article daté du 28 février 2023.

L'intelligence artificielle peut aller au-delà de la simple écriture des articles, si l'on en juge par ce que propose Google depuis peu aux médias.

Son nouvel outils Genesis, proposé aux grands médias américains serait capable de produire des contenus en se référant aux informations déjà données par le média, il serait, selon un article mis en ligne le 20 juillet 2023 par le site <https://www.o1net.com>. « une sorte d'assistant qui automatise certaines tâches et libère du temps pour enquêter et vérifier les informations. L'outil peut également suggérer des titres. » Autre apport possible de l'intelligence artificielle, l'élaboration de l'information en vidéo avec des outils de plus en plus performants en matière de préparation, d'illustration et de présentation de l'information audiovisuelle.

Des médias chinois s'y sont déjà mis selon la revue des médias qui rapporte que « la start-

up Xinhua Zhiyun produit depuis 2018 selon la même méthode des vidéos d'information en quinze secondes. »

La vérification de l'information, base éthique et raison d'être du métier de journaliste constitue une autre porte d'entrée des outils de l'intelligence artificielle dans la pratique du journalisme.

Le site français spécialisé en médias donne quelques exemples d'outils mobilisés notamment pour mettre à l'épreuve des chiffres avancés par les hommes politiques.

Mais plus généralement ces mêmes outils sont souvent mis à contribution pour vérifier le bien-fondé de toute information ou illustration qu'elle soit graphique ou audiovisuelle.

En dernier lieu, cette même source évoque le recours de médias à des robots programmés pour l'analyse et la comparaison de documents pour aider le journaliste dans sa recherche.

La machine, une fois renseignée sur les besoins de recherche du journaliste peut parcourir des masses de documents pour extirper ceux correspondants aux attentes du journaliste.

A charge pour le média de s'éviter les problèmes de biais dans l'apprentissage de la machine.

Au-delà des expériences en cours dans cette nouvelle synergie entre le métier de journaliste et les nouvelles applications de l'intelligence artificielle génératives, se développe tout un débat sur les limites éthiques, morales et légales de cette cohabitation, avec, inévitablement, un œil sur le futur du monde des médias et cette récurrente question pour savoir ce qu'il adviendra du métier de journaliste.

Un débat, en somme, vieux comme l'histoire des rapports entre la société humaine et la technique, avec son lot de partisans du tout technologique, comme voie du progrès et de prospérité, et, de l'autre côté, ceux plus critiques, qui n'occultent pas les bons côtés de la technique, mais rappellent seulement ses limites, et le souci de faire prévaloir les valeurs humaines sur toute autre considération.

Il est évident que l'intelligence artificielle bouleversera le monde des médias, et que comme toute innovation, elle apportera des aspects positifs pour le journalisme et l'économie des médias ; Elle induira également des facettes négatives, le plus souvent engendrées par des mésusages humains, et c'est peut être là que le rôle du journaliste sera le plus sollicité.

S. O.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE AIN DEFLA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
AVIS DE CONCOURS D'ARCHITECTURE NATIONAL RESTREINT N°16/2024
(N.I.F) 099944019061117

La direction des Equipements Publics de la wilaya d'Ain Defla lance un **concours national restreint pour la maîtrise d'œuvre Etude et suivi** pour la réalisation d'un **lycée Type 1000 au niveau du site des 950 Logements EDDerdara, commune de Khemis Miliana, wilaya de Ain defla (Cites d'habitat intégrées 2024)**

S'adressent aux architectes agréés seuls ou en groupement ainsi qu'aux bureaux d'études publics, Groupement solidaire d'architectes et ingénieurs en génie civil agréés dans le cadre d'un contrat de gestion de projet avec désignation de chef de fil architecte, bureaux d'études spécialisés ou pluridisciplinaires agréés.

Et intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la **Direction des Equipements Publics (Bureau de retrait des cahiers des charges N° 16, au 2^{ème} étage - Rue Kelouz Moussa, Ain-Defla à titre gratuit.**

Avant les capacités suivantes pour les architectes agréés, justifier :

- De l'agrément de l'année en cours;
- Et d'un protocole d'accord en cas de groupement et/ou statut en cas de société (SCP).
- Pour les bureaux d'études publics, justifier :
- Du statut d'entreprise publique économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création;
- Et de l'extrait du registre de commerce portant code architecture (607090).

Capacités financières : Avoir un moyen de chiffre d'affaire supérieur ou égale à **2.000.000,00 DA** Il s'agit du chiffre d'affaires moyen des (03) trois dernières années (2020-2021 et 2022), justifier par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers des trois dernières années afférentes, visés par les services des impôts.

Références professionnelle : Ayant exécuté au minimum la mission étude et suivi, ou étude seule d'un (01) projet de minimum catégorie (C) ou plus, ou (02) projets de catégorie (B), justifier par des attestations de bonnes exécutions délivrées par les maîtres d'ouvrages publics.

PREMIERE PHASE : 1- Le dossier de candidature, les pièces requises sont celles exigées dans l'article 12, pages 18 des instructions aux soumissionnaires du cahier des charges. Le dossier de candidature est inséré dans des enveloppes séparées et anonymes, portant la mention : **DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA DE AIN DEFLA**

AVIS DE CONCOURS D'ARCHITECTURE NATIONAL RESTREINT N°16/2024
portant sur maîtrise d'œuvre Etude et suivi pour la réalisation d'un lycée Type 1000 au niveau du site des 950. Logements EDDerdara, commune de Khemis Miliana, wilaya de Ain defla (Cites d'habitat intégrées 2024). Le dossier de candidature **à ne pas ouvrir**

Adressées à : **monseigneur le directeur des équipements publics de la wilaya de Ain defla (Rue Kelouz moussa, Ain-defla)**

DEUXIEME PHASE : 2- offre technique, c'est l'ensemble des pièces, document tel qu'exigées à l'article 12, page 19 des instructions aux soumissionnaires du cahier des charges.

3-4-PI de prestations content : pièces graphiques sous format A1+ pièces écrites - Enveloppe de l'anonymat

La visite du site est obligatoire.

5- Offre financière : L'offre financière doit comprendre ce qui suit :

- La lettre de soumission selon model ci-joint, remplie, signée et datée.

-Annexe N° 02 (offre financière partie fixe). -Annexe N° 03 (offre financière -partie Variable). -Annexe N° 04 (offre financière -récapitulatif).

A-DEPOT ET OUVERTURE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

-La durée de préparation du dossier de candidature est fixée à **DIX (10) Jours** calendaires à compter de la date de la première parution du concours national restreint dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux. Si ce jour coïncidera avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable.

-La date et l'heure limite de dépôt des dossiers de candidature correspondront au dernier jour de la durée de leur préparation soit le avant **DOUZE (12h00) heures** au niveau de la direction des équipements publics de la wilaya de Ain defla la salle N° :08 en 1^{er} étage rue Kelouz moussa - Ain defla, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

-l'heure d'ouverture des dossiers de candidature est fixée à **DOUZE (12h00) heures** et aura lieu au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de Ain defla la salle N° :08 en 1^{er} étage rue Kelouz Moussa-Ain defla. Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis des dossiers de candidature.

B-DEPOT ET OUVERTURE DES OFFRES TECHNIQUE, PRESTATION, ET FINANCIERE

-La durée de préparation des offres technique, plis des prestations et offres financières est fixé à vingt et un (21) jours à compter de la date de signature de l'invitation, invitant les candidats présélectionnés à remettre les plis des offres technique, plis des prestations et offres financières. Si ce jour coïncidera avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable.

-La date et l'heure limite du dépôt des offres technique, des prestations et offres financières sont fixées dans les invitations des candidats présélectionnés à premier phase, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

-L'ouverture des plis des offres techniques est effectuée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres sera publique et en présence de l'ensemble des soumissionnaires (1^{ère} phase). L'ouverture des plis des prestations n'est pas publique (2^{ème} phase).

-Les plis des offres financières du concours ne sont ouverts qu'à l'issue du résultat de l'évaluation des prestations par le jury

-Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de **trois (03) mois** à compter de la date de dépôt des offres techniques, prestations, et financières.

DK NEWS **Anep : 2416006173 du 29/02/2024**

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MEDEA
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
NIF :096216019045624

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à la loi n°12-23 du 05/08/2023 qui précise les règles générales liées aux marchés publics et Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n°15/247 du :16.09.2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Médéa informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres nationale ouvert avec exigence de capacités minimales N° 11/DJS/2023, qui a été lancée dans les deux journaux : « EL CHAHED » en date du 31/12/2023 et «DK NEWS» en date du 30/12/2023, portant Projet réalisation en gazon synthétique de cinq (05) terrains sportifs de proximité :Lot N°01 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à M'fatha Lot N°02 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Rebaia Lot N°03 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Ouled Maaref Lot N°04 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Kef lakhdher Lot N°05 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Faid Hammad(commune Souaghi)

Pour un délai de dépôt des offres de 15 jours ; que suite à l'évaluation des offres financières en date du 08/02/2024, le projet à été attribué provisoirement aux entreprises suivantes :

N° d'offre	Nom et l'adresse de l'entreprise N° de fiscalité	La Note Promue/70	Montant Après Correction En T.T.C	Délai de réalisation	Obs.
Lot N°01 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à M'fatha					
25	ENTREPRISE : Dif Bekacem -ADRESSE: Route D'alger Lot 128 M Lacal 23 - Médéa N° DE FISCALITE: 1762 6010 2138 188	47.33	6 889 124.20 DA	30 jours	Offre moins disant
-Lot N°02 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Rebaia					
33	ENTREPRISE : Halouan abd el kader -ADRESSE :Hai Batti Oulla -Médéa N° de Fiscalité : 1965 2601 0045 341	43.00	5 921 856.50 DA	20 jours	Offre moins disant
Lot N°03 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Ouled M'aaref					
19	ENTREPRISE : Douifi Zohra -ADRESSE :Hai Bachen - Médéa N° DE FISCALITE : 2542 6120 0204 150	51.33	6 792 758.00DA	30 jours	Offre moins disant
Lot N°04 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Kef lakhdher					
20	ENTREPRISE : LABRI CHERIF -ADRESSE :El soungui medea N° DE FISCALITE : 173 263 300 469	41.33	6 861 540,00DA	30 jours	Offre moins disant
Lot N°05 : Réalisation du gazon synthétique d'un terrain sportif de proximité à Faid Hammad(commune Souaghi)					
04	ENTREPRISE : Boussahoua Youcef -ADRESSE Hai Théniet El Hajar - Médéa N° DE FISCALITE : 1990 2612 0041 929	41.33	8 646 064.00 DA	30 jours	Offre moins disant

NB : * Tous les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Médéa, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire au marché, de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

* Tout soumissionnaire qui conteste le choix peut introduire un recours auprès du comité des marchés Compétente, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première publication du présent avis, Conformément à la loi n°12-23 du 05/08/2023 qui précise les règles générales liées aux marchés publics et Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° : 15/247 du:16.09.2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

DK NEWS **Anep : 2416006300 du 29/02/2024**

CHAMPIONNAT RÉGIONAL UNIVERSITAIRE DE BASKETBALL Coup d'envoi de la compétition à Tiaret

Le Championnat régional universitaire de Basketball a débuté mardi à Tiaret, avec la participation de cinq wilayas du pays, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Le sous-directeur chargé des activités scientifiques, culturelles et sportives de l'université "Ibn Khaldoun", Mohamed Tires, a indiqué que ce championnat de trois jours connaît la participation des équipes des universités d'Oran, Aïn Témouchent, Chlef, Mascara et Tiaret, qualifiées à l'issue du championnat de la zone, qui avait été organisée par la wilaya de Chlef.

Ce championnat régional, qualificatif pour le championnat national, prévu en mai prochain, dans les catégories filles et garçons, regroupe un total de 84 athlètes, répartis à égalité des deux sexes.

Cette manifestation est organisée par le rectorat de l'université "Ibn Khaldoun" et la direction des œuvres universitaires de la wilaya de Tiaret, en coordination avec la direction de la jeunesse et des sports, ainsi que la ligue de wilaya de Basketball, qui a mobilisé ses cadres, notamment les arbitres pour gérer les matchs.

Selon M. Tires, les organisateurs aspirent, à travers cette manifestation, à encourager la pratique de ce sport au niveau local, par l'organisation de ce championnat au centre ville de Tiaret.

EQUITATION La deuxième semaine du concours national de saut d'obstacles une et deux étoiles à partir de jeudi à Oran

La deuxième semaine du grand concours national de saut d'obstacles une et deux étoiles aura lieu, ce week-end au centre équestre "Monté Cristo" d'Oran à Es-Sénia, a-t-on appris, mardi, auprès de la Fédération équestre algérienne (FEA).

Quinze épreuves seront au programme de cette compétition destinée aux cadets, juniors et seniors des 1er et 2e degrés et chevaux 4 et 5 ans et plus, a-t-on indiqué.

Le grand prix deux étoiles seniors spécial, dédié à la mémoire de quatre cavaliers, les frères Zoaur Haider et Ali ainsi que Haitem Kheilil et Komkov Mohamed, de la première semaine, disputé du 22 au 24 février en cours, a été remporté par le cavalier Moundir Mahi montant "Chilling" du club hippique "l'étoile de l'Est" de Constantine.

Chez les jeunes, les grands prix ont été remportés respectivement chez les juniors par Mostefaoui Soheib du club hippique "Mitidja" de Blida et chez les cadets par le jeune cavalier Hamza Cherif Abderrahmane de "l'Ecurie oranaise".

Cet événement sportif équestre, qui annonce l'ouverture de la nouvelle saison, organisé en deux week-ends par le club équestre "Monté Cristo" d'Oran, en collaboration avec la Fédération de cette discipline, regroupe 170 cavaliers cadets, juniors et seniors de 25 clubs équestres du pays, rappelle-t-on.

Ces concours nationaux marquent le lancement de la saison des compétitions nationales de saut d'obstacles 2024, pour lesquelles la Fédération équestre algérienne a programmé deux concours à la même date, le second au centre équestre de Blida pour donner le choix aux cavaliers et cavalières de participer, vu le nombre de chevaux et des clubs qui a augmenté.

Les compétiteurs s'affronteront dans les catégories cadets, juniors et seniors.

Au fil de ces concours nationaux, les vainqueurs accumuleront des points comptant pour la "Ranking List" qui servira de repère pour le directeur technique national pour suivre les performances des cavaliers.

JUDO Début de la 13^e Championnat interservices de la Sûreté nationale de la région Ouest

Les épreuves de la 13^e édition du Championnat interservices de judo de la Sûreté nationale de la région Ouest ont débuté, mardi à la salle omnisports de l'Hôtel de police sis dans la commune de Mansourah (Tlemcen).

Cette manifestation sportive de deux jours, organisée par la Sûreté de wilaya de Tlemcen, a enregistré la présence de 12 wilayas de la région Ouest, représentées par des judokas des 7 catégories de la discipline, dont les vainqueurs prendront part à la phase finale du Championnat national de ce sport de combat, a-t-on indiqué.

Lors de la cérémonie d'ouverture de cette manifestation inscrite au titre de l'année 2023/2024, le représentant de l'Inspecteur régional de la Sûreté nationale, le Commissaire divisionnaire Bethiou Abdelghani, a indiqué que "cette compétition est une opportunité pour l'évaluation des athlètes participants, la valorisation de l'effort, l'amélioration de l'action et le niveau des athlètes, ainsi que pour promouvoir l'éthique sportive".



Le même responsable a, par ailleurs, mis en relief les efforts de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) au service de toutes les disciplines sportives, à travers la mise à la disposition des sportifs les infrastructures nécessaires à leur épanouissement, ainsi qu'à travers leur prise en charge sanitaire.

Il a ajouté que "cette démarche s'inscrit en droite ligne dans la politique de l'investis-

sement dans les ressources humaines des éléments de la Sûreté nationale, tant sur le plan moral que physique". De son côté, le chef de la Sûreté de wilaya de Tlemcen, le Commissaire divisionnaire Abdelkader Rebii, a également mis l'accent "sur les efforts de la DGSN visant à hisser les compétences des policiers, à travers la création de bureaux sportifs encadrés par des athlètes aux compétences avérées, dans le but de faire du policier l'homme qui porte aussi bien le nom que la qualité".

Il convient de signaler que des exhibitions dans certains sports de combat, notamment du karaté et du kick-boxing, ont été présentées par des policiers de l'Union sportive de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen, en marge de ces joutes sportives.

SPORT - AFRIQUE La 9^{ème} Session des Académies nationales Olympiques d'Afrique le 4 mars à Alger (ANOS)

L'Association des Académies nationales Olympiques d'Afrique (AANO) tiendra le 4 mars prochain à Alger, la 9^{ème} Session des Académies nationales Olympiques d'Afrique (ANOS), sous l'égide de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA), et en collaboration avec le Comité Olympique et Sportif Algérien (COA), a indiqué mardi un communiqué de l'ACNOA. Le président de l'AANO, Dr. Ridha Layouni, dirigera les travaux de cette 9^{ème} Session qui sera consacrée "aux efforts déployés par les Académies Nationales Olympiques d'Afrique et leurs

Comités Nationaux Olympiques respectifs en matière de promotion et de diffusion des idéaux et des valeurs olympiques", en présence du président de l'ACNOA, Mustapha Berraf et le président du COA, Abderrahmane Berraf.

La cérémonie d'ouverture de cet important événement olympique africain sera marquée également par la présence de M. Robin Mitchel, président de l'Association des Comités Nationaux Olympiques (ACNO) et plusieurs hautes personnalités de la famille olympique internationale, africaine et algérienne. Cette rencontre

sera l'occasion pour les académies olympiques présentes d'échanger leurs expériences, de présenter leurs projets futurs et d'étudier les moyens permettant d'optimiser leurs activités, souligne l'ACNOA.

En marge de cet événement, le bureau directeur de l'AANO tiendra sa réunion périodique.

Les représentants des ANOS d'Afrique prendront part au Forum de l'ACNOA sur "la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique" qui se tiendra à partir du 5 mars à Alger, rappelent-on.

PARA-POWERLIFTING (COUPE DU MONDE) Six Algériens à Fazza pour une qualification paralympique-2024

Six athlètes algériens de para-powerlifting (handisport) participeront du 29 février au 5 mars à la 13^e Coupe du Monde de Fazza à Dubaï (Emirats arabes unis), une des trois dernières compétitions au calendrier des athlètes, avec l'unique objectif d'"engranger des points supplémentaires", pour une qualification aux Jeux paralympiques de Paris-2024, a-t-on appris, lundi auprès de la Fédération algérienne handisport (FAH).

La délégation s'est envolée dimanche à destination de Dubaï, où elle effectuera un stage de quelques jours, avant l'entame du tournoi, prévu jeudi prochain.

"On a reconduit les athlètes qui sont en cours de qualification pour les paralympiques de Paris-2024.

Ils sont six dont deux sont déjà qualifiés, à savoir Hocine Bettir et Mohamed Hadj-Ali, en attendant que les autres leurs emboient le pas à l'occasion du rendez-vous de Fazza où bien lors des deux prochains tournois (Thaïlande en mai) et Tbilissi en juin", a déclaré à l'APS, l'entraîneur national Mohamed Salaheddine Benatta.

Pour ce faire, la sélection nationale a effectué un regroupement de huit jours pour la mise en forme, avec un travail bi-quoti-



dien (deux séances/jours d'entraînement), mais le gros du travail a été consacré particulièrement à l'aspect technique et la concentration sur les erreurs à ne pas faire le jour de la compétition et qui retiennent souvent le regard des arbitres.

"Physiquement, les athlètes n'ont pas arrêté leur travail et on en a un enchaînement de compétition nationale et internationale qui leur a permis de s'aguerrir plus.

Puisque ce stage de Sid Frej est pré-compétition, on se devait de s'appliquer sur l'aspect qui fait toujours défaut à nos athlètes, le geste technique de l'athlète dans ses essais est très important donc on essaye à chaque fois d'apporter les corrections qui s'imposent, lors de nos stages", a expliqué l'entraî-

neur national.

L'étape de la Coupe du Monde de para-powerlifting de Fazza, aura son importance pour les athlètes, surtout ceux qui courent toujours derrière une qualification aux JP-2024, qui ne peut être acquise que par le ramassage d'un maximum de points pour arriver à un total permettant à l'athlète d'assurer une place à Paris.

"En plus de Bettir et Hadj Ali, déjà qualifiés aux JP-2024, Guerrioua l'est à 90%, et doit s'affirmer lors des tournois restant.

Les autres peuvent aussi se qualifier à condition de s'appliquer davantage et saisir leurs chances jusqu'à la dernière compétition", a souligné Benatta, ajoutant que pour les qualifiés déjà, doivent poursuivre leur progression et confir-

mer, à chaque fois, leur potentiel, tout en essayant d'éviter les blessures.

Loïn d'être démotivés, les athlètes Samira Guerrioua, Hadj-Ahmed Beyor, Mohamed Merar Nacera et Ahmed Khodja restent déterminés à saisir l'opportunité des joutes de Fazza pour ajouter des points supplémentaires à leur classement paralympique de qualification à Paris.

"On a confiance en leur potentiel et on sait qu'il vont se battre jusqu'à la dernière minute pour pouvoir réaliser ce rêve de prendre part aux JP-2024, un objectif pour lequel ils poursuivent leur travail sereinement", a conclu l'entraîneur national.

Programme des athlètes algériens à la Coupe du monde de Fazza:

Jeudi 28 février 2024:

45 kg (dames) Samira Guerrioua

Vendredi 1 mars 2024:

49 kg (hommes) Hadj-Ahmed Beyor

Samedi 2 mars 2024:

59 kg (dames) Ahmed Khodja

Lundi 4 mars 2024:

88 kg (hommes) Mohamed Hadj Ali

Mardi 5 mars 2024:

65 kg (hommes) Hocine Bettir,

79 kg (dames) Mohamed Nacera Merar.

LIGUE 1 MOBILIS (19^E)

Le leader en péril à Sétif, duel à "six points" entre relégables

La 19^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue vendredi et samedi, sera marquée par le choc entre l'ES Sétif et le leader, le MC Alger, alors qu'en bas du tableau, les deux relégables l'US Souf et l'ES Ben Aknoun s'affronteront dans une véritable affiche de mal-classés à "six points." Tenu en échec le week-end dernier sur le terrain du MC El-Bayadh (0-0), le MCA (1e, 40 pts) enchaînera un deuxième déplacement, dans les hauts-plateaux pour défier l'Entente (5e, 27 pts) avec l'intention de reprendre sa marche en avant.

Le "Doyen", deuxième meilleure équipe à l'extérieur (15 points pris sur 24 possibles), est appelé à sortir le grand jeu face à des Sétifiens en quête de rachat, eux qui restent sur une lourde défaite chez le MCEB (3-0).

Si le Mouloudia aspire à préserver sa dynamique, l'ESS visera la victoire pour garder le contact avec le podium.

Le Paradou AC (3e, 30 pts), tenu en échec lors de son dernier match à la maison par la JS Kabylie (0-0), partira largement favori à domicile face à l'US Biskra (10e, 24 pts), qui fait du surplace après deux revers de rang, dont la dernière concédée chez elle face au NC Magra (0-1).

Les "Académiciens" livreront un duel à distance avec le CS Constantine, avec qui ils partagent la 3e place. L'enjeu est de se hisser provisoirement à la position de dauphin.

Le CSC, auteur d'une victoire à domicile face à l'ASO Chlef (3-1), se rendra à Béchar pour affronter la JS Saoura (11e, 23 pts), dont les résultats en dents de scie depuis le début de l'exercice ont fait reléguer le club à la deuxième partie du tableau. La JSS qui a perdu sa suprématie cette saison dans son antre du 20-août 1955 (18 points pris sur 27 possibles), devra se méfier d'une équipe du CSC capable de revenir avec le gain du match de Béchar.

Course pour le maintien : malheur au vaincu

De son côté, le MC El-Bayadh (9e, 25 pts) abordera le voyage à Chlef pour défier l'ASO (12e, 20 pts) avec l'intention de réaliser un bon résultat, et reprendre confiance après son élimination en Coupe d'Algérie, suivie du match nul concédé à la maison face au MCA.

Toutefois, les Chéliens ne comptent pas l'entendre de cette oreille, puisque seule une victoire leur permettra de s'éloigner de la zone de



turbulences et surtout se rapprocher davantage du maintien.

Dans la course au maintien, deux chocs seront à suivre : NC Magra (12e, 20 pts) - MC Oran (14e, 14 pts) et US Souf (16e, 7 pts) - ES Ben Aknoun (15e, 13 pts).

Le "Nedjm", auteur d'une victoire du côté des "Zibans" face à l'USB (1-0), aura à cœur de confirmer son réveil intervenu après une série de six matchs sans victoire, toutes compétitions confondues.

L'USS et l'ESBA, les deux promus, livreront quant à eux un choc "à six points", puisque un succès de l'une ou l'autre équipe la relancera dans la bataille pour le maintien.

Il s'agit du troisième duel entre les deux équipes depuis le début de la saison.

Lors du match aller, l'USS est allée s'imposer à Alger face à l'ESBA (1-0), avant de se faire éliminer par l'Etoile, à domicile en 1/32e de finale de la Coupe d'Algérie (1-3).

Cette journée est tronquée de deux matchs : USM Khenchela - CR Belouizdad et USM Alger - JS Kabylie, reportés à une date ultérieure en raison de l'engagement du Chabab et de l'USMA, ce week-end, en compétitions interclubs de la CAF.

Le programme

Programme des rencontres de la 19e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue vendredi et samedi :

Vendredi, 1 mars :

Paradou AC - US Biskra 16h00
NC Magra - MC Oran 16h00
US Souf - ES Ben Aknoun 16h00

Samedi, 2 mars :

ASO Chlef - MC El-Bayadh 16h45
JS Saoura - CS Constantine 17h00
ES Sétif - MC Alger 18h00

Reportés à une date ultérieure :

USM Khenchela - CR Belouizdad
USM Alger - JS Kabylie

Classement :

	Pts	J
1). MC Alger	40	17
2). CR Belouizdad	31	16
3). Paradou AC	30	17
-). CS Constantine	30	18
5). JS Kabylie	27	18
-). ES Sétif	27	17
-). USM Khenchela	27	18
8). USM Alger	26	17
9). MC El Bayadh	25	18
10). US Biskra	24	18
11). JS Saoura	23	18
12). ASO Chlef	20	18
-). NC Magra	20	17
14). MC Oran	14	18
15). ES Ben Aknoun	13	17
16). US Souf	7	18.

RENOUVELLEMENT DES LIGUES

La FAF dévoile le calendrier des AGE

La Fédération algérienne de football (FAF), a dévoilé mardi, le calendrier des assemblées générales électives (AGE) des différentes Ligues, dans le cadre du renouvellement de ces instances, dans un communiqué publié sur son site officiel.

Ainsi, les élections de la Ligue de football professionnel (LFP) auront lieu le mercredi 17 avril prochain, précédées la veille (le mardi

16 avril) par celles de la Ligue nationale de football amateur (LNFA). L'AGE de la Ligue inter-Régions de Football (LIRF) est fixée quant à elle au jeudi 7 mars, alors que la Ligue nationale de football féminin (LNFF) se déroulera le mercredi 6 mars.

Lors de la dernière réunion du Bureau fédéral de la FAF, tenue mercredi dernier, il a été recommandé de procéder au re-

nouvellement des instances dirigeantes de la LFP et de la LNFA avant la fin du mois de mai 2024.

En octobre dernier, la FAF avait suspendu avec effet immédiat la LFP, présidée par Abdelkrim Medouar, pour "violation des lois et règlements en vigueur". La gestion de la Ligue 1 professionnelle a été rattachée depuis à la FAF. Un comité dirigé par Mohamed

Amine Meslouj, membre du bureau fédéral a été désigné pour gérer la transition.

Un mois plus tard, la FAF a désigné un comité dirigé par Ahmed Kharchi, pour gérer la LNFA de l'ancien président Ali Malek, suite à la décision du Bureau fédéral de suspendre l'organe de direction de cette instance, "avec effet immédiat", pour "violation des lois et règlements en vigueur".

MASCARA
4,5 milliards DA réservés au secteur de la Jeunesse et des Sports pour l'exercice 2023 (ministre)

Le ministre de la Jeunesse et des Sports Abderahmane Hammad a souligné, mardi soir à Mascara, que l'enveloppe financière du programme d'investissement, en cours, réservée au secteur de la Jeunesse et des Sports dont a bénéficié la wilaya, pour l'exercice 2023, est estimée à 4,5 milliards DA.

Animant un point de presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, M Hammad a indiqué que "le programme d'investissement dédié au secteur de la jeunesse et des sports, inscrit à l'intitulé de la wilaya de Mascara en 2023, porte sur neuf opérations en cours de réalisation pour un investissement de 4,5 milliards DA".

Le ministre a souligné que son secteur a bénéficié, en 2023 dans la wilaya de Mascara, de l'inscription d'un nouveau programme d'investissement et de réévaluation d'autres opérations en cours de réalisation pour une enveloppe financière de 198,2 millions DA, comporte le réaménagement et l'équipement de cinq auberges de jeunes dans les communes de Tighennif, Sidi Kada, Ghriss, Mascara et Sig, ainsi que l'étude de réaménagement du stade "l'Unité africaine" du chef-lieu de wilaya pour un montant global de 110 millions DA.

M. Hammad a fait part, dans ce contexte, de la réévaluation de deux opérations en cours de réalisation pour une enveloppe financière de 88,2 millions DA, portant sur la réalisation et l'équipement du parcours d'athlétisme et l'aménagement externe du pôle sportif "Abdelkrim Kerroum" de Sig.

Il a ajouté que "dans le cadre de l'élaboration de la loi de finances de l'exercice en cours, les services de la Direction générale du budget ont donné leur accord de principe pour l'inscription d'un nouveau programme d'investissement en faveur du secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mascara, pour une enveloppe financière de 74 millions DA".

Ce programme comporte l'étude et le suivi de réalisation de deux complexes sportifs de proximité dans les communes de Aïn Farah et Mactaâ Douz. M. Hammad a indiqué que sa rencontre avec les autorités locales, les représentants du mouvement sportif et juvénile de la wilaya de Mascara a constitué "une opportunité pour inciter la coopération conjointe, en vue de créer un environnement encourageant pour développer le sport et la prospérité des jeunes", appelant à "la participation de tous et du travail conjoint en vue de réaliser les aspirations conjointes".

Il a ajouté que son ministère œuvre avec les instances locales de la wilaya et la société civile à "responsabiliser les jeunes dans la vie sportive et sociale, afin d'assurer la réalisation de nos objectifs communs et de fournir des installations permettant à nos enfants et à nos jeunes de pratiquer leurs activités, libérer leurs énergies innovantes et sportives, et découvrir de jeunes talents".

Il a insisté, lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Mascara, sur "le respect des délais de réalisation, les critères requis et veiller à la bonne gouvernance de ces acquis, renforçant la jeunesse et promouvant la pratique sportive et l'activité des jeunes, ainsi que la réhabilitation des structures sportives, en suivant ces projets de près".

La visite du ministre de la Jeunesse et des Sports a porté également sur l'inspection du terrain d'athlétisme de Tighennif et deux projets de réalisation d'une salle omnisports dans le quartier de Sidi Moufak et d'une piste cyclable au chef-lieu de wilaya.

Il s'est enquis également du stade de "l'Unité africaine" au chef-lieu de wilaya, ainsi que des infrastructures de la jeunesse et des sports mis à la disposition du pôle sportif "Chahid Djebbar Mohamed" à Mascara.

M. Hammad a également inspecté les installations du pôle "Abdelkrim Kerroum" à Sig et a écouté un exposé sur l'état du terrain de football de ce même pôle, qui nécessite des travaux d'entretien.

APS

CAN-2024 (DAMES) PRÉPARATION

L'Algérie domine le Burkina Faso (3-0)

L'équipe nationale féminine de football s'est imposée face à son homologue burkinabé sur le score de 3 à 0 (mi-temps : 1-0), en match amical préparatoire disputé mardi au stade Nelson-Mandela de Baraki, en vue de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024.

Les buts de la rencontre ont été marqués par Lina Boussaha (2e), Marine Dafeur (58e) et Sofia Sara Guellati (64e, s.p.). Il s'agit du deuxième succès des Al-

gériennes face au même adversaire, après celui décroché samedi sur le score de 2-0, grâce à Shana Battouri (32e) et Naïma Bouhenni (62e), en match disputé au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

Cette double confrontation a permis au sélectionneur national, Farid Benstiti, de tester les nouvelles joueuses convoquées en leur offrant du temps de jeu pour pouvoir jauger leurs qualités. L'Algérie a validé son ticket pour la CAN-

2024 en s'imposant à deux reprises face au Burundi (aller : 5-1, retour : 1-0).

Les deux manches ont eu lieu en novembre dernier au stade olympique du 5-juillet d'Alger. La dernière participation de l'Algérie à la phase finale de la CAN remonte à l'édition 2018 au Ghana, et a été marquée par une élimination dès le premier tour de la compétition.

L'Algérie comptait auparavant quatre participations au tournoi continental (2004, 2006, 2010, et 2014).

LIGUE DES CHAMPIONS (GR.D/ 6^E ET DERNIÈRE JOURNÉE) CRB-MEDEAMA SC Quitter la compétition sur une bonne note

Le représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique de football le CR Belouizdad, éliminé dès la phase de poules, abordera la réception vendredi des Ghanéens de Medeama SC, au stade du 5-Juillet (17h00), avec l'intention de quitter la compétition sur une bonne note, à l'occasion de la 6e et dernière journée (Gr.D).

Sèchement battu samedi dernier à Dar Es-Salaam par les Tanzaniens des Young Africans (4-0), synonyme d'élimination précoce, le Chabab (3e, 5 pts) n'a plus rien à espérer, après une campagne chaotique, alors que l'objectif initial était de passer cette phase de poules.

Quitter la compétition avec les honneurs sera ainsi l'objectif pour les hommes de l'entraîneur brésilien Marcos Paqueta, cela passera inéluctablement par une victoire face à Medeama SC, qui ferme la marche du groupe avec 4 unités, et également éliminé avant cette ultime journée.

Le CRB abasourdi par la lourde défaite de la semaine dernière, tentera d'oublier cette débâcle pour espérer aborder les deux autres challenges de la saison, le championnat d'Algérie dont il est le tenant des quatre dernières éditions et la Coupe d'Algérie, avec un bon mental.

Sur le plan de l'effectif, le club de Laâquiba va bénéficier du retour de son ailier Mohamed Islam Belkhir, qui a déclaré forfait face aux Young Africans pour des raisons administratives, et du portier Raïs M'bolhi, rétabli d'une blessure.

En revanche, le quadruple champion d'Algérie sera privé du milieu offensif Ishak Boussouf et de l'attaquant Oussama Darfalou, blessés, alors que le milieu de terrain Adlène Guedioura est écarté pour des raisons disciplinaires après une dispute avec son entraîneur.

De son côté, les Ghanéens Medeama SC, battus vendredi dernier à domicile par les Egyptiens d'Al-Ahly SC (0-1), se rendront à Alger pour éviter une nouvelle défaite, et se consacrer ensuite pour le championnat, où ils occupent la 8e place avec 25 points, à dix longueurs du leader Samatex.

Dans l'autre match de cette poule D, le leader Al-Ahly SC d'Egypte (9 pts), recevra son dauphin les Young Africans (2e, 8 pts), dans un match qui déterminera le leader de cette poule.

Un point suffira aux Cairotes (tenants) pour terminer en tête, alors que les "Yanga" sont condamnés à gagner pour chiper la tête du grouper aux Cairotes.

Pour rappel, les deux équipes avaient composé la semaine dernière leurs billets aux quarts de finale de la compétition.

Un trio d'arbitres éthiopiens pour CRB- SC Medeama (CAF)

La Commission d'arbitrage de la Confédération africaine de football a désigné un trio de referees éthiopiens, conduit par l'expérimenté Bamlak Tessema Weyesa, pour diriger le match CR Belouizdad - SC Medeama, prévu le vendredi 1er mars à 17h00 au stade du 5-Juillet (Alger), pour le compte de la sixième et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions (Groupe D).

Bamlak Tessema Weyesa sera assisté de ses compatriotes, Temesgin Samuel Atango et Tigle Gizaw Belachew, respectivement comme 1er et 2e assistants, a-t-on encore précisé de même source.

Le Chabab et les Ghanéens de Medeama sont déjà éliminés de la course aux quarts de finale, puisque les deux billets qualificatifs pour ce tour ont été attribués à Al Ahly d'Egypte et aux Young Africans de Tanzanie à l'issue de la précédente journée.

Lors de cette 5e journée, le CRB s'était lourdement incliné face aux Young Africans à Dar Es-Salam (4-0), alors que Medeama a été surpris sur son propre terrain par Al Ahly (0-1). Trois précieux points pour chacun de ces deux clubs, qui leur ont dès lors assuré la qualification en quarts. Ainsi, le match CRB - Medeama comptera pour du beurre, car mettant aux prises deux clubs déjà éliminés, alors que dans l'autre duel, il devrait y avoir des étincelles, entre Al Ahly (9 pts) et Young Africans (8 pts), car c'est la première place du groupe qui sera en jeu.

LIGUE 2 AMATEUR (18^E JOURNÉE) L'O. Akbou et le RCK pour consolider leurs leaderships, derby chaud à Mostaganem

Le derby de Mostaganem opposant l'ESM, co-leader du groupe Centre-Ouest, au WAM (6^e), samedi (14h00), constituera l'affiche de la 18^e journée du Championnat de Ligue 2 amateur, qui débutera vendredi (15h00) avec les rencontres du groupe Centre-Est, dont la chaude empoignade entre l'AS Khroub (8^e) et le MO Constantine (5^e), alors que trois rencontres de la région d'Alger ont été décalées au lundi 4 mars.

Dans ce duel de milieu des classements, l'AS Khroub (8e, 22 pts) misera sur une nouvelle victoire à domicile pour prolonger sa série de sept matchs sans défaite (3 victoires, 4 nuls), alors que le MO Constantine (5e, 24 pts) tentera de renouer avec le succès après deux matchs nuls respectivement face au CA Batna (0-0) et l'IB Khemis El Khechna (2-2).

Dans les autres rencontres de la poule Centre-Est, également prévues vendredi, l'Olympique Akbou, leader avec 39 points, évoluera sur du velours en accueillant la modeste formation de l'Olympique Magrane (10e, 18 pts), alors que le MSP Batna (2e, 35 pts) sera à rude épreuve lors de son court déplacement chez l'AS Ain M'lila (13e, 17 pts), en position inconfortable en prévision du maintien en Ligue 2.

Logée au troisième rang avec 31 points, la JS Bordj Menaël se déplacera chez le HB Chelghoum Laid (7e, 23 pts), au moment où le CA Batna (4e, 30 pts) se rendra chez l'USM Annaba (14e, 15 pts), qui doit impérativement s'imposer pour s'éloigner de la zone de relégation.

Cette 18e journée sera également marquée par de belles confrontations dans le milieu de tableau, notamment, celle mettant aux prises l'IB Khemis El Khechna (8e, 22 pts) au NRB Teleghma (5e, 24 pts), ou encore, le match opposant l'USM El Harrach à l'IRB Ouargla, dixième ex aequo avec 18 points prévu lundi prochain.

Dans le bas du classement, le choc des mal classés mettra aux prises l'ES Sour Ghozlane (15e, 14 pts) au MC El Eulma, lanterne rouge avec 10 pts.



Groupe Centre-Ouest : duels à distance pour la tête du classement

La 18e journée se poursuivra, samedi et lundi (14h00), avec plusieurs affiches du haut de tableau dans la poule Centre-Ouest, dont le derby de Mostaganem opposant l'ESM, qui partage le fauteuil de leader avec le RC Kouba, au WAM qui occupe le sixième rang avec 26 points.

Si les joueurs de l'Espérance visent un sixième succès de rang qui leur permettrait de conforter leur place en tête du classement, les gars du Widad, auront à cœur de faire tomber l'ESM, dans son jardin le stade Bensaid.

Autre duel de haut du tableau à suivre lors de cette journée, celui opposant, le RC Kouba, co-leader avec 38 points, à l'ASM Oran (8e, 21 pts), un match décalé à lundi.

Les Koubéens qui restent sur une série de 12 matchs sans défaite (8 victoires, 4 nuls), aspirent à renouer avec le succès pour reprendre seuls la tête du classement.

Pour sa part, le GC Mascara (3e, 33 pts) évoluera en déplacement chez le SC Mecheria (14e, 15 pts), avec la ferme intention de revenir avec les trois points de la victoire pour rester dans le sillage du duo de tête, tout comme le CR Témouchent (4e, 32 pts) qui effectuera le voyage chez le SKAF Khemis Miliana (7e, 25 pts).

Surprise par le NAHD (0-1) lors de la précédente journée, l'ESM Koléa (5e, 27 pts) tentera, de son côté, de se relancer en rendant chez la JSM Tiaret (10e, 19 pts).

Cette troisième journée de la phase retour sera également marquée par des duels du bas de classement, notamment, ceux opposant le NA Hussein-Dey (12e, 17 pts) à l'Olympique Médéa (15e, 12 pts) qui se jouera lundi prochain, et le RC Arbaâ (13e, 16 pts) au MCB Oued Sly (8e, 21 pts).

Les rencontres de la poule Centre-Ouest débutera vendredi (15h00) avec la confrontation entre le WA Boufarik (11e, 18 pts) à la JS Guir (15e, 12 pts).

LE PROGRAMME DE LA 18^E JOURNÉE

Gr. Centre-Est

Programme de la 18e journée du Championnat de la Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Est, prévue vendredi et lundi :

Vendredi 1er mars (15h00)

IB Khemis El Khechna - NRB Teleghma (Huis clos)
E Sour Ghozlane - MC El Eulma
AS Khroub - MO Constantine
HB Chelghoum Laid - JS Bordj Menaël
Olympique Akbou - Olympique Magrane
CA Batna - USM Annaba
AS Ain M'lila - MSP Batna (Huis clos)

Lundi 4 mars (14h00)

USM El Harrach - IRB Ouargla

Classement :

	Pts	J
1). Olympique Akbou	39	16
2). MSP Batna	35	17
3). JS Bordj Menaël	31	17
4). CA Batna	30	16
5). NRB Teleghma	24	17
→). MO Constantine	24	17
7). HB Chelghoum Laid	23	17
8). IB Khemis Khechna	22	17
→). AS Khroub	22	17
10). O. Magrane	18	17
→). IRB Ouargla	18	17
→). USM El Harrach	18	17
13). AS Ain M'lila	17	17
14). USM Annaba	15	17
15). ES Ghozlane	14	17
16). MC El Eulma	10	17

Centre-Ouest

Programme de la 18e journée du Championnat de la Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Ouest, prévue vendredi et samedi et lundi :

Vendredi (15h00) :

WA Boufarik - JS Guir

Samedi (14h00) :

SKAF Khemis Miliana - CR Témouchent
ES Mostaganem - WA Mostaganem
RC Arbaâ - MCB Oued Sly
SC Mecheria - GC Mascara

JSM Tiaret - ESM Koléa

Lundi 4 mars (14h00)

NA Hussein-Dey - Olympique Médéa
RC Kouba - ASM Oran

Classement :

	Pts	J
1). RC Kouba	38	17
→). ES Mostaganem	38	17
3). GC Mascara	33	17
4). CR Témouchent	32	17
5). ESM Koléa	27	17
6). WA Mostaganem	26	17
7). SKAF El Khemis	25	17
8). ASM Oran	21	17
→). MCB Oued Sly	21	17
10). JSM Tiaret	19	17
11). WA Boufarik	18	17
12). NA Hussein Dey	17	17
13). RC Arbaâ	16	17
14). SC Mecheria	15	17
15). JS Guir Abadla	12	17
→). O Médéa	12	17

**JUVENTUS
VLAHOVIC A
TRANCHÉ POUR
SON AVENIR**

Auteur d'une saison intéressante avec la Juventus, Dusan Vlahovic (24 ans, 23 matchs et 15 buts en Serie A cette saison) a tranché pour son avenir. Selon La Gazzetta dello Sport, l'attaquant serbe est proche de prolonger pour deux saisons supplémentaires, soit jusqu'en juin 2028, avec le club italien. Il pourrait désormais toucher un salaire annuel de 12 millions d'euros avec la Vieille Dame. Un bon moyen de sécuriser un joueur sur la pente ascendante et encore loin d'avoir atteint son niveau maximal à Turin.

**CHELSEA
POCHETTINO
ENCORE
CONFORTÉ**

Mal en point en Premier League avec une 11e place au classement, et finaliste malheureux de la League Cup contre Liverpool (0-1 ap) dimanche, Chelsea n'est pas près de se séparer de son entraîneur Mauricio Pochettino. En conférence de presse ce mardi, le manager des Blues a confirmé avoir reçu, une nouvelle fois, le soutien de sa direction.

"Les propriétaires m'ont montré leur soutien après la finale. Todd Boehly m'a également envoyé un joli message. Après la finale, dans la nuit, j'ai rencontré Behdad (Eghbali, bras droit du propriétaire Todd Boehly, ndr) et nous avons discuté. Nous partageons les mêmes opinions sur le jeu et l'opportunité que nous avons manquée", a révélé l'Espagnol. Jusqu'à quand ce sempiternel soutien, sans que les résultats ne suivent, pourra-t-il durer ?

**MAN CITY
UNE RECHUTE
POUR
GREALISH ?**

Freiné par de nombreuses blessures cette saison, Jack Grealish (28 ans, 27 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison) va retourner à l'infirmier. Remplacé après seulement 38 minutes à Luton (2-6), mardi en FA Cup, le milieu offensif de Manchester City a semble-t-il rechuté suite à son pépin à l'aîne.

"Il semble que ce soit le cas, c'est la deuxième fois. J'espère que cette fois-ci, il se remettra bien. Il se sentait bien, mais malheureusement, il s'est à nouveau blessé. La saison a été difficile pour lui. Il devra bien récupérer et nous aider lorsqu'il sera en mesure de revenir", a indiqué son entraîneur, Pep Guardiola, en conférence de presse.



**NAPLES
DE LAURENTIIS
CHERCHE DÉJÀ
UN COACH**

Après Rudi Garcia et Walter Mazzari, Francesco Calzona a hérité du costume d'entraîneur de Naples cette saison. Pour combien de temps encore ? Quelques mois, visiblement. Selon La Repubblica, le président Aurelio De Laurentiis se penche déjà sur la venue d'un nouveau coach avec deux profils prioritaires : Stefano Pioli, qui n'est pas certain d'être conservé par l'AC Milan, et Ivan Juric, en fin de contrat au Torino. Affaire à suivre.

**BAYERN
EBERL COMPTE SUR
KIMMICH**

En difficulté cette saison, Joshua Kimmich (29 ans, 27 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) n'a jamais semblé aussi proche d'un départ du Bayern Munich. Le nouveau directeur sportif du club allemand, Max Eberl, a évoqué l'avenir du milieu polyvalent, dont le contrat expire en juin 2025.

"Il a eu un parcours de carrière incroyable. Il a de la qualité et une bonne mentalité. Joshua a un contrat jusqu'en 2025, j'ai hâte de parler avec lui et d'autres joueurs", a indiqué le dirigeant bavarois devant les journalistes.

Le départ de Thomas Tuchel en fin de saison pourrait être un atout pour retenir Kimmich, courtisé par le Paris Saint-Germain, Manchester City ou encore le FC Barcelone.

**BARCELONE
COUTINHO N'A
AUCUN
REGRET**

Désormais à Al Duhail, au Qatar, Philippe Coutinho (31 ans) demeure à ce jour un des plus gros transferts de l'histoire du football suite à son départ de Liverpool pour le FC Barcelone contre 135 millions d'euros en janvier 2018. Alors qu'il n'a jamais réussi à devenir un cadre au sein du club catalan, le milieu offensif brésilien a évoqué son passage plus que moyen au Camp Nou.

"Les choses se sont passées comme je l'imaginai, comme les gens s'y attendaient, comme je m'y attendais parce que je suis le premier à exiger beaucoup de moi-même sur le terrain. J'ai tout essayé et j'ai toujours été professionnel et je ne regrette rien de mon passage au Barça", a jugé l'ancien joueur de l'Inter pour Sport.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Fayçal Laouer

Directeur de publication
Smaïl Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smaïl Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 »

FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie dénonce la politique de l'occupant sioniste visant à affamer les Palestiniens à Ghaza

L'Algérie a dénoncé, mardi soir à New York, la politique visant à affamer les Palestiniens à Ghaza qui est utilisée par l'occupant sioniste comme arme de guerre, appelant le Conseil de sécurité à exiger un cessez-le-feu immédiat dans ce territoire qui fait face à une agression barbare depuis le 7 octobre dernier.

Dans une allocution prononcée lors d'une séance ouverte au Conseil de sécurité sur la "Protection des civils dans les conflits armés: la sécurité alimentaire dans la bande de Ghaza", le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama a indiqué que "la situation à Ghaza est alarmante et les populations subissent un traitement inhumain, rappelant ce que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a dit à bon escient "quand on perd sa sécurité alimentaire, on perd sa dignité".

"Pendant que les populations à Ghaza attendent les aides humanitaires, l'occupant sioniste utilise la famine comme arme de guerre", a rappelé M. Bendjama qualifiant l'utilisation délibérée et systématique de cette politique de "violation flagrante du droit international car elle vise à pousser les habitants du secteur à la détresse et au désespoir en portant atteinte à leur dignité". Il a souligné par ailleurs qu'en décembre dernier, les es-



timations du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) indiquaient qu'à la fin février 2024, tous les habitants de Ghaza, soit 2,2 millions d'habitants, seraient confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, soit le niveau le plus élevé dans le monde.

Les efforts des travailleurs humanitaires et les rares décisions prises par le Conseil n'ont pas permis d'améliorer la situation, en l'absence d'un cessez-

le-feu, regrette-t-il. M. Bendjama a indiqué en outre que la communauté internationale se retrouve impuissante et désespérée face à ce drame sans précédent, soulignant que le flux des aides actuellement est en deçà du niveau requis d'autant que les activités de commerce sont complètement paralysées.

Le diplomate algérien a rappelé que le programme alimentaire mondial pour l'acheminement des aides dans

le Nord de Ghaza a été suspendu pour des raisons de sécurité, estimant que les deux décisions 2712 et 2720 sont inefficaces sur le terrain et leur effet est limité et que "si l'agression ne cesse pas, l'acheminement des aides humanitaires sera compromis".

Il a affirmé que l'agression contre Ghaza "est une punition collective infligée au peuple palestinien".

"Notre silence est comme si l'on cautionnait la politique de famine et les massacres perpétrés contre les populations palestiniennes", a-t-il dit.

Il a souligné que "le Conseil de sécurité doit exiger en urgence un cessez-le-feu car notre inaction équivaut à une complicité dans ce crime", a conclu M. Bendjama.

La séance se tient à la demande de l'Algérie, du Guyana, de la Suisse et de la Slovénie, pour examiner l'état de la sécurité alimentaire à Ghaza face à la catastrophe humanitaire que vit le secteur, induite par l'agression sioniste qui se poursuit depuis le 7 octobre 2023.

HADJ 2024

Le coût du Hadj fixé à 840.000,00 DA (ONPO)

Le coût du Hadj pour l'année 1445 de l'hégire/2024, a été fixé à 840.000 DA billet d'avion inclus, a indiqué mardi à Alger le directeur par intérim de l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), Salah Bouterfa.

Dans une déclaration à la presse en marge de la réunion de la commission intersectorielle chargée de l'organisation du Hadj pour cette année, au siège du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Bouterfa a fait savoir que le coût du Hadj pour l'année 1445 de l'hégire/2024 est fixé à 840.000,00 DA, billet d'avion inclus.

S'agissant des préparatifs de la saison, il a indiqué que le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, "a donné lors de la réunion de la Commission une série d'orientations relatives à la nécessité du respect des délais mentionnés dans le document des préparations préliminaires des autorités saoudiennes, et à la meilleure prise en charge des hadjis en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Le ministre a souligné "l'impératif de fournir aux hadjis toutes les prestations nécessaires à l'accomplissement des rites dans les meilleurs conditions, et d'entamer une opération de formation et de sensibilisation au profit des hadjis dans les différents domaines pour qu'ils respectent les lois du Royaume d'Arabie Saoudite et devenir les meilleurs ambassadeurs de l'Algérie".

M. Bouterfa a indiqué qu'il a été évoqué lors de la même réunion l'agenda administratif que le hadji doit suivre à l'instar de l'obtention du certificat de succès au tirage au sort du Hadj, la réalisation des examens médicaux et la réservation du billet d'avion jusqu'à l'émission du visa.

"Des données seront communiquées ultérieurement avec les dates à suivre pour effectuer les procédures nécessaires, jusqu'à l'obtention du billet d'avion et le visa du Hadj", a-t-il ajouté.

Les citoyens habilités à accomplir le rite du pèlerinage cette année sont appelés à procéder aux formalités administratives préliminaires avant le 20 mars, avait rappelé l'ONPO dans un communiqué.

Les concernés devront "obtenir auprès des communes de leur résidence, le certificat de succès au tirage au sort et se présenter au niveau des commissions médicales de wilayas (avec le certificat de succès) pour effectuer les examens médicaux et les vaccins nécessaires pour l'obtention du carnet de santé et du certificat de qualification sanitaire pour accomplir les rites du pèlerinage", affirme l'ONPO.

Les citoyens concernés devront se rendre, ensuite, "aux agences de la Banque d'Algérie au niveau de chaque wilaya pour procéder au paiement des frais exigés munis d'un passeport biométrique dont la période de validité est d'au moins 06 mois à compter de la date du 14 juin 2024, du certificat de succès délivré par les services de la commune pour cette saison, du certificat de qualification sanitaire délivré par la commission médicale de wilaya pour obtenir un reçu pour le paiement du coût des prestations fournies dans le cadre du hadj estimé à 670.000,00 DA et le paiement du coût du billet d'avion estimé à 170.000,00 DA", a ajouté le communiqué.

"Le pèlerin doit aussi prendre attache avec les services de la daïra avant le 20 mars 2024 pour l'obtention du livret du hadji muni du certificat d'éligibilité 2024, d'un passeport biométrique, d'une copie du certificat de qualification sanitaire délivré par la commission médicale de wilaya", lit-on encore dans le communiqué.

Le pèlerin doit présenter une copie de reçu de paiement du coût du Hadj et du billet d'avion en plus de trois photos avec fond blanc et un document prouvant la relation avec le mahrem légal.

l'ONPO a également informé que "d'autres formalités à accomplir seront communiquées ultérieurement", conclut le communiqué.

APS

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha supervise un exercice tactique avec munitions réelles en 6^e Région militaire (MDN)

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé, mardi au deuxième jour de sa visite à la 6^e Région militaire à Tamanrasset, un exercice tactique avec munitions réelles intitulé "Tempête du Hoggar 2024", indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Au deuxième et dernier jour de sa visite en 6^e Région militaire à Tamanrasset, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, a supervisé, ce mardi 27 février 2024, un exercice tactique avec munitions réelles intitulé "Tempête du Hoggar 2024", exécuté par des unités du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, appuyées par des unités relevant des différents armées", précise la même source.

Le Général d'Armée avait, auparavant, suivi deux exposés présentés respectivement par le Commandant de la 6^e Région militaire et le Commandant du secteur opérationnel Bordj Badji Mokhtar, portant sur l'idée générale de l'exercice, les étapes de son déroulement et les objectifs escomptés, ajoute le communiqué.

Par la suite, le Général d'Armée a suivi, au niveau du Champ de tir et de manœuvres dudit secteur, et en compagnie du Général-major Mohamed Adjroud, Commandant de la 6^e Région militaire, le déroulement des

actions de combat menées par les unités engagées. "Des actions caractérisées par un grand professionnalisme durant toutes les phases de l'exercice et un haut niveau tactique et opérationnel reflétant l'aptitude au combat des personnels et des commandants d'unités sur tous les plans, particulièrement en termes d'exploitation exemplaire du terrain et de parfaite coordination entre les différentes unités participantes", relève le MDN.

Ce sont "des exploits qui dénotent également de la compétence des cadres en matière de montage et de conduite des différentes opérations de combat, ainsi que du savoir-faire et de l'aptitude des personnels à maîtriser les différents systèmes d'armes et équipements mis à disposition, contribuant ainsi aux résultats très satisfaisants enregistrés, dont témoignent la précision des tirs des différentes armes et le strict respect des plans et du timing prédéfinis", note la même source.

"Cet exercice a également compris une opération de débarquement aérien au moyen d'hélicoptères d'un détachement des Forces spéciales sous la protection d'hélicoptères de combat et une opération de parachutage dans la profondeur des défenses ennemies, dont l'objectif était de détruire les forces d'un ennemi non-conventionnel.

Une opération de ravitaillement aérien

en carburant des avions de combat a également été exécutée lors de cet exercice".

"Ces actions de combat, menées par les unités engagées, sont le témoin d'un haut professionnalisme et d'un niveau avancé d'instruction et de préparation au combat des diverses unités de l'ANP", ajoute le MDN.

Au terme de l'exercice, le Général d'Armée a rencontré les personnels des unités ayant pris part à cet exercice tactique, "couronné de succès dans tous ses aspects, notamment en termes de planification et de préparation et exécution, reflétant à juste titre le haut degré d'état-prêt au combat des cadres et des personnels, ainsi que des compétences et du savoir-faire acquis par les commandants d'unités et les états-majors".

Le Général d'Armée a également tenu à "féliciter les cadres et les personnels des unités engagées dans cet exercice pour les efforts consentis lors des étapes de sa préparation et son exécution, réitérant sa forte détermination à déployer tous les efforts nécessaires à même de garantir une consolidation permanente et un développement soutenu de l'ensemble des composantes de l'ANP". A l'issue, le Général d'Armée a procédé à l'inspection des unités du secteur opérationnel Bordj Badji Mokhtar et des autres formations qui ont pris part à cet exercice, conclut le communiqué.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

L'Algérie augmente sa souscription au capital de la Banque

L'Algérie augmentera sa souscription au capital de la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 36.617 actions supplémentaires, en vertu d'un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n° 11.

Il s'agit du décret présidentiel n° 24-80, signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 14 février 2024, autorisant la souscription de l'Algérie aux ac-

tions de la BAD au titre du règlement sur la cession d'actions de la Banque.

Le versement de cette souscription sera opérée sur les fonds du Trésor public dans les formes prévues par les résolutions du Conseil des gouverneurs de la BAD datées du, respectivement, 29 mai 1998, 27 mai 2010, 31 octobre 2019 ainsi que la résolution du Conseil d'administration de la banque du 21 novembre 2023, précise la même source.

